The state of the s

17 minus (24)

Denemark, 6,50 Kr.; Espagna. 80 pec.; E.-U., 95 c.; G.-B., 45 p.; Grèce, 55 dr.; Irlanda, 70 p.; Italia, 1 000 L; Liben, 350 P.; Libye, 0,350 DL; Luxembourg, 27 f.; Norvèga, 8,00 kr.; Paya-Bas, 1.75 fl.; Portugal, 55 esc.; Sénégal, 290 F CFA; Suède, 7,75 kr.; Suèsse, 1.40 f.; Yougoslavie, 55 d. Tarif des abonnements page 11

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 THEX MONDPAR 650572 F C.C.P. 4207 - 23 PARIS Tél.: 246-72-23

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

BULLETIN DU JOUR • U.R.S.S.

par défaut

budget communautaire. Les esprits pourraient s'échauffer à l'approche des élections. » Au

moment où Mme Thatcher et

M. Mitterrand prenaient congé,

à Paris, avec des sourires pincés,

M. Hurd, ministre britannique

chargé de l'Europe, brandissait

à Edimbourg un épouvantait fa-

milier: « Retenez-nous, ou

l'électeur britannique fera un

malbeur. » Les partenaires de la

Grande-Bretague savent trop

que le gouvernement britanni-

que, quel qu'il soit, se remettra à

ferrailler contre la Communauté

pour que la menace ait de l'éffet.

sommet des 4 et 5 novembre est

d'instituer des rencontres men-

suelles « entre des délégués des

deux gouvernements », chargés

d'examiner les « contentieux

Mettons aussi à l'actif de la

réunion de Paris la levée préala-

ble d'un embargo sanitaire bri-

tannique indéfendable contre les

dindes françaises, coupables

d'être trop bon marché (le

procès inverse étant fait aux

produits laitiers). Mais cette

concession * vient trop tard

pour ouvrir le marché d'outre-

l'archipel, alors que, pour

Mme Thatcher, elle ne peut être

l'embargo américain, il y aussi

plus que des nuances entre les

deux gouvernements. La France

accepte une « concertation »

avec les Américains sur le com-

merce Est-Ouest, mais refuse

toute contrepartie politique à la

levée de l'embargo alors que la

Grande-Bretagne concéderait

volontiers quelques satisfactions

d'amour-propre aux États-Unis.

d'achoppement et l'apocalypse

évoquée par M. Hurd : la réduc-

tion des versements au budget

communautaire exigée par

Mme Thatcher. Le premier minis-

tre britannique a assuré que la

question est « virtuellement ré-

glée » pour 1982. Admettons en-

core que M. Mitterrand ait été

moins catégorique. Mais le rè-

glement à long terme n'a pas

avancé d'un pouce. Paris et Lon-

dres, a dit M. Mitterrand ne

sont pas d'accord sur « l'idée

que l'on se fait » du problème.

blème de circonstance » auquel

il faut trouver une solution dé-

gressive, alors que pour Londres

c'est une situation permanente

qui exige une correction illimi-

pouvoir en France, Paris et Lon-

dres soulignaient l'amélioration

de leurs relations. Aujourd'hui, elle se mesure moins au nombre

des litiges réglés qu'au seul fait

que leur persistance ne débouche

pas sur une crise ouverte. C'est

- l'Entente cordiale par dé-

(Lire nos informations page 3.)

faut ».

A l'arrivée de la gauche au

Restent la principale pierre

A propos du gazoduc et de

mise en doute.

existants .. C'est peu.

Le seul résultat concret du

Moscou durcit encore le ton Le général Evren fait avaliser Entente cordiale 'égard de Washington « Cela va saigner à propos du

A la veille du défilé militaire qui doit marquer, le dimanche 7 novembre, le soixante-cinquième anniversaire de la révolution bolchevique, Moscou a encore durci le ton à l'égard des États-Unis.

M. Victor Grichine, membre du bureau politique, a notamment déclaré, vendredi 5 novembre, dans un discours prononcé au Palais des congrès, que si des missiles Pershing-2 et les missiles de croisière étaient installés en Europe occidentale, l'U.R.S.S. - prendra des mesures indispensables de rétorsion » pour « garantir sa sécurité et celle de ses alliés ».

Faire échec aux Pershing

C'est à M. Victor Grichine, le chef de l'organisation du parti pour la région de Moscou, un membre du bureau politique auquel on ne prête pas de grandes chances de succéder à M. Breiney, qu'est revenu le privilège de prononcer le traditionnel discours précédant les fêtes de l'anniversaire de la révolution d'Octobre.

Comme l'avait fait M. Brejnev, le 27 octobre devant un parterre de généraux (le Monde du 29 octobre), M. Grichine a employé un ton très dur à l'égard de Washington. En même temps, pour faire pression sur les opinions ouest-européennes, déjà troublées par les projets d'installations de susées Pershing-2 et de missiles de croisière, il a insisté sur « le danger de guerre nucléaire meurtrière pour l'humanité » que contiendrait en germe la politique américaine.

Manche aux dindes de Noël Sur les problèmes de l'heure, Notre pays, a notamment affirmé M. Grichine, ne reconnaît à aucun les divergences n'ont pas été autre le droit à la supériorité milicomblées. Mme Thatcher s'est taire. Si des tentatives ont lieu pour montrée d'autant plus ravie de parvenir à cette supériorité avec le l'abstention française dans le dédéploiement de plusieurs centaines bat sur les Malouines à l'ONU de nouveaux missiles nucléaires qu'elle avait été lachée par les américains en Europe ou par un autre moyen, l'Union soviétique Américains. Mais, sur le fond, prendra des mesures indispensables M. Mitterrand a souhaité l'oude rétorsion. Elle saura garantir sa verture de négociations qui metsécurité et la sécurité de ses alliés. » tent en cause la souveraineté de

M. Grichine a aussi accusé Washington de chercher « à rayer tout ce qu'on a obtenu de positif (dans les relations Est-Ouest) dans les années 70, d'enterrer la détente et de réanimer la guerre froide ».

Après avoir affirmé qu'une parité militaro-stratégique existe actuelle ment entre les deux Super-Puissances. M. Grichine a ajouté : « Tout cela se nourrit de la volonté avensurière et, disons-le carrément, dénuée de perspectives des cercles les plus agressifs de l'impérialisme

américain, de prendre coûte qui coûte une revanche sociale, de recouvrer les positions perdues dans l'arène internationale. -

Evoquant ensuite la situation er Pologne, M. Grichine a déclaré que les Occidentaux - cherchent par tous les moyens à compliquer et à saper la normalisation de la situation dans le pays. Mais les adversaires de la Pologne socialiste ne parviendront pas à atteindre leurs objectifs. Le peuple polonais a des amis et des alliés authentiques ».

M. Grichine a aussi accusé Washington de chercher à déstabiliser les régimes d'Afghanistan, d'Angola, d'Ethiopie, du Mozambique et du Nicaragua. Reprenant les promesses faites le 27 octobre par M. Brejnev aux généraux soviétiques, M. Grichine a encore affirmé que le parti communiste soviétique « est en train de prendre toutes les mesures nécessaires pour renforcer - les capacités des forces

(Lire la suite page 3.)

Les services secrets devront

franciser leur informatique

ciaux du premier ministre) de 332 millions de francs pour 1983, soit

une augmentation de 9.6 % par rapport à 1982, la Direction générale

de la sécurité extérieure (D.G.S.E.) devra franciser son informatique

de renseignement - au lieu d'acquérir des ordinateurs étrangers - à

d'année, le risque existe de prendre un peu de retard dans cet équipe-

ment essentiel au traitement des informations recueillies à l'heure où

les services secrets français sont invités à accentuer leur lutte offen-

LIRE PAGE 7 L'ARTICLE DE JACQUES ISNARD.

A moins de crédits inscrits au prochain collectif budgétaire de fin

Dotée d'un projet de budget avoué (non compris les fonds spé-

TURQUIE

Directeur : André Laurens

Quelque vingt et un millions d'électeurs turcs sont convoqués aux arnes dimanche 7 novembre pour se prononcer sur le projet de Constitution qui leur est soumis par le général Evren. Ce dernier, qui préside le Conseil national de sécurité mis en place au lendemain du coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, deviendra automatiquement président de la République si, comme tout semble l'indiquer, le projet est adopté par les électeurs.

La campagne référendaire n'a pas permis aux opposants de s'exprimer, mais le général Evren a fait à plusieurs reprises référence à un retour à la démocratie. La prise d'otages du consulat de Turquie à Cologne (le Monde du 5 novembre) et celle qui a brièvement eu lieu sans effusion de sang vendredi matin au centre d'information turc d'Amsterdam ont aussitôt été exploitées par la propagande officielle en faveur du régime militaire et du « oui » au résérendum. Elles étaient l'une et l'autre l'œuvre de l'organisation d'extrême gauche Dev-Sol, à laquelle sont imputés une centaine de meurtres commis avant le coup d'Etat.

Des militaires en quête de légitimité

De notre envoyée spéciale

Ankara. - Eskischir, ville indus- derole, sinon celle qui, à l'entrée de trielle, à 200 kilomètres d'Ankara, a réservé, le jeudi 4 novembre, au chef de l'Etat un accueil comme il les aime: chaleureux mais sans exubérance. Les écoles avaient été fermées et les enfants, en tablier poir. rassemblés sur le parcours du cortège officiel. Une foule compacte attendait le général Evren sur la place où il devait prononcer le dernier d'une série de discours dans une dizaine de villes de province avant le référendum de dimanche sur la nouvelle Constitution et son élection à la présidence de la République. Quelques drapeaux ornaient les rues de la petite ville, mais aucune affiche, sinon celle éditée par les autorités, qui appelle simplement les électeurs à voter le 7 novembre ; aucune ban-

la ville, porte en permanence la devise nationale : - Turc, sois fier, travaille et sois sur de toi - : aucun portrait, sinon celui de Kamal Ataturk, aux facades de quelques mai-Devant la foule qui scande

« Evren pacha! Evren pacha! •

- Général Evren! Général Evren! -), il apparaît à la tribune flanqué des quatre autres généraux du Conseil national de sécurité, selon un rituel indéfectible de l'armée depuis la prise du pouvoir, le 12 septembre 1980. S'il mêne seul cette campagne, aucune opposition n'étant autorisée à s'exprimer, s'il est le seul candidat à la présidence de la République, c'est que seule l'armée, pour l'instant, est, selon lui, en mesure d'installer les institutions qui devront après elle assurer la siabilité du pays. Mais ce n'est, explique-t-il, ni par gout du pouvoir ni avec l'intention d'encourager le culte de la personnalité. • Ne votez pas pour moi, dimanche, votez pour la Constitution -, répétait-il à Istanbul, où, dit-on, il aurait fait décrocher dans les rues de la ville quelques bapderoles excessivement flatteuses à son égard.

Plus souriant que par le passé, convaincu, semble-t-il, que le peuple l'a compris et lui répondra dimanche par un « oui » massif. le général Evren achève ainsi une campagne que rien n'est venu troubler. CLAIRE TRÉAN.

(Lire la suite page 2.)

Le patronat en accusation

Le patronat se cabre. En annonçant qu'il ne se rendre pas à la négociation prévue pour le 8 novembre, avec les syndicats, sur l'aménagement de l'assurance-chômage, le C.N.P.F. entend réagir à l'augmentation de la cotisation patronale pour l'UNEDIC, dont M. Mauroy avait pourtant garanti qu'elle serait

compensée. M. Yvon Gattaz avait salué le réalisme » de la politique gouvernementale, mais, quarantehuit heures après, celle-ci se prouve en butte à ce que l'Humanité *appelait, vendredi,* la « surenchère patronale ». « Ce que veut M. Gattaz, affirmait le quotidien du P.C.F., c'est une reddition sans condition. > Les communistes ne sont plus les seuls à s'indigner du comportement du patronat et à mettre en garde le gouvernament contre une complaisance excessive à son égard. « Le gouvernement se trompe de route ». a déclaré. vendredi, M. André Laignel, membre du secrétariat national du P.S., en ajoutant : « Nous n'avons pas été élus pour faire la politique du patronat. »

Le trésorier du P.S., proche de M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, va peut-être un peu loin, pour un responsable du principal parti de la majorité, dans la mesure où il met en cause le gouvernement lui-même. M. Jean Poperen, numéro deux du P.S., se borne à observer que le patronat « exige sans cesse davantage ».

Le premier ministre se heurte aussi à des critiques de plus en plus vives de la part des dirigeants syndicaux, notamment de la part de M. Henri Krasucki.

Mais le fait nouveau est que, après le changement de ton de M. Edmond Maire, accusant le gouvernement d'hypocrisie, M. Jacques Chérèque, autre dingeant de la C.F.D.T., affirme, carrément, que le gouvernement ← risque de subir un sévère revers », que M. Mauroy « continue à cultiver ses grandes utopies », et même que « les socialistes n'étaient pas suffisamment préparés à la gestion des affaires >.

La perspective des élections prudhomales explique en grande partia cette radicalisation syndicale, comme aussi, d'ailleurs, la démarche du C.N.P.F. Celui-ci se met en position d'accusé, mais les critiques qu'il s'attire risquent d'atteindre aussi le gouverne-

(Lire pages 6 et 12.)

Quels débats d'idées par GILBERT COMTE

sive contre le terrorisme.

la demande expresse du gouvernement.

Jusqu'à ce début d'automne soudain rempli de mauvaises rumeurs par des fausses factures à Marseille et des éclaboussures à Paris, les hommes politiques de toute appartenance se déclaraient fort soucieux de maintenir leurs controverses dans les nobles et fermes limites du « débat d'idées », qu'ils affirmaient solennellement très supérieur aux stériles et sommaires disputes entre les

Mais, selon cette discordance coutumière entre les paroles et les actes propre à la vie française, voilà qu'ils

s'ensevelissent à l'approche des élections municipales sous des tombereaux d'horreurs non sans utiliser leur vieille rhétorique partisane, qu'ils prennent innocemment pour une véritable argumentation intel-

Au lieu d'attaquer directement MM. Barre, Chirac ou quelques-uns de leurs amis, les vainqueurs du 10 mai dénoncent ainsi hargneusement - la droite - : l'opposition

giscardo-chiraquienne répond par des clameurs comparables contre « le pouvoir socialo-communiste ». comme si l'un ou l'autre de ces termes résumait toutes les infamies concevables dans une impressionnante richesse théorique, sans jamais offenser quiconque.

Dans cette sournoise violence, où la désignation manichéenne de l'adversaire décide seule de sa turpitude par le fonctionnement d'un automatisme verbal, les rudes empoignades apparues depuis quelques semaines présentent l'avantage d'une saine brutalité.

Du moins, les antagonistes se rudoient sans feindre d'argumenter derrière des mots creux. Ils ne prétendront pas, là, instruire le peuple par leur inexistante dialectique. Sans qu'ils la recherchassent, voilà dont une excellente pédagogie d'obtenue. L'intelligence respire toujours plus librement quand les faux-semblants se dissolvent.

(Lire la suite page 6.)

M. GEORGES MARCHAIS invité du « Grand Jury R.T.L.-« le Monde »

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, sera l'invité de l'émission ie - Grand Jury R.T.L .-« le Monde », le dimanche 7 novembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Georges Marchais, après le royage qu'il vient d'effectuer en Chine et en Corée du Nord, et avant le comité central du P.C.F. des 8 et 9 novembre, répondra aux questions des journalistes de la station et du quotidien.

LA MORT DE JACQUES TATI L'inventeur foudroyé

Le cinéaste français Jacques

Tati est mort dans la nuit du 4 au 5 povembre d'une embolie pulmonaire. Il était âgé de soixante-quinze ans.

Perché sur sa bicyclette modèle Peugeot 1911, François, facteur rural, moustachu, dégingandé, encombré de sa haute taille, fait la tournée dans un village d'indreet-Loire où se prépare la fête

Après avoir assisté à la projection d'un film documentaire sur le service postal aux États-Unis où l'on utilise l'hélicoptère, il se laisse persuader par deux forains farceurs de se mettre à l'heure du modernisme. Alors. François, toujours sur son vieux vélo, entreprend une autre tournée ultrarapide, « à l'américaine ».

Les rires spontanés qui accueillent, en 1949, Jour de fête consacrent le succès d'un acteur et cinéaste de quarante ans, Jacques

AU JOUR LE JOUR

On verrait la France livrer à l'Angleterre – et remporter - une homérique bataille pour une dinde à étiquette variable :

On verrait s'empiler à Poitiers (Vienne) des montagnes de magnétoscopes colère. aveugles et muets punis pour japonité ;

. .

On verrait les Français entrer en ronchonnant dans le Tati, formé à l'école du mime et du music-hall dans les années 30, et admiré par la grande Coletta.

Le film revenait de loin. D'abord. les producteurs n'avaient pas voulu du sujet conçu par Tati lorsqu'il était réfugié à Sainte-Sévere-sur-indre pendant la guerre. Ensuite, il avait été monté, en coopérative, grâce à l'appui financier de Fred Orain, et tourné, en 1947, en décors naturels. dans le village de Sainte-Sévère.

Pendant presque deux ans, il n'a pas trouvé de distributeur. Enfin sorti, son succès populaire lui a valu d'être présenté à la Biennale de Venise 1949, où il recoit le Prix du meilleur scenario, alors que son originalité, sa nouveauté, tenaient à ses gags visuels, à sa mise en scène. Le Grand Prix du cinéma trancais 1950 rétablit les choses, heureusement,

> JACQUES SICLIER. (Lire la suite page 9.)

Cinéma

blocage et en sortir à reculons et furieux;

On verrait des P.-D.G. en pleurs jouer à cache-cache autour des tables de négociation avec des syndicalistes rouges de

Nous jouerions tous dans ce . Tati » posthume, drôle à

BRUNO FRAPPAT.

NOUVELLE ESTIMATION DE LA DETTE EXTERIEURE **DE LA FRANCE** (Lire page 15 la chronique de CHRISTOPHER HUGHES.)

Pour Paris, « il s'agit d'un proles must de Cartier SUCCÉDANT A M. AHMADOU AHIDJO

Le président Biya a prêté serment

signalé au Cameroun, le nouveau président de la République. M. Paul Biya, a prete serment, ce samedi 6 novembre, à Yaoundé, devant les membres de la Cour suprême. Il devrait rapidement nommer son successeur au poste de premier ministre, qu'il a occupé pendant sept ans. L'ancien président Ahidjo, qui avait annoncé, jeudi soir, sa démission, après vingt-deux ans à la tête de l'Etat (le Monde du 6 novembre). pourrait, dès samedi soir, quitter Yaoundé pour un séjour de repos dans se propriété de Grasse. Jeudi soir, lors d'une réunion de l'Union nationale camerounaise (U.N.C.), M. Biya a été réélu viceprésident de cette formation. M. Ahidjo conserve, pour l'instant, la présidence du parti uni-

tout rôle politique. M. Ahidjo n'a toujours pas fourni l'explication de sa retraite. qui suscite une certaine appréhension chez les Camerounais. Selon l'A.F.P., à Yaoundé, on indiquait vendredi. de source autorisée, qu'à deux reprises ces derniers quinze jours, lors d'une cérémonie offi-

que, ce qui laiese penser qu'il n'a

pas renoncé, dans l'immédiat, à

Alors qu'aucun incident n'est cielle et d'un consell des ministres. l'ancien président avait paru e las et fatigué ». Il éprouvait notamment de « sérieuses difficultés d'élocution » en s'adressant. 21 octobre, aux membres du conseil de l'enseignement supérieur. De source officielle, on se borne à indiquer que des « problèmes de santé sont praisemblablement à

> bien informées croient savoir que M. Ahidjo, qui n'est âgé que de cinquante-huit ans souffrirait de diabète et d'un ulcère à l'estomec. On se refuse à spéculer sur les rumeurs selon lesquelles la situation intérieure notamment des convergentes de fonctionnaires. d'hommes d'affaires et de militaires. — aurait joué dans sa démission. On estime généralement que M. Ahidjo n'eût telles M. Ahidjo surait pris sa decision lors du séjour qu'il a effectué à Grasse, du 28 octobre su

> Selon la Constitution. M. Biye doit occuper les fonctions de chef de l'Etat jusqu'à la prochaine élection présidentielle, prévue en 1985

Tunisie

La France apportera son concours au VI° Plan de développement »

déclare M. Jean-Pierre Cot

De notre correspondant

Tunia. — La France est prête à coopération culturelle et technique apporter son concours à la réalisation du VI° Plan tunisien de déveen tenant compte des qui y sont inscrites, a déclaré M. Jean-Pierre Cot, ministre l'agriculture, du développement rural délégué auprès du ministre des relations extérieures chargé de la teurs qui sont au premier rang des coopération et du développement, en préoccupations tunisiennes bre, au terme d'une visite de trente-

M. Cot a eus avec le premier ministre, M. Mohamed Mzali, et plusleurs membres du gouvemement, il a été décidé qu'après la tenue, le 15 décembre. à Tunis, de la réunion annuelle de la commission mixte de

Zaïre

M. KENGO WA DONGO EST NOMMÉ PREMIER MINISTRE

Kinshasa (A.P., Reuter). — Le président Mobutu a procédé, vendredi 5 novembre, à un remaniement de son gouvernement. M. Kengo Wa Dongo est nommé premier ministre, tandis que le représentant permanent du Zaire auprès de l'ONU, M. Kamanda Wa Kamanda devient ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale.

Le portefeuille de l'administra-

tion du territoire (intérieur) est confié à l'ancien « homme fort du Katanga ». M. Munongo Msiri, actuellement membre du comité central du M.P.R., le parti unique. Le poste de vice-premier commissaire d'Etat (vice premier ministre) a été supprimé et M. Vundnawe Te Pemako, qui l'occupait conjointement avec ses fonctions de ministre de l'administration du territoire, sera désormais chargé de la justice. M. Yoka Mangono, ancien ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, est nommé aux affaires foncières.

Ce remaniement, le deuxième depuis le début de l'année, intervient à la suite du renouvellement, en septembre, de l'Assemblée nationale zalroise [Né en 1935, à Libenge (région de l'Equateur, dont M. Mobutu est également originaire), M. Kengo Wa Dongo est un ancien étudiant de l'université libre de Bruxelles. Docteur en droit, il a successivement occupé les fonctions de procureur près la cour d'appel de Kinshasa, de procureur général de la République et de président du consell judiciaire du Zaire. Il avait été nommé ambassadeur en Belgique en septembre 1980.]

• M. Guy Penne, conseiller du président de la République pour les affaires africaines et malgaches, effectue, du samedi 6 au mardi 9 novembre, une visite officielle au Sénégal,

 M. Giscard d'Estaina invité ; an Maroc. — Le roi Hassan II a invité M. Valery Giscard d'Estaing à se rendre en visite au Maroc avant la fin de l'année, mais on ne saura que la semaine prochaine si l'ancien président de la République peut répondre à bres, le Sondan et l'Egypte cette invitation, annoncait - on, vendredi 5 novembre, a son secrétariat à Paris.

l'origine de sa décision ». A Paris, des sources générale-

des groupes d'experts ceront cons titués pour faire le point de manière approfondie sur les actions à entreprendre notamment au profit de et de la recherche scientifique, sec-

En matière d'enseignement et formation professionnelle, la coopé ration sera poursulvie dans le même esprit, mais un effort sera entrepris pour mieux l'adapter aux nouveaux besoins de la Tunisie. En ce du concerne l'anseignement escondaire M. Cot a déclaré que la France fera un affort tout particulier iora du transfert aux autorités tunisiennes. la rentrée 1983, du lycée Carnot de Tunis, qui deviendra le lycée Bourguiba, Il s'agira d'un établissement à vocation biculturelle chargé de préparer les Tunisiens aux grandes écoles françaises. « Ce sera. a dit le ministre, une grande aventure francotunisienne et l'expression de la controntation et de l'interpénétration

de nos deux cultures.» Le projet de rétablissement du visa pour les ressortissants tunisiens se rendant en France n'a pas été évoqué au cours des entretiens, pas plus qu'il n'a suscité jusqu'ici de réaction de la part des autorités tunialennes. Il doit d'ailleurs faire l'objet de négociations qui auront lieu lors de la réunion de la commission mixte consulaire, prévue pour le 6 décembre à Paris. Interrogé par des journalistes tunisiens. M. Cot a déploré que des voyageurs venant de Tunis aient pu être refoulés partois arbitrairement » et a rapoelé la position du gouvernement selon laquelle les mesures envisagées tendent « à assurer la sécurité et la stabilité auxqualles ont droit les travailleurs établis en France ».

LE MAROC NE PARTICIPERA PA AU SOMMET DE L'O.U.A. A TRIPOLI

Le Maroc ne participera pas an sommet de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) qui doit s'ouvrir le 23 novembre à Tripol (le Monde du 2 novembre), a annonce, vendredi 5 novembre M. Ahmed Alaovi, ministre d'Etat. Dens un éditorial publié par le journal pro - gouvernemental Maroc - Soir, il qualifie de « machination » et de « scenario machiavélique » la décision de la République arabe sahraouie démocratique (R.A.S.D.) de ne pas assister aux travaux « Non moins suspecte est la hâte avec laquelle le secrétariat de l'O.U.A. a convovoqué, sans aucune consultation préalable, le dix-neuvième sommet a, ajoute-t-il.

Le gouvernement somallen a également fait savoir, à l'issue d'un conseil des ministres réuni jeudi soir à Mogadiscio, qu'il ne participerait pas à ces assises « en raison de l'appui accordé par la Libye au terrorisme interna-tional ». Deux autres Etats memdevrsient . également s'abstenir pour manifester leur hostilité au colonel Kadhafi. - (Reuter).

EUROPE

Allemagne fédérale

M. Genscher a été réélu de justesse à la présidence du parti libéral

De notre envoyé spécial

Berlin-Ouest. — Rien de tel, pour faire s'évaporer les dissenssions qui menacalent de se cristalliser, qu'un bon congrès démocratique. Les libéraux quest-allemands viennent d'en faire l'expérience. Si M. Genscher. vendredi 5 novembre aux assises du F.D.P. à Berlin-Ouest, a été réélu dans un grand tumulte et à une étrolte majorité (220 voix sur 400). tandis que son rival, le très pacifigue Uwe Ronneburger, en obtanait 169, aucune des options du vicechanceller n'a été sérieusement mise en danger.

Durant tout l'après-midi, consacré à un débat ouvert et contradictoire. les orateurs, chacun disposant seulement de cina minutes, se sont succédé à la tribune pour reprendre un des deux thèmes aul divisent le parti. Oui, disait l'un, M. Genscher et le comte Lambsdorff ont eu raison de déserter la coalition socialolibérale pour en former une nouvelle avec la CD.U.-C.S.U. Non. récondait l'autre. M. Genscher s'est comporté en mauvais démocrate : il a rompu la parole donnée aux élections de 1980 et n'a pas informé les instances du parti, encore moins la - base =. de ses intentions. Il a donc discrédité le F.D.P. et s'est disqualifié jui-même en tant que chef du parti.

Querelle sans lesue, dont les protagonistes ne se sont guère ménagés, mais qui, una fois étalée et étirée au grand jour, ne laissait pas à une minorité malheureuse d'autre ressource que d'exprimer sa déception. La rhétorique comme thérapeutique de la crise ? On avait l'impression que, vendredi, dans l'immense salis du centre des congrès de Berlin-Ouest, l'opposition à M. Genscher, qui avait trouvé dans les semaines précédentes un écho ampifficateur dans les médias, se noyalt dans ses propres paroles.

M est à noter, cependant, que le pour que les élections alent bien lieu le 6 mars. Ce qui après les désastres électoraux de Hese et de Bavière, ne manque pas de bravoure... N a également voté une autre résolution critiquant les négociateurs libéraux avec la C.D.U. pour la formation du nouveeu douvernement, pour avoir « laissé tomber » M. Gerhardt Baum, sous la pression des chrétiens-sociaux bavarois. Or cet ancien ministre de l'in-

térieur, qui pouvait aspirer à un posta dans la nouvelle équipe, représente l'alle marchants du

Dans la matinée, on avait entendu discours - programme des deux candidats à la présidence du parti. Pour M. Genscher, ca sont les socialistes qui sont responsables de la rupture de la coalition. Le vicechanceller a su faire le tour de toutes les questions, dans un exposé pourtant semé d'embûches, ce qui na l'empêcha pas de fixer des objectits optimistes à ses partisans.

- Nous ne voulons pas de recours eux armes, aussi bien eux armes atomiques qu'aux armes conventionnelles, a-t-li notamment déclaré. La querre conventionnelle est suffisemment cruelle, et la capacité de destruction des armes conventionnelles atteint plusieurs fois l'horreur de la deuxième guerre mondiale. C'est pour cela qu'il doit y avok renonciation à la force, générale, complète et sans conditions. La voie qui mène à un ordre pacifique en Europe conduit seulement à une collaboration politique et économique entre l'Est et l'Ouest remorcée, et nutiement rétrograde. C'est pourquoi il n'est pas question pour nous d'une guerre commerciale avec l'Est. -

Bien entendu, cela ne signifie pas, d'après M. Genscher, que des meeures unilatérales serviraient la cause de l'équilibre - au niveau le plus bas - de l'arsenal Est-Ouest aucurei il aspire. Ses protestations de bonne voionté n'ont pas empêché M. Genscher de déclarer que quiconque mettait en question la « double résolution - de l'OTAN falsait courir un danger à ces négociations. exige maintenant une zoné Qui dénuciéarisée en Europa, sans que les conditions conventionnelles et atomiques soient créées pour ceis, compromet la sécurité et la stablifité de l'Europe, a-til souligné.

scher, blen structuré, bien éloffé. quol qu'on pense de ses idées. l'allocution de M. Ronneburger qui suivit se distingua surtout par ea minceur et sa timidité. Il n'a presque rien dit de ce qu'il entendait faire en cas d'élection à la présidence du parti, et s'est d'avance rallié à son adversaire auquel, finalement maigré sa sincérité et sa probité, il n'aura servi que de faire-valoir.

ALAIN CLÉMENT.

Espagne LA SUITE DU VOYAGE DE JEAN-PAUL II

Accueil enthousiaste en Andalousie

Jean-Paul II s'est rendu, samedi 6 novembre, dans les provinces basques et en Navarre-Loyola, Javier et Saragosse étaient les étapes de cette journée placée, par la force des choses et les récents événements en Espagne, sous le signe de l'antagonisme entre le message de paix dont est porteur le pape et le terrorisme.

Un attentat mineur est encore

venu rappeier, vendredi, ces pro-

blemes de la violence en Espagne: un inconnu a lancé contre la chapelle de l'université de Navarre, à Pampelune, un cocktail Molotov. Une communication téléphonique anonyme à un journal de Saint-Sébastien a donné comme sens à ce geste une protestation contre la visite du pape. La journée de vendredi avait été consacrée par le pape à l'Andalousie. Jean-Paul II s'est en effet rendu successivement à Séville et à Grenade. Les habituels rassemblements de foules énormes auxquels on a assisté deouis le début du voyage en Espagne se sont de nouveau produits Selon certaines estimations, près de deux millions de fidèles ont

A Séville, le pape a procédé à la beatification de sœur Angela de la Croix, fondstrice de la congrégation de la Croix L'ordre créé par cette religieuse, née à Séville en 1846, morte en 1932, se consacre aux plus pauvres et aux déshérités. Cette cérémonie de béstification était la deuxième dans l'histoire de l'Eglise, après celle du père philippin Angelo Ruiz et de ses compagnons mar-tyrs, à Manille le 18 février 1981, à être célébrée en dehors de

acclamé le pape pendant cette

Rome. Après avoir souligné l'importance du mode de vie de sœur Angela de la Croix, qui a passé le plus clair de son temps auprès le plus clair de son temps auprès deux jours auparavant, à Santa-des « plus pauvres parmi les pau-vres ». Jean-Paul II a mentionné « les exigences de la doctrine de viennes n'avaient pas hésité à l'extrader, bien qu'il ait été griè-sociale » et le devoir qui incombe vement blessé au moment de son aux pouvoirs publics a [d'] affron- arrestation.

ter les problèmes urgents du secteurs agricole, [de] réajuster les revenus et les prix, [de] rationaliser la commercialisation des produits agricoles et [d'] améliorer la vie des paysans, surioui les jeunes ». Propos qui devalent laisser assez indifférente soule d'autre part très réceptive à toute allusion strictement religieuse, notamment lorsque Jean-Paul II a insisté sur le besoin de crespecter et cultiver la religion populaire ». Dimanche 7 novembre, le pape devait se rendre à Barcelone et à Montserrat et le lendemain

ordonner, à Valence, cent cinquante pretres. Italie Tenu pour l'un des responsables de l'attentat de Bologne

> PERLUIGI PAGLIAI EST MORT A ROME

Rome (A.F.P.). — Pierhigi Pagliai, considéré comme l'un des plus dangereux terroristes italiens d'extrême droite, est mort, vendrediaprès-midi5 novembre dans un hôpital romain Plongé dans le coma depuis son arrestation, le 13 octobre dernier, n'a pas pu faire à la police les révélations qu'elle espérait sur son role dans l'attentat néofasciste qui avait fait quatrevingt-cinq morts le 2 août 1980. dans la gare de Bologne (le Monde du 6 novembre).

Agé de vingt-huit ans, issu d'une riche famille milanaise. Pieriuigi Pagliai avait été expulsé. le 12 octobre, de Bolivie, où il vivait depuis plusieurs années. Une spectaculaire opération de police avait conduit à sa capture

Pologne

Solidarité appelle les Varsoviens à défiler le 10 novembre

« Walesa résiste, et toi ? », tel est le texte des affichettes apparues dans le centre de la capitale polonaise et dans certaines banlieues à la fin de la semaine. La direction clandestine de Solidarité a appelé, pour sa part, les Varsoviens à se rendre, après les huit heures de grève prévues pour le 10 novembre, « par petits groupes », devant le palais de justice où eut lieu, il y a deux ans, l'enregistrement du syndicat indépendant de M. Lech Walesa. Elle les invite aussi à se rendre ensuite au monument au Soldat inconnu. selon l'itinéraire suivi en 1980, par le cortège conduit par le pré-

sident de Solidarité. Dans une interview à l'hebdomadaire Polityka, M. Closek, le ministre des affaires syndicales. tout en faisant l'éloge de la nouvelle loi sur les syndicats « sans précèdent dans un Etat socialiste», reconnaît que ses dispo-sitions (notamment la mise hors la loi des syndicats indépendants tels que Solidarité et Solidarité rurale) ont fait subir à l'opinion publique un « choc postopératoire dont les effets ne sont pas encore passés. Les gens sont amers, plains de ressentiment, méjiants prudents et remplie de crainte devant l'ostracisme possible des autres (...). La formation des nouveaux syndicats prendra au moins deux à trois ans. » C'est reconnaître qu'il y a pen de volontaires pour constituer ces nouvelles organisations.

Les autorités poursuivent leur campagne de persuasion pour tenter d'éviter des manifestations mercredi 10 novembre. Les principaux dirigeants sillonnent le pays et les entreprises pour porter la bonne parole. A Varsovie,

le jeudi 4 novembre, le général Jaruzelski a réuni les représentants des forces armées pour définir leurs taches « pour la période la plus proche et pour 1983 ». L'armée e continuera à agir en faveur de la normalisation, de la paix sociale et de la sécurité » du pays. En clair, même si l'état de guerre instauré le 13 décembre 1981 était levé, l'armée continuers à jouir de pouvoirs particuliers. Un Belge, M. Roger Noël, arrêtê en juillet dernier, va, d'autre part comparaître devant le tribunal militaire de Varsovie. Selon l'acte d'accusation, il aurait été arrêté alors qu'il remettait à deux activistes de Solidarité. Zofia et Zbigniew Romaszewski, un emetteur radio. Selon la télévision polonaise. Il aurait reconnu les faits. Le cas de ce militant libertaire a suscité de nombreuses protesta-

tions des différentes fédérations anarchistes dans le monde. Les autorités polonaises affirment aussi avoir démantelé trois émetteurs clandestins de Radio-Solidarité, dont l'un émettait une fois par semaine à Gdansk. Elles auraient aussi saisi du matériel d'impression dans un appartement du sud de Vargovie et procédé à six arrestations sur place. Knfin, à Paris, la C.F.T.C. (Confédération française des trarailleurs chrétiens) lance une

campagne sur le thème « Une heure de salaire pour Solidarnosc ». Les fonds récoltés serviront appuyer l'action pour la libération de M. Weless et de ses compagnons, et pour le rétablissement des libertés syndicales en Pologne. Les dons sont à adresser à la C.F.T.C. 13. rue des Ecluses-Saint-Martin, 75483 Paris Cedex 10 ou au C.C.P. 15 578 W Paris, C.F.T.C., Solidarité syndicats po-

Turquie

Des militaires en quête de légitimité

(Suite de la première page.) Les opposants n'ont pas cherché à violer l'interdiction leur était faite, hormis quelques personnes arrêtées ces jours derniers à Istanbul et près d'Ankara pour avoir distribué des tracts hostiles à la Constitution, ou quelques autres appréhendées à Kayseri pour ne s'être pas levées pendant l'hymne national

« Ces femps-là sont révolus » Même à Istanbul, où il a prononcé jendi son avant-dernier discours aucun incident n'a été signalé. Bien plus, dans ce centre industriel du pays, ancien fief de la DISK, la centrale syndicale progressiste, aujourd'hui interdite et dont les dirigeants comparaissent depuis des mois devant un tribunal militaire, la foule venue écouter le général Evren était comparable, en nombre, à celle des grands rassemblements ouvriers de la période du gouvernement Ecevit. Le général Evren se devait de

rappeler là, comme il l'avait fait déjà dans d'autres villes industrielles, pourquoi des limites vont être imposées aux libertés garanties par la Constitution. Et pourquoi, en particulier, le syndicailsme ne pourra plus être ce qu'i a été. « Souvenez-vous, disait-Il sur la grande place de Taxim lieu traditionnel des rassemblements à Istanbul, qu'autrejois, ici-même, on arborait le drapeau rouge et non le drapeau turc. les portraits de Marz, de Lénine, non celui d'Ataturk, et qu'on a même voulu rebaptiser cette place. e place du Premier-Mai ». « C'est ioure-là sont révolus», ajoutait-il en évoquant la manifestation du 1ª mai 1976 où des exfrontements sur cette place avaient provoqué la mort Empêcher que la Turquie ne

trente-six personnes. revienne à la situation d'avant le 12 septembre 1980, tel est le fondement de la Constitution proposée, le leitmotiv des discours du général Evren et l'argument dont une large partie de la population semble prête à se satisfaire. L'essentiel de cette série de discours aura été consacré à dénoncer les responsables de la situation passée, que le général raien seemine grinefile sur deltisans du anon » : «les traitres qui veulent diviser la nation ceux qui ont toujours poursuivi des activités frauduleuses et des malversations ; les politiciens dont les intérêts sont affectés s.

Les travailleurs, explique-t-il étaient devenus le jouet des dirigesnts syndicanz, qui puissient dans les calses pour leurs propres besoins, et - ce qui n'est pas tout à fait faux - sabotaient is production en déclenchant des grèves incessantes pour des motifs politiques et idéologiques. Les associations détournées de leur but, servalent des entreprises subversives, de même qu'une certaine presse extrémiste. Les universités, formaient des « anarchistes », les jeunes étaient détournés de leur famille, entraînes à agir contre

Ultimes responsables de ces maux : les hommes politiques. S'ils sont exclus pendant dix and de la vie politique, c'est « pour « Nous n'avons pas l'intention de laisser au bon plaistr de certaines personnes mal intentionnées ei des ennemis du pays l'avenir de cette Constitution (_.). Grace aux nouveaux pouvoirs recomnus à Pexécutif, par un texte d'une perfection dont ils ne pouvaient même pas réver, ils tiendraient le pays tout entier sous leur coupe. et le gouvernement à leur merci p

Une classe politique « bien intentionnée »

On ne saurait mieux souligner principal défaut du projet de Constitution proposé au référendum. L'idée des généraux est que dans sept ans, une classe politique d'une nouvelle espèce, « bien intentionnée », aura pu voir le jour en Turquie. Ils lui transmettront cette Constitution qu'ils pouvoir appliquer, justement parce que seuls désintéressés et impartiaux. A ceux qui s'étonnent, par exemple, que le droit au lock-out soit inclus dans la Constitution à côté du droit de grève, et qui reprochent au régime de favoriser les cheis d'en-treprise, le général Evren répond : « Nous sommes des soldats; nous ne sommes l'émanation ni des milieux ouvriers ni du patronat. Et c'est pourquoi nous pourrons juger d'un regard totalement impartial et ne javoriserons per-

SORRE. D Enfin — et c'est un thème qui revenant dans tous ses discours flatte un orgenti national offensa - le général Evren attend de la légitimité populaire que lui conférera la consultation de dimanche de pouvoir enfin clouer le bec à ses détracteurs européens. Après avoir souligné l'irréalisme qu'il y a à mettre la Turquie sur le même plan que « les pays qui ont commence leur expérience democratique depuis deux ou trois siècles », il affirme que s'il œuvre au rétablissement de la démocratie ce n'est pas pour répondre au sou-hait des Européens, mais « parce qu'elle est le mode d'administration le plus conforme à la sue serait allé plus vite sans les critiques et les tracasseries venues de l'étranger. CLAIRE TREAN

At Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE SELECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

The second secon

A STATE OF THE STA

L'« EUROPE BLEUE » CRISE DE FRANCO-BRITANNIQUE ET

Les déclarations de M. Mitterrand et de Mme Thatcher mettent en évidence des conceptions différentes de la Communauté

Le sommet franco-britannique s'est déroulé dans « un climat cordial », a déclaré M. Mitterrand après son dernier entretien evec le premier ministre britannique, Mme Thatcher, vendredi 5 novembre. « En dépit de la difficulté que nous posent certaines des questions traitées, nous avons su les insérer dans une disposition d'ensemble et dans une définition politique » qui conduiront nition politique » qui conduiront d a une plus grande harmonisation de nos démarches.

« Cette harmonie est déjà acquise dans de nombreux domaines parmi les plus importants », a. encore dit le président de la République, qui a évoqué e la vie du monde», les relations Est-Ouest et Nord-Sud. a l'attitude de nos deux pays à l'égard des Etats-Unis » et notamment « le problème posé par les sanctions sur le gazoduc », le Fonds monétaire international, le droit de la mer, les problèmes douaniers (GATT), le « protectionnisme

QUOI ? ENCORE

DES INSULTES!

déclaré : « On peut isoler un

problème particulter, qui fait

difficulté, qui n'est pas résolu, qui continuera à être discuté,

c'est celui de la contribution

(britannique au budget euro-

peen) », en rappelant que depuis 1980 » on est arrivé vaille que vaille à différents accords », mais

qu' « on ne s'est pas mis d'accord

sur les principes ». Le désaccord

subsiste sur « le volume et la durée » des versements en cause et

mème « sur l'idés qu'on s'en

jait ». « S'agit-il d'une nouvelle

institution, d'une règle nouvelle

S'agit-il d'une circonstance qu'il

relations franco-britanniques, cha-

que mois auront lieu des rencon-

gouvernements, soit à Londres, soit

her l'évolution des affaires et « le

degré de nos rapprochements sur

les contentieux existants ». « La

tranchise de nos débats, a conclu

le président de la République, ne

peut que contribuer au progrès de

Paris, qui permettront d'éva-

Pour « resserrer la nature » des

à quoi la France se refuse

convient de traverser?

nos relations. >

COMMUN !

que la France n'ait pas appuyé la position argentine sur les Malouines aux Nations unies. Elle a remarqué qu'an sein de la Communauté des problèmes épineux comme celui de la pêche sont sur le point d'être réglès (il ne manque que l'accord du Danemark). Le problème de la contribution britannique est également règlé pour 1982, a assuré le premier

Revenant sur ce point en repondant aux questions. M. Mitterrand a souligné que la ristourne budgétaire accordée à la Grande-Bretagne ane doit pas être érigée en principe », ni « s'installer en permanence dans les relations intracommunautaires », et que son volume doit être dégressif « C'est ce qui nous sépare », a-t-il dit. Quant à la solution pour l'année 1982 scule, M. Mitterrand n'a pas tout à fait confirme la version de Mme Thatcher. La France avait fait une « réserve » sur l'accord intervenu à ce sujet au dernier conseil de la Communauté. An sujet des problèmes com- Il ressort des propos de M. Mit-

terrand que vendredi elle n'était

pas tout à fait levée (mais seules

resteraient à préciser des moda-

De son côté Mme Thatcher a

insisté sur le fait qu'une solution

parce que la situation actuelle est

« totalement 'inéquitable pour la

Grande-Bretagne », parce que les

ressources communautaires sont

insuffisantes et qu'elles le seront plus encore après l'élargissement

l'Espagne et au Portugal Nous

devons trouver une solution

« rapidement »; a-t-elle ajouté —

et qui dure « aussi longtemps que

A propos des Malouines (Faik-

lands); Mme Thatcher a notam-

ment déclaré : « Nous n'avons

aucun doute sur notre souverzi-

neté (sur l'archinel) et les Falk-

landers sont des Britanniques et

américain (contre la Grande-

Bretagne) à l'ONU a été dit

De son côté, M. Mitterrand a

souligné que « les considérants de

la France ne sont pas ceux de la

Grande-Bretagne ». « Inviter les

Mme Thatcher, «incompréhensi-

veulent le rester » Le

à long terme devait être trouvée

lités comptables).

le problème ».

ble et décevant ».

parties prenantes à négocier » et charger le secrétaire général de l'ONU d'une mission de bons offi-ces (comme le fait la résolution latino-américaine que la Prance n'a pas votée), « correspond à notre pensée », a souligné le président. En revanche, la rédaction du texte proposé « préjuggait la Bretagne en situation de culpabilité». C'est pourquoi, a explique M. Mitterrand, la France n'a pas voté la résolution. Au sujet des conversations entre Occidentaux sur les relations commerciales Est-Ouest, M. Mitterrand a dit que la France était « bien entendu» prête « à débattre des conditions a poser dans les échanges commerciaux, surtout, dans les

domaines technologiques, avec les pays de l'Est ». En revanche, a-t-il ajouté, s'il s'agit de « concessions nouvelles » pour permettre aux Etats-Unis de lever des sanctions, « ce ne peut être l'objet de négociation ». M. Mitterrand se demande d'ailleurs si ces « sancfait, par les Américains « à l'égard de leurs alliés ». « La Grande-Bretagne et la France, a-t-il dit, souffrent d'une décision améri caine unilatérale, injuste, juridi quement très contestable et politiquement inadmissible. Si on peut s'arranger, tant mieux, mais pas en échange de concessions sur d'autres terrains (...) Pour la France il n'en est pas

LE VOTE DE L'ONU SUR LES MALOUINES

L'abstention française est vivement critiquée à Buenos-Aires

Correspondance

Buenos-Aires. - Les quatrevingt-dix votes favorables obtenus ieudi 4 novembre, à l'Assemblée des Nations unles, ont fait l'effet d'un rayon de soleil en Argentine. dont l'isolement international était à peu près total depuis la chute des Malouines aux mains des Britanniques. Plus pent-être que l'ample majorité qui a approuvé le projet de résolution présenté par les pays latino-américains, c'est le fait d'avoir retrouvé leur place au sein de la communauté internationale qui a le plus satisfait les Argentins Tout le monde est cependant

conscient que l'Argentine a dû faire de très nombreuses concessions pour parvenir à ce résultat et qu'il sera difficile d'amener la Grande-Bretagne à la table des negociations. Les journaux de la capitale, qui versaient facilement dans le triomphalisme durant le conflit, ont fait preuve cette fois d'un optimisme modéré Clarin n'a pas manqué de souligner que cinquante-deux Etats s'étalent abstenus et que « de nombreux pays qui ont finalement apporté leur soutien à l'Argentine ont évoque le principe d'autodétermination ». La Nacion estime de son côte que le vote de l'Assemblée générale des Nations unies représente « le premier succès international de l'Argentine depuis le 14 juin » et qu'il faut l'eccueillir a avec mesure et sérénité ». Même satisfaction modérée dans les milieux militaires, où l'on d'obtenir une victoire diplomatique moins de cinq mois après une défatte militaire ». Les offi-

ciers que nous avons interroges

estiment que « l'essentiel (c'est-à-

dire la reconnaissance de l'exis-

tence d'un litige à propos de la

souveraineté) a été préservé ».

chef de l'Etat, ait exprimé sa

Bien que le général Bignone.

reconnaissance a envers ceux qui ont choisi l'abstention, quelles que soient les raisons qui aient animés », il est clair que l'attitude de Paris a fortement déplu « La France n'a pas tenu ses promesses », nous a déclaré un haut fonctionnaire du ministère des relations extérieures. M. Cheysson aurait, en effet affirmé que la France aponierait le projet de résolution « Nous comprenons parfattement la solidarité européenne, mais, ce qui nous parait lamentable, c'est que le gouvernement français ait changé d'avis au dernier moment. » Notre interlocuteur explique ce revirement par « les pressions considérables » qu'a exercées le premier ministre britannique sur ses partenaires de la Communauté.

Même réaction chez les dirigeants politiques de gauche, qui affirment avoir été une nouvelle fois décus par le gouvernement socialiste. « M. Mitterrand sacrifié les grands principes des intérêts mesquins », nous a déclaré un dirigeant radical.

Les militaires ne sont pas moins sévères. Un officier supérieur de l'armée de l'air, qui a été surpris que la France n'ait pas voté en faveur d'une résolution « aussi modérée », ajoute : « Nous deurons réexaminer nos relations.» Cela laisse evidemment mal augurer des conversations sur la reprise des vols entre Buenos-Aires et Paris qui devraient s'engagei prochainement. Seuls les officiers de marine se sont montrés un peu plus compréhensifs. Il est vrai que les neuf Super-Etendards et les cinq Exocet destinés à l'aeronavale, dont la livraison avait été retardée en raison de l'embargo décrété le 2 avril arriveront en Argentine dans le cou-

rant de novembre. — J. D.

Le Danemark rejette l'accord sur la pêche conclu par ses neuf parienaires

Le Danemark a décidé le 5 novembre de rejeter l'accord sur la pêche intervenu le 27 octobre à Luxembourg entre les neuf autres partenaires européens.

Le ministre danois de la pêche, M. Henning Grove, a déclaré que son pays opposerait son veto à la proposition de la Commission européenne, à moins que la Communauté ne jasse une nouvelle offre plus javorable. La Commission a refuse jusqu'ici d'accèder aux exigences des Danois, qui réclament un quota de 20 000 tonnes pour la pêche aux maquereaux au large de l'Ecosse, ainsi que l'octroi d'au moins sept licences spéciales les autorisant à pêcher la morue au large des îles Shetland.

Il est peu probable que les Neuf acceptent de rouvrir les négociations alors qu'à Luxembourg ils ont adresse un véritable ultimatum au Danemark, all n'y a plus de pluce pour la négociation », avait déclaré le ministre français de la mer, M. Louis Le Pensec, ajoutant qu'en cas de rejus danois, le conseil sur la pêche prévu pour le 11 novembre ausait pour objet « de délibérer sur la méthode à suivre pour appliquer l'ensemble des mesures déjà acceptées par neuf pays membres ». Il semble exclu toutejois que les Neuj décident de procèder à un pote majoritaire sur la mise en place de l'« Europe bleve» et de passer outre à la volonté d'un pays membre, comme cela avait été le cas lors de la fixation des prix agricoles en 1982. La Grande-Bretagne a affirmé à plusieurs reprises qu'elle s'opposerait à l'adoption de la politique commune de la pêche sans un vote unanime des Dix

De notre correspondante

Copenhague. — Les dirigeants de gement informée de l'évolution de Copenhague, qui, initialement, avaient la situation par la presse, la radio semblé pencher vers la conciliation, et la télévision. Les responsables ont donc finalement adopté une ligne des organisations de pécheurs et dure. - Nous sommes forts, car nous les exportateurs de produits de la déclaré le timide ministre de la pêche. M. Grove (fibéra)), à l'issue que l'entrée du Danemark dans la d'un long débat avec les représentants de tous les partis qui pour importants avantages et a slimule une fois s'étalent mis d'accord.

Le gouvernement danois paraît estimer que, d'ici au 31 décembre, deux mois de négoclations permettront de régler la difficulté. Or, ces demiers temps, d'une réunion européanna à l'autre, le Danemark n'avait-il pas réussi à améliorer chaque fois ses positions auprès de partenaires qui ne désirent pas sans doute voir éclater une nouvelle crise au sein de Communauté ?

L'opinion danoise a été très lar-

Ils reconnaissent oubliquement

Communauté leur a apporté de très considérablement leur activité. Résultat : Il n'y a pas de crise de la cêche au Danemark. Mais ces mêmee professionnels font aussi le raisonnement sulvant : . Dans le secteur de la pêche, nous sommes les plus efficaces de la C.E.E. Il serait paradoxal que la Communauté, qui nous a accordé des prêts pour nous permettre de nous développer et de nous moderniser, nous empêche maintenant de continuer notre expansion ou, même, nous oblige à un certain recul. »

CAMILLE OLSEN.

personnes sont actuellement

menacées par la famine.

TRAVERS LE MONDE

Angola ● L'UNITA (Union nationale

du M.P.L.A. (au pouvoir en

Angola), qui pourront ensuite

rendre l'UNITA responsable

de cet assassinat a. Le commu-

niqué ne donne pas d'autres

détails sur la libération du

prélat, enlevé le 15 octobre en

compagnie de trois religieuses,

lors d'une visite pastorale dans

le sud angolais. — (A.F.P.)

Canada

• LA COUR SUPREME DE

L'ONTARIO est favorable à

l'extradition d'un criminel de

guerre nazi Hehmut Rauca,

recherché par la justice ouest-

allemande pour sa responsa-

bilité dans la mort de plus de

onze mille cinq cents juifs,

dans le camp de concentration

de Kannas, en Lituanie, entre

1941 et 1943, peut être extradé

vers la R.F.A., a décidé. jeudi

novembre, la Cour suprême

de la province de l'Ontario.

Entré su Canada en 1950. Hel-

mut Rauca a obtenu la natio-

nalité de ce pays en 1958 et

réside au nord de Toronto

Ontario) Helmut Rauca a dé-

cidé de faire appel. — (A.P.)

Éthiopie

GRAVE MENACE DE FA-

MINE. — M. Shimelis Adugna.

commissaire éthionien aux se-

cours et à la réfusertion des

populations sinistrées (C.S.R.).

a quitté Addis-Abeba pour

Genève et New-York, où il doit

avoir des entretiens avec des

responsables de l'ONU à pro-

pos de l'accroissement de l'aide

à son pays, victime de la séche-

resse. Environ trois millions de

Libéria pour l'indépendance totale de l'Angola), qui combat le régime de Luanda, a décidé de libérer RECTIFICATIF. — Le ministre de la défense, le général deux pilotes coviétiques, selon Karpeh, a été nommé, merun communiqué du mouvecredi 3 novembre, directeur de ment diffusé vendredi 5 nola Compagnie nationale de mineral de fer. C'est par erreur kolai Mollaev et Ivan Tcherque, dans nos éditions du nietski arrêtés en octobre 1980 5 novembre nous avions anen territoire angolais, seront, nonce ou'il était passé du élargis « dès que le Comité second poste au premier. international de la Crotz-Rouge (C.I.C.R.), qui sert d'in-Pakistan termédiaire entre les pays concernés par l'opération, sera en mesure de garantir que les • LE PRESIDENT ET LE SECRETAIRE ADJOINT DE deux prisonniers partent directement pour l'URS.S. ». m-L'ASSOCIATION DES AVO-CATS DE KARACHI, M. A.-H. dique le communiqué. D'autre part, l'UNITA annonce que la libération de l'archevêque de Lubango, Mgr Alexandre do Nascimento, se fera « sons condition » mais qu'il ne pourra être libéré sur le territoire angolais, car « il tisque d'être assassiné par les forces

Kakhoo et M. A.M. Khan viennent d'être condamnés à un an de prison ferme par un tribunal militaire pour avoir « viole la loi martiale » Ils avaient invite un dirigeant de l'ancien parti gouvernemental, le parti populaire pakistanais, à participer à une reunion dans le cadre d'une campagne contre le régime militaire. — (UPI.)

République sud-africaine

• MORT D'UN DIRIGEANT DE LEXTREME DROTTE. - Le docteur Albert Hertzog, fondateur du Herstigte Nationale Party (extrême droite), est mort, jeudi 4 novembre à Pretoria à l'âge de quatre-vingttrois ans. Son père, le général J.B.M. Hertzog, avait été le premier chef de gouvernement sud-africain appartenant au parti national, arrivé au pouvoir en 1948. Le docteur Albert Hertzog avait été membre. pendant dix ans du cabine: du docteur Hendrik Verwoerd créateur du mot « apartheid » et initiateur de la politique des Bantonstans, L'objectif du docteur Hertzog, au cours de ces dernières années, fut la réunification des conservateurs afrikaans, malgré son éviction de son propre parti, le Herstigte Nationale Party, en 1977. -(A.F.P.)

Rwanda

• AIDE FRANÇAISE AUX REFUCIES. — La France a fourni sư Rwanda une side médicale et matérielle d'une valeur de 900 000 F destinée aux quelque 40 000 réfugiés d'origine rwandaise en provenance d'Ouganda, a annoncé vendredi' 5 novembre le porteparole du ministère des relations extérieures.

Faire échec aux Pershing (Suite de la première page.)

propos des relations avec Pekin M. Grichine a réaffirmé l'intérêt de Moscou pour une normalisation des relations sinosoviétiques, mais n'est pas alle au-delà de la position traditionnelle soviétique : « La normalisation des relations soviéto-chinoises, a-t-il dit, seratt une bonne contribution à la consolidation des bases de paix et de stabilité en Asie et dans le monde. LURSS. aspire sincèrement et constamment à l'assainissement de ces relations, naturellement sans aucun préjudice pour les autres pays. 2

La ceremonie de vendredi, au cours de laquelle M. Grichine a aussi beaucoup insisté sur la nécessité de lutter contre la corruption: a permis aux observateurs de confirmer l'élimination de facto de M. André Kirilenko. M. Kirllenko ne figurait pas en effet, à la tribune du Palais des congres.

Le discours de M. Grichine

confirme la volonté de l'URSS de relever le « défi américain » en matière de course aux armements et de s'opposer à la mise en place, à partir de la fin de l'an prochain, des cinq cen soixante douze fusées Pershing et missiles de croisière américains prévue par la décision de l'OTAN de décembre 1979. Ce discours fait suite à plusieurs interventions allant dans le même sens. Ainsi M. Valentin Faline, ancien

embassadeur à Bonn et chef adjoint du département d'information étrangère du comité central du parti, écrit dans le numéro du mise en place des SS-20 dans Moscou que ce nouveau déploiement occidental ne sera pas cun changement quantitatif l'avantage des Etats-Unis», mais pas employer en premier l'arme un changement qualitatif aux

conséquences imprévisibles ». Evoquant le scénario d'une crise dans une région périphérique, telle que le Proche-Orient ou le sud de l'Afrique, qui conduiratt Washington à mettre en état d'alerte renforcée ses missiles nucléaires en Europe, il affirme que cela entraînerait la mise en état d'alerte des moyens soviétiques *a qui* servient créés inévilablement » pour faire pièce à cette menace et que, dans ces conditions, « il ne resterait plus à l'Europe qu'à faire sa prière ».

Les mêmes arguments sont

développés par le général Constantin Mikhailov, conseiller du ministère soviétique de la déiense dans un entretien publié mercredi 3 novembre par le quotidien quest-allemand Frankfurter Rundschau. Selon lui, l'application de la décision de l'OTAN sur les euromissiles ₹70mpra l'équilibre militaire : mais aussi entraînera a une déstabilisation de la situation politique s. En consequence l'U.R.S.S. ty répondra sur le plan militaire aussi bien que politique, et les conséquences en aeront très lourdes . Le général soviétique espère donc que « les Européens de l'Ouest, de concert avec le peuple américain, empêcheront un déploiement, faute de quoi nous approcherons de la catas-

On notera que ces responsables, tout comme M. Brainey dans son dernier discours, s'attardent peu ou pas du tout sur les propositions soviétiques de ce printemps concernant l'arrêt de la novembre des Nouvelles de partie européenne de l'U.R.S.S. l'engagement «solennel » numéro un du Kremlin de ne atomique dans un conflit.

Pékin cherche à éprouver la fermeté de l'axe Moscon-Hanoi

De notre correspondant

Pékin. — De retour de New-York. où il avait assisté à l'Assemblée générale des Nations unies, le prince Sihanouk a été accueilli, le jeudi 4 novembre, -dens la capitale chinoise avec tous les honneurs et selon le protocole habituellement réservés aux chefs d'Etat.

Au cours du banquet offert à cette occasion, le premier ministre chinois a présenté l'ancien monarque comme - un patriote respecté par le peuple cambodgien et un homme politique actif et éminent dans le monde ». avent d'ajouter : « Nous admirons la détermination de Samdech de s'opposer aux agresseurs vielnamiens. -Critiquant au passage le - sabo-

tage » par Moscou de la position du Kampuchéa démocratique à l'ONU, M. Zhao Ziyang a cependant reservé ses flèches les plus acérées à ceux qu'il a appelés - les voreces et féroces agresseurs vietnamiens ». It a rendu hommage à l'action du peuple cambodgien pour défendre son existence nationale, contenir l'agression et l'expansion des hégémonistes, grands et petits, et sauvegarder la paix et la sécurité dans le Sud-Est asistique ».

Avec la même termeté, le prince Sihanouk a realfirmé : « Nous n'accepterons iamais le « fait accompli - eu Cambodge mis en scène par le Vietnam et l'Union soviétique ».

ses principaux alliés depuis le départ de Pékin, le 29 octobre, de M. livitchev, le diplomate russe chargé de mener des consultations avec les dirigeants chinois.

Au coure de ces conversations. Pékin, selon des sources chinoises, auralt particullèrement insisté sur l'urgence d'apporter une solution au problème du Cambodge en raison des combats qui continuent de s'y dérouler. L'argument vaut ce qu'il vaut : des affrontements armés n'ont-ils pas également lieu en Afghanistan entre la résistance et les troupes soviétiques ?

Il paraît probable qu'en mettant en avant la question cambodolenne lors de ses contacts avec les Soviétiques. Pékin cherche à éprouver la fermeté de l'axe Moscou-Hanoi. C'est ce qu'incline à penser également la publication, le vendredi 5 novembre. dans le Quotidien du peuple, d'un long article rédigé par M. Hoang Van Hoan, ancien haut dirigeant vietnamien réfugié à Pékin depuis plusieurs années, qui renouvelle les violentes attaques contre le numéro un vietnamien, M. Le Duan.

Pourquoi, dans la présente conjoncture, diffuser un tel article qui sur le fond n'apporte aucun élément nouveau. - sinon pour exercer une pression politique sur Hanoi et démontrer que, si des obstacles TU.R.S.S. par la Chine et l'un de vietnamlens? — M. L.

La campagne de Mario Juruna, « l'Indien au magnétophone »

Rio-de-Janeiro. — De tous les candidats qui se présentent aux élections générales du 15 novembre, au Brésil. Mario Juruna est certainement le plus inattendu. Indien de la tribu des Xavante. ii n'avait jamais vu, à dix-sept ans, un seul Blanc. Il avait passé son enfance à fuir, avec ses compagnons, tout contact avec les éléments avancés d'une civilisation souvent mortelle pour les Indigén: .. Depuis, il a appris à lire, à écrire, à parler portygais. Il s'exprime à la manière indienne, de facon saccadée. négligeant les articles. S'il veut être élu député, c'est d'abord pour défendre ses frères de race. Mais il entend aussi plaider la cause de tous les opprimés du pays : les paysans sans terre, les habitants des bidonvilles, les femmes, les Noirs, les

H y a six ans, Mario Juruna s'est rent' célèbre en débarquant à Brasilla avec un magnétophone. Il était déià venu à plusieurs reprises dans la capitale pour discuter avec les autorités qui exercent leur tuteile eur les indiens, considérés comme des mineurs par la législation brésilienne. Chaque fols il avait constaté que ses démarches n'aboutissaient à rien. Il avalt donc décidé d'enregistrer, désormais, tout ce que ses interlocuteurs lui direient. - Blanc ment beaucoup -, dit-il. Il fait promesses, et puis !! oublie. -

Six and après, Juruna a toujours son magnétophone, qui est devenu sa mellieure arme depuis qu'il a remisé son arc et eas flèches, il s'en sert pour enregistrer les discours électoraux qu'il tient dans l'Etat de Rio-de-Janeiro, où il se présente sur la listo de M. Lionel Brizola. l'ancien ennemi numéro un : der du parti démocratique travailliste et candidat au poste de gouverneur.

Le visage taillé à coups de serpe. les pommettes énormes le cou et le torse ne formant qu'une seule masse, Juruna est impressionnant, S'il sourit rarement, ses yeux, à peine bridés, ont de temps en temps une brève lueur de malice. Par exemple forsqu'il raconte la vie étrange qu'il doit mener loin de son village du Mato-Grosso. dans une ville où il faut tout paver, « mêma l'eau... mêma les

De notre envoyé spécia

Il y a trente ans, les Xavante étaient plus de vingt mille. Ils sont moins de cinq mille aujourd'hui. Hs ont été décimés par la variole, la grippe, toutes les maladies contre lesquelles les Indiens n'at pas d'anticorps. Beaucoup ont succombé aussi au cours de la lutte incessante menée contre les tazendeiros (grands exploitants) qui s'emparaient de leurs terres. Après avoir fait la paix avec les Biancs, la tribu a été contrainte, en effet, il v a une dizaine d'années, de reprendre le sentier de la guerre. Juruna a été la cacique choisi pour cette mission, dans une communauté qui ne se donne de chels que provisoires. « Xavante est très bon. Mais à l'heure de la bagarre, il est très violent. » Juruna a d'abord mobilisé des

dizaines de - guerriers - pour défendre les savanes que la tribu occupe dans la région du Rio-Das-Mortes. Puis il est allé à Brasalia, pour - obtenir le respect de la loi », c'est-à-dire pour que soit délimité le territoire de sa communauté. Petit à petit, il a été amené à se battre pour d'autres communautés et est devenu le porte-parole --« l'ambassadeur », comme il dit - d'une population indicène cul n'en avait jamais eu.

« Le Blanc est seuvent triste >

n est devenu aussi - celui

qui explique la vie du Blanc aux autres indiens -, car beaucoup vivent encore - sans communication .. it estime, en effet que l'indien • ne peut pas rester comme avant : il doit apprendre à lire, s'efforcer d'en savoir davantage, pour être - moins facile à tromper ». H ne perdra pas pour autant - ses caraciáristiques . C'est ce que pense aussi l'ethnologue Darcy Ribeiro, candidat au posta de vice-couverneur sur la même liste - L'Indien a toujours résisté de lacon extraordinaire, nous dit-il. Il a toujours eu conscience de lui-

ture, et qu'il n'avait aucun moyen de s'organiser. -D'allieurs, s'il est élu. Juruna a bien l'intention de parler dans sa langue à la Chambre des députés. Et, quand on lui demande comment il sera compris. Il fait mine de mettre des écouteurs sur ses oreilles. Son premier travail consistera

mēme, mēme lorsau'li était accui-

à demander un recensement fait par des - gens de confiance -- de toutes les tribus existant au Brésii. Il réclamera, ensuite, la délimitation de leurs ferres. là où elle n'a pas été faite. Il entend également changer la FUNAL cette Fondation nationale de l'indien chargée, théoriquement de la défense des Indigènes, mais qui falt trop souvent, consciemment ou non, la politique des grands propriétaires. Il voudrait que la FUNA!

soit dirigée par des Indiens qui

auraient fait « des études supé-

rieures - et aussi, pourquoi pas.

par de « bons Blancs ».

It a d'autres souhaits. Comme il a beaucoup voyagé, beaucoup vu ces dernières années, li a pu constater que le Blanc était « souvent triste », ce qui explique qu'il soit souvent « si mauvais -. H trouve que le posseiro (le paysan sans titre de propriété) ne devrait jamais être expulsé de sa terre : or ils sont des millions dans cette situation. Il ajoute que le favelado ne devrait pas être chassé du bidonville qu'il habite, à condition, bien sûr, que ceiul-ci soft amélioré. Il pense également que tous les ouvriers devraient avoir leur « samedi Ilbre », et que les femmes devraient être affranchies de la tutelle de leur mari, comme les indiens de celle de l'Etat.

De l'avis général, Juruna n'est pas seulement un homme énergique, mais aussi un homme - très Intelligent ». Selon les derniers sondages. Il a de bonnes chances d'être élu. Dans un ville cui est restée la capitale culturelle du Brésil, et qui est hautement politisée, il peut obtenir de nombreux suffrages « écologistes ». C'est pourquoi, d'ailleurs, H l'a préféré à son Mato-Grosso natal, -car les illettrés n'ayant pas le droit de vote, la plupart des Indiens n'avraient pas pu-voter

L'un de ses « parrains » M. Darcy Ribeiro, a confiance. Il pense que les Indiens du Brésil, actuellement au nombre de deux cent mille, seront à l'avenir - de plus en plus nombraux ». - Aux Étata-Unis, ils étaient tombés à trois cent mille, dit-il, or Hs sont deux millions aujourd'hul ». Encore faut-il leur garantir la possession de leurs terres, et leur laisser « le droit d'être Indiens - : c'est-à-dire de ne pes être - à la merci de la FUNA! et des missionnaires ».

CHARLES VANHECKE.

Argentine

Marcelo Duponi a été iorturé et assassiné

développement. Le cadavre de M. Marcelo Dupont a été découle 8 octobre au pied d'un immeuble à Buenos-Aires (le Monde datés 9 et 12 octobre). Il était le frère de M. Gregorio Dupont, un ancien diplomate, qui a fait des révélations embarrassantes pour le régime multaire. Il a en effet affirmé que l'amiral Massera. ancien membre de la junte, avait rencontré à Paris un dirigeant du mouvement des Montoneros, M. Firmenich, lui remettant 1 million de dollars en échange du soutien de son organisation (pourtant pourchassée par les autorités) à la caraidature à la presidence de la République. M. Gregorio Dupont disait tenir cette information de Mile Holmberg, attachée de presse à l'ambassade d'Argentine à Paris à l'époque de la rencontre. Depuis, Mile Holmberg a été assassinés Sa famille a mis en cause l'amiral Massera. La polémique rebondit avec l'annonce, jeudi 4 novembre à Buenos-Aires, que M. Marcelo Dupont a été torturé et assassiné et n'est pas mort accidentellement comme le prétendaient les autorités.

Les militaires de nouveau sur la sellette Correspondance

Autre révélation importante Buenos - Aires. - L'affaire M. Dupont a été torture vinetdéclenchée il y a plus d'un mois quatre heures au moins avant par la disparition de M. Marcelo d'être assassine. Il est donc pra-Dupont semble être parvenue à tiquement impossible qu'il soit un tournant décisif. Il est prouvé, rentré d'un voyage au Brésil et en effet, que la victime a été en Uruguay quelques heures seutorturée avant d'être assassinée. Les spécialistes réunis à la ement avant sa mort comme semblerait le prouver une fiche à demande du juge d'instruction pour déterminer si M. Dupont son nom remplie à la frontière entre l'Uruguay et l'Argentine. avait subi des sévices, comme le soutenait l'un des médecins légis-« Seul un groupe d'individus parfaitement organisé est capa-ble de brouiller les pistes de cette tes, ont confirmé, le jeudi 4 novembre l'existence de brûfures au bras gauche « provoquées manière », affirme le frère de la par l'application d'électrodes ». victime. M. Gregorie Dupont. Par ailleurs, la reconstitution de Quelle sera la réaction des autola « chute » de M. Dupont depuis rités devant l'évidence qu'il s'agit le quatrième étage d'un immeuble d'un crime politique? Le minisen construction, considérée justre de l'intérieur, le général qu'à présent comme la cause la Llamil Reston, et le chef de la plus probable de sa mort, a perpolice fédérale, le général Sasiain. mis d'écarter la possibilité d'un qui, au début de l'enquête, se suicide et renforce l'hypothèse montraient « optimistes », gardent

Etats-Unis

auteurs du crime.

selon laquelle le cadavre de la

victime aurait été en réalité aban-

donné sur le trottoir par les

M. HODEL EST NOMME SECRÉTAIRE A L'ÉNERGIE

Washington (A.F.P.). — Le président Reagan a vendredi 5 novembre, M. Donald Hodel secrétaire à l'énergie, en remplacement de M. James Edward, qui a présenté sa démission. Cette nomination doit être Sous-secrétaire à l'intérieur de-uis l'arrivée de M. Reagan à la ratifiée par le Sénet.

puis l'arrivée de M. Reagan à la Maison Bianche, M. Hodel, qui est âgé de quarante-sept ans, avait auparavant fondé sa propre firme de conseil en matière énergétique, après avoir occupé des postes de direction dans des entreprises privées. Au département de l'intérieur, il avait applique la politique, très critiquée par les écologistes, de son ministre, M. James Wett, pour la mise en exploitation des ressources énergétiques des terres du domaine public.

Le président Reagan souhaite toujours supprimer le département de l'énergie, créé par le président Carter, mais n'a pas encore transmis au Congrès de demande en ce sens.

Uruguay

LES « SUKCIDÉS »

Nous avons regu l'appel suivant du planiste Miguel Angel Estrella qui a lui-même été détenu dans

 Le fait d'avoir purgé sa peine n'est pas une raison sumisanz pour être libéré de la prison en Uruguay. Pendant mon séjour à la prison militaire de Libertad, à 45 kilomètres de Montevideo, j'ai connu l'angoisse de ces prisonnlers qui restaient en prison malgré l'ordre de la « justice » militaire de les libèrer. Certains de ces prisonniers, que les militaires ne voulaient pas libérer. ont subi un autre sort : « le suicide ..

Page 1

En décembre 1980. Hugo Dermit, sur le point d'être libéré (après huit ans) se serait « suicidé », son corps portait des marques évidentes de tortures. En avril 1982, Edgar Sosa 96 < suicide ». Iul aussi. Il était arrivé à la fin de sa peine (neuf ans). Sosa était isolé dans un baraquement vide de la prison. Dans ce même mois d'avril, un autre détenu : Juan Pino Garin. ami inpubliable, voyait sa peine arriver à terme (dix ans). Au lieu d'être libéré. Juan fut transféré dans une caseme militaire. Le 16 luin, son corps a été remis à sa famille : un « suicide », seion les militaires uruquayens.

» Dans cette même caseme, quelques jours après la mort de Juan, Jorge Seives, qui avait purgé sa pelne depuis seize mois, fut transféré. Dans la prison de Libertad, j'avais beaucoup entendu parier de lui et des horribles tortures qu'il avait subjes pendant deux ans d'emprisonnement secret. Arrêté en 1973, se détention ne fut reconnue qu'en 1975. Avant d'être transféré en juin demler, Jorge Selves a dit à ses compagnons qu'il ne se suiciderait pas.

» Depuis, il n'y a plus eu de nouvelles de lui. Sera-t-il le prochain « suicidé » ? »

noms des coupables.

Plusieurs anciens dirigeants des gardes rouges seraient actuellement jugés

De notre correspondant

Pékin. — Un procès serait actuel- 4 novembre dans le Ta Kung Pao, lement en cours, à Pékin, contre quelques-uns des principeux chefs des gardes rouges de la capitale durant les premières années de la révolution culturelle. Publiée le jeudi

depuis plusieurs jours un total

mutisme. M. Gregorio Dupont,

qui n'a jamais cru au suicide ni

au crime de droit commun, est

décide, quant à lui, à les mettre

au pied du mur. « Mon frère a

été tué par les assassins d'Elena

Holmberg. Pourquoi le juge d'ins-

truction n'interroge-t-A pas les

services d'intelligence, en com-

mencant par ceux de la marine?

L'ancien conseiller à l'ambassade

d'Argentine à Paris est convaincu

que le redoutable service de ren-

seignements de l'armée de terre.

le c bataillon 601 », connaît les

JACQUES DESPRÉS.

organe officieux du parti communiste chinois à Hongkong, l'information n'avait été, samed matin officiefiement confirmée ni démentie. Sept anciens dirigeants des gardes rouges se trouversient dans le box des accusés, parmi lesquels : Kuai Dafu, ancien chef des « rebelles » de l'université Qinghua, Miles Nie Yuanzi, qui était en 1966 chargés de cours de philosophie à l'université de Pékin (Beida), et Tan Housen, ancienne étudiante à l'Ecole normale supérieure, MM. Wang Dablen, chef du groupe l'Orient est rouge à l'institut de pédagogle, Han Aifing, de l'Ecole d'aéronautique, et Shi Qun. La plupart des accusés sont en prison depuis plu-

sieurs années. La plus célèbre de ces anciens gardes rouges est certainement Mile Nie Yuanzi. Secrétaire du comité 'du parti de son département des 1961, elle placarda, le 25 mai 1966, à Beida, une affiche attaquant violemment le recteur de l'université et le maire de Pékin, M. Peng Zhen, -redevenu--aujourd'hui membre du bureau .politique. Ce pamphiet - tut qualifié à l'époque par Mao Zedong de - premier dazibao marxiste-léniniste de Chine », et son texte fut diffusé à la radio. Devenue en avril 1967 présidente de la commune de la nouvelle université de Pékin. elle accèda ensuite à des responsabilités de premier plan dans le comité du parti de la capitale, puis tut élue membre suppléant du comité central lors du neuvième congrès du parti, en août 1969.

Moins connu, M. Kuai Dafu acquit cependant un certain renom en 1988-1987 en s'opposent vigoureusesement, dans son université, aux partisans de Liu Shaoqi.

Ce procès parait s'inscrire dans une action d'ensemble engagée par le polivoir contre d'anciena « gauchistes . car des informations en provenance de plusieurs provinces font état d'initiatives judicialres du même genre.

It faut noter que, au cours du premier semestre de l'année, avent la tenue du congrès du parti, c'est. contre d'anciens représentants du mouvement démocratique que s'étalt abattue la répression.

MANUEL LUCBERT. . . .

PROCHE-ORIENT

Liban

« Reconstruire, et rendre une vie normale aux jeunes »

Au cours d'une conférence de presse tenue jeudi 4 novembre à l'occasion de la « Campagne nationale d'action humanitaire en faveur du peuple libanais », lan-cée par l'Association des Lyons Clubs de France, M. Boutros Dib, embessadeur du Liben à Peris, a dressé un tableau de la situetion dans son pays à l'heure de le reconstruction.

Rappelant que le Liban compte 3 200 000 habitants (soit 300 au kilomètre carré), le diplomate a précisé que le coût global d'une remise en état est estimé à 16 milliards de dollars. Ce chif-fre n'inclut ni les réparations déjà effectués à la suite des bombardements de 1975-1976, 1978 et 1981, ni le manque à gagner. le perte des marchés ou les conséquences de l'exode des cadres. M. Dib a précisé que le nombre des handicapes s'élève à 8 800, auxquels s'ajoutent 22 000 orphelins.

CHEYSSON VA SE RENDRE A KOWEĪT, A BAHREIN ET A CATAR

M. Cheysson, ministre des relations extérieures, fera un voyage dans trois Etats du Golfe à la fin de la semaine prochaine. apprend-t-on de bonne source. Le ministre partira pour Koweit le vendredi 12 novembre. Il se rendra ensuite à Bahrein Qatar. Il sera de retour à Paris, le 16 novembre.

La perte du potentiel dans le secteur industriel, qui était de 30 % en 1975, était déjà, un an plus tard, de 80 %. Autre point préoccupant : le préjudice causé aux populations qui ont du éva-

Notant d'autre part que les particuliers détiennent actuellement quelque 600 000 armes compte non tenu des armes de poing, l'ambassedeur a indiqué que des enquêtes dans les écoles avaient révélé que tous les des-sins des enfants se rapportaient à la guerre. L'une des principales préoccupations des autorités est de faire reprendre a une vie normale » aux jeunes, ce qui n'est guère facile.

guerre du Lidan, a loin de résumer en une guerre civile ou religieuse, ou en une conflagration inlierente à la « situation artificielle » du pays, ce qui est loin d'être prouvé, est en réalité la retombée de toutes sortes d'an-tagonismes d'ordre régional et international, la retombée somme de la crise de civilisation qui secoue le monde ». C'est la raison pour laquelle, à ses yeux. nul ne peut demeurer indifférent aux malheurs qui se sont abattus sur le Liban. Tout en soulienant que l'aide internationale, maté-rielle et morale, est « essentielle ». le diplomate a rappelé que le principal atout de son pays réside dans eles Libanais eux-mêmes leur dynamisme et la soulesse de leur système économique ».

La colonisation israélienne des territoires occupés

Une conférence de presse de l'ambassadeur à Paris Le groupe des pays arabes demande la convocation du Conseil de sécurité

des pays arabes, a demandé, vendredi 5 novembre, une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU, en raison de la « persistance de la politique israélienne consistant à établir des colonies dans les territoires arabes des Palestiniens . occupés . ». En outre, à quelques jours de l'arri-vée de M. Menahem Begin eux Etais-Unis, où il doit être reçu à la Maison Blanche, l'irritation demeure vive à Washington à des initiatives israé-

M. Michael Denkel, vice - ministre israélien de l'agriculture. a, en effet, confirme, vendredi. douze mois à venir, vingt nou-veaux établissements juifs seconstruits on agrandis. et réaffirme que l'objectif d'Israël M. Dib a însisté sur le fait que est d'installer 100 000 juis dans cent solvante points de pemple-ment en Cisjondanie d'ici à 1987. Environ 25 000 juifs et 850 000 Palestiniens vivent en Cisjordanie, occupée par Israel depuis 1967. Le Caine s'est aussitôt élevé contre cette décision qualifiée d'« illégale et illégitime ». Un communiqué du gouvernement ègyptien (demande à Israël de « renoncer immédiatement à cette politique de sabotage ».

Par ailleurs, le président Amine Gemayel al reagi avec vivacite à toutes les critiques qui mettent en cause le Liban. On indique ainsi au ministère des affaires étrangères que Beyrouth a exigé que le colonel Kadhafi retire les déclarations qu'il a faites récemment à Pékin, mettant en doute la légalité de l'élection du chef de l'Etat parce qu'elle « a eu lieu

Le Maroc, an nom du groupe sous occupation israélienne ». En

cas de refus, le Liban rappellerait définitivement son ambassadent à Tripoli. De même, le Liban a adressé une lettre très sèche à M. Chedli

secrétaire général de la Ligue arabe, qui a ait, dans une note, accusé les autorités de Beyrouth d'avoir emprisonné deux mille cinq cents Palestiniens au cours d'opérations de police. La lettre, qui, selon la radio des phalangistes, aurait été rédigée par le président Gemayel, demande à M. Klibi e de s'en tentr aux formes diplomatiques » et souligne que le Liban n'acceptera pes d'être « tratté de jaçon arrogante, comme s'il était un pays faible ou coupable ». Enfin, M. Uife Elemann - Jen-

sen, président en exercice du consell des ministres de la C.E.E., a amonce, vendredi, à Beyrouth. qu'un protocole financier d'envi-ron 50 millions de dollars pour la reconstruction du Liben a été signé, et que des entretiens sont en cours pour un prêt du même montant que les Dix consenti-raient également. En outre, la Banque mondiale, à qui le Liban a demande une aide de 500 mil-Hons de dollars, a envoyé une délégation à Beyrouth — (A.F.P.,

 Le bureau exécutif de l'O.L.P. réuni les mardi 2 et mercredi 3 novembre à Tunis sous la présidence de M. Yasser Arafat, a convoqué, dans deux semaines à Damas, le conseil central de l'or-ganisation, instance in enmédiaire entre l'exécutif et le Consell national (Parlement).

La guerre du Golfe

L'IRAN AFFIRME QUE LA ROUTE BAGDAD-BASSORAH EST A PORTÉE DE SON ARTHLERIE

L'opération Moharam lancée dans la muit du lundi 1ª novembre an nord Khonzistan a permis, aux forces iraniennes, de reprendre le contrôle de territoires traniens d'une importance stratégique considérable dans le cas de développements futurs du conflit, annoncé Radio - Téhéran soulignant que l'ensemble de pisine irakienne du tiere, dans le region d'Al Amarah, se trouve désormais à portée de l'artillerie franienne ainsi que la route principale Bagdad-Bassorah Les forces traniennes et ira-

kiennes se sont affrontées dans ies airs et sur mer, vendredi 5 novembre, près de la partie nord du Golie, soin de l'endroit ou une importante offensive s'est déroulée au cours des derniers iours dans le secteur sud de leur front. Chacun des deux belligérent affirms avoir abattu un avion ennemi. Les affrontements ont eu lieu au-dessus de Khor Moussa, à une cinquantaine de kilomètres à l'est d'Abadan. A Tébéran, plusieurs dissines de milliers de lycéens ont manifesté jeudi devant l'ancienne ambassade des Etats-Unis pour marquer le troisième anniversaire de la prise d'otages des diplomates

Les lycéens et des enfants, dont certains n'avaient pas plus de cinq ans, portaient des pancartes dénoncant «le grand Satan » et scandaient « mort à l'Amérique ». - (A.F.P.-A.P.)

américains.

POCE

DOM-TOM: débat immuable

C'est une loi du genre : les débats relatifs aux departements et territoires d'outre - mer ne se déroulent jamais dans la sérénité. L'histoire, la géographie, expliquent, dans une certaine mesure, ces passions non contenues, cette perpétuelle hantise des Français d'outre-mer d'être abandonnés par la « mère patrie», ce côté freudien. De l'appréhension naissent l'invective, le procès d'intention. Le reste — mais c'est l'essentiel — relève de la politique, dans ce qu'elle a de moins clair, de plus insidieux, de dévastateur. On voit blen, à chaque fois, la logique de la thèse, c'est-à-dire la stratégie qui la sous-tend : faire apparaître la gauche comme organisant, peu à peu le « bradage » nisant, peu à peu le «bradage» de l'outre-mer français. Les profits espérés sont évidemment

d'ordre électoral. Dans ce domaine, le « début » droite-gauche, en France, s'est toujours déroulé sur des questions de statuts, de liens institutionnels avec la métropole. La querelle est immuable. l'ambiguité savamment entretenue entre castodétermination v et « indépendance v Les débats sur les départements

et territoires d'outre-mer ne

pervent rien apporter de nouveau, parce que les arguments et les discours, d'une année sur l'autre, sont identiques. Le budget des DOM-TOM n'echappe pas à la rigueur, ce qui, politiquement, est une aubaine pour l'opposition: « Vous voyez bien que l'Etat se « désengage » i Si le gouvernement voulait vraiment resserrer les liens avec nos territoires lointains, il a les moyens de le démontrer : en augmentant les crédits! Simpliste mais irréfutable... Il n'y a donc pas de debat, de dialogue viable. Il faut être un nouvel élu comme M. Salmon (R.P.R., Polynésie), pour quand on est dans l'opposition, oser parler de « concertation » souhaitable, voire possible, avec le gouvernement. M. Fontaine (N.L. la Réunion) sait bien, lui, que la ganche ne propose qu'une erupture a aux Français d'outre-mer. Il affirme que c'est « le plus maupais budget» qu'il a eu à connaître depuis quinze ans. Mais M. Fontaine ne dit pas qu'il dresse le même constat depuis presque aussi longtemps... « Il est donc clair, pour M. Dousset (U.D.F. Eure-et-Loir), que le dépeloppement de l'outre-mer n'est plus une priorité nationale. L'essentiel est là Département par département, territoire par territoire, les élus de l'opposition se relaient pour démontrer, chif-- fres budgétaires à l'appui, le blenfondé de leur thèse. Parfois, les députés de la majorité mêlent leurs voix à ces critiques. M. Hory (app. P.S., Mayotte) parle de « pinarerie », s'étonne que le secrétaire d'Etat ne se soit pas encore rendu à Mayotte, et, soulignant la faiblesse des crédits qui sont attribués à l'île de l'océan Indien, se demande si — ceci expliquant cela - gon » vent décourager les Mahorais de rester dans l'ensemble français. Dans le même regis-tre, M. Moutoussamy (app. P.C., Guadeloupe) déclare : « L'économie léguée par la droite, carac-térisée par l'inflation du secteur tertiaire, ne peut être redressée qu'avec une thérapeutique adap-tée. Or, voire budget ne vous

DÉCENTRALISATION

donne pas, dans l'immédiat, les moyens de l'appliquer. » « Si votre

L'Assemblée nationale a adopté samedi 6 novembre, en nouvelle lecture, le projet de loi portant adaptation de la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, a la Guyane, à la Martinique et à la Réunion. Le Sénat ayant profondément modifié ce texte, les députés ont adopté plusieurs emendements de la commission

ajoute M. Jalton (P.S., Guade-loupe). nous le voterons quand même, compte tenu de l'impor-tant effort réalisé depuis 1981 à travers d'autres départements

des crédits mis à la disposition des crédits mis à la disposition du secrétariat d'Etat aux DOM-TOM s'élèverait à 1187 millions de francs en 1983. Ils progressent ainsi de 8 % (11,8 % pour le budget de l'Etat) par rapport à 1982. Mais, comme l'a rappelé M. Pourchon (P.S., Puy-de-Dôme), rapporteur spécial de la commission des finances, ces crédits ne représentent qu'une faible part de l'effort total réalisé en faveur de l'outre-mer par les autres de l'outre-mer par les autres ministères : moins d'un vingtième pour les DOM; un sixième pour les TOM. Devant ce qu'il a appelé une campagne « largement orchestrés » sur le thème du désengagement, M. Emmanuelli a dénoncé « ceux qui jouent avec les espoits » des populations d'outre-mer, dans le but de conserver des « positions acquises », et de « faire peur ». Tout porte à croire que pour le budget 1984, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM sera confronté aux mêmes certitudes. Des certitudes qui ne procèdent pas de

la raison. — L. Z.

ÉDUCATION : dans l'attente

Quelle différence ! Le budget de l'éducation nationale de 1982 était « cuphorique » ; celui de 1983 est

(P.S., Nord), la rigueur n'em-1983 amorce un tournant sionificatif de la politique éducative française, affirmant le droit à l'éducation pour tous et savori-sant l'ouverture de l'école sur la vie ». Alors, bien sûr, il n'y aura que 5 839 emplois au lieu des quelque 37 000 de l'an dernier, mais, selon M. Derosier. en 1982, il s'agissait de mesures exceptionnelles destinées à donner à un secteur particulièrement abandonné jusqu'en 1981 les moyens qui lui manquaient ». Ces moyens, même importants, n'ont pas été suffisants puisque M. Mortelette (P.S.

observé : al'iniéret des jonc-

que toute la clarté soit faite, pour

couper court à toutes les cam-

Le ministre a rappelé que

1 361 000 titulaires de pensions

- soit 63 % des effectifs - sont

désormais mensualisés, et a in-

sisté sur la préparation, par le

gouvernement, d'une sorte de

a code de bonne conduite des

administrations ». Evoquant les

réformes de la procédure d'en-

quête publique et de la création de comités de liaison, il a an-

noncé : « Ces réformes seront

testées dans quatre départements:

le Pas-de-Calais, l'Essonne, la

Drôme et la Sarthe, à l'occasion

de l'opération A.V.S. : adminis-

tration à votre service. » Au

accusé le ministre de la fonction

publique de « politiser » les admi-

aistrations, vidant ainsi de son

sens la notion de service public.

pagnes qui leur portent tori ».

tionnaires eux-mêmes commande

d'un « nouveau souffle »

de M. Gissinger (R.P.R., Haut-

Moins d'emplois seront crées, peu de moyens financiers vont être affectés aux établissements scolaires et universitaires pour assurer leur fonctionnement (1). La «rigueur» est là comme l'ont souligné avec ensemble les nombreux intervenants, qu'ils appartiennent à la majorité ou à l'opposition. D'ailleurs, selon M. Derosier (P.S. Nord), la rigueur n'em-

dans certaines académies. dans certaines académies. s

De cette « rentrée ratée »,

M. Haby (U.D.F., Moselle)

connaît le cause. Il s'agit, selon
lui, du retard apporté aux affectations de poste. L'ancien ministre de l'éducation nationale
décèle là « la marque de la dégradation de l'efficacilé administrative », « Une énorme m a chine.

selon M. Barrot (UDF., HauteLoire), où la moindre incohérence Loire), où la moindre incohérence prend vite l'allure d'une catas-trophe » et surtout une machine où « la priorité est donnée aux

intérêts du personnel sur ceux du M. Savary, ministre de l'éducation nationale, n'a pas apprécié ces critiques et a te nu a préclser que pour l'éducation nationale. «l'intérêt du service c'est. d'abord. l'intérêt des élèves » C'est pour eux que M. Savary entend rénover le système éducatif, mais cette renovation ne dolt has aller trop vite, car, a en matière éducative, on ne brûle pas les étapes, on les tranchit ». Le ministre plaide pour un dialogue régulier des partenaires

dans les services rectoraux ou centraux qui peut favoriser l'émergence d'un projet éducatif par rapport anguel chacun peut se situer. Il ne veut pas entendre parler de réforme imposée d'en haut et prélère « l'appel à l'initlative, la concertation instaurée depuis un an, la recherche d'une autonomie accrue des établissements ». Le ministre se montre même optimiste en annonçant que « la concertation en projondeur a réussi et a commencé de produire ses effets ». « La rénovation du système éducatif amorcée sectoriellement peut et doit s'étendre », dit-Il. L'année 1982 était celle de la mise en place de commissions et de groupes de réflexion. En 1983 « viendront à echéance des démarches convergentes à propos notamment de l'enseignement supérieur, des ly-

Cette déclaration a satisfait M. Barrot, qui creignait que les rapports des groupes de travail ne solent jetés « aux oubliettes, comme le rapport Schwartz, qu faisait apparaître les responsabilités d'un certain corporatisme » M. Hermier (P.C. Bouches-du-Rhône), qui réclamait « une grande ambition pour l'école afin cours du débat, l'opposition a de sortir de la crise que connaît notre système éducatif », attendra donc l'année 1983 en espérant, avec d'autres députés, que les crédits d'équipement et de fonctionnement qu'ils ont adoptés pour cette année ne soient pas annulés, comme ce fut le cas le mois dernier pour toute une partie des crédits de 1982. Il s'agit là d'hypocrisie, selon M. Gantier (U.D.F., Paris) a puisque les crédits annonces ne correspondront pas aux crédits affectés ». M. Gantier est inquiet. Il juge la poli-tique universitaire désastrense. Il souhaite que le C.N.R.S. « re-vienne au sein de la famille uni-

cées et collèges, des écoles ».

nationale a été analysé dans

le Monde du 23 octobre.

budget de l'éducation

versitaire ». Il prône le rétablis-sement du ministère des universités, bref. il préconise... « un souffle nouveau ». SERGE BOLLOCH.

AU SÉNAT

Les compétences des collectivités territoriales

Le projet a été approuvé à l'unanimité des votants

Le Sénat a adopté vendredi 5 novembre en première lecture avant l'Assemblée nationale, l'ensemble du projet de loi sur la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales. L'examen de ce texte, commencé quinze jours plus tôt et poursuite pendant plus de trente heures de débat, a été marque par une grande technicité et une sérênité qui n'est plus habituelle dans cette Assemblie où l'opposition reste majoritaire. Le score final (197 voix contre zéro, P.C., P.S. s'abstenant) témoigne de cet état de choses il est rare, en effet, que la gauche s'abstienne sur un projet aussi important modifié sensiblement par la majorité sénatoriale.

Au cours de la dernière séance, les principales modifications apportées par les sénateurs au projet gouvernemental, modifications jugées souvent approuvées par l'auteur du texte, le ministre d'Etat midécentralisation. M. Gaston Defferre, ont été les suivantes :

 Dotation globale de décentralisation : le Sénat, sur proposition du rapporteur M. Fourcade (R.L. Hauts-de-Seine), a voulu que l'usage de cette dotation soit laissé à l'entière liberté des collectivités. Le projet précisait que les modalités d'emploi de la dotation seralent fixées par les lois de

- Autre amendement de MM. Fourcade et Raybaud (Gauche démocr. Alpes - Maritimes), concernant les impôts transférés : le Sénat a voulu qu'il soit dit que. ce qui est transféré, c'est l'assiette de l'impôt, et non son produit, de telle sorte que les collectivités puissent en fixer le taux. Le Sénat a aussi prévu le transfert aux collectivités locales d'une partie de la taxe intérieure sur les produits pétroliers.

• Les sénateurs adoptent un amendement de M. Raybaud, qui diversifie les critères de réparti- mêtre de la Sofres, progresse tion de la dotation globale d'équipement (D.G.E.) en introduisant de nouveaux paramètres. Ils ont | 53 % au mois d'octobre. Le pourvoulu aussi que la fiscalité reste « neutre ». Le texte initial, selon leur confiance reste stable le rapporteur, favorisait communes qui investissent plus et encourageait « insidieusement a au regroupement inter-

l'Etat « rembourse » aux communes les frais de logement des en charge par l'Etat.

• M Fourcade a fait adopter un amendement fixant que le gouvernement soumettra au Par-

■ Le Comité de la charte de la nature s'inquiète, au moment où le Sénat discute le projet de loi sur le transfert des compétences aux collectivités locales, des « graves dangers pour la nature et l'environnement » que ce texte, « inacceptable, dit-il dans son état actuel », peut présenter au niveau communal. Le Comité, créé il y a dix ans et qui rassemble plusieurs grandes associations natioestime que le transfert des pouvoirs de l'Etat aux communes en matière d'urbanisme serait « très dangereux pour la qualité de la vie ». Une telle mesure devrait être précédée de deux séries de réformes : l'institution d'un vérispéculation foncière, la mise en place de contrepoids (des directives générales d'aménagement) face aux nouveaux pouvoirs des MINDENT. table système de lutte contre la

vernement a manifesté son désir de faire aboutir rapidement les choses, sur la base des proposi-tions du Sénat. Le projet de statut des élus locaux sera connu avant les élections municipales... Nous ferons tout pour que les textes d'application du projet sur les compétences sortent vite, et je puis vous assurer que nous ne roulons pas instaurer des tutelles nouvelles. p - A. G.

Au baromètre mensuel de la Sofrès

LA COTE DE POPULARITÉ DE M. MITTERRAND PROGRESSE DE DEUX POINTS

M. François Mitterrand, telle qu'elle est mesurée par le barode deux points. Elle passe de 51 % au mois de septembre à centage de ceux qui lui refusent

(43 %).

En revanche, la cote de confiance de M. Pierre Mauroy baisse. Elle passe de 47 % à 45 %. Les avis négatifs augmen-● Le Senat n'a pas voulu que | tent d'un point : 47 % en octobre contre 46 % en septembre. M. Michel Rocard reste en tête instituteurs. Il a demande que des personnalités de la majorité la dépense soit directement prise avec 61 % d'opinions favorables contre 59 % en septembre, mais c'est M. Bérégovoy qui bénéficie de la plus forte hausse : 25 % en octobre contre 20 % en septembre. Dans l'opposition, Mme Simone Veil et M. Chirac gagnent deux points (43 % et 40 %), M. Barre, un point (30 %), tandis que M. Giscard d'Estaing recule de quatre points (31 % contre 35 %). .Ce sondage, publié dans le Figaro-Magazine du 6 novembre. a été réalisé du 32 au 28 octobre sur un échantillon représentatif

de mille personnes. Dans le sondage mensuel réalisé par B.V.A. pour Paris-Match. publié vendredi 5 novembre. In cote du président de la Répunions favorables (1034 personnes interrogées du 13 au 20 octobre) M. Mauroy perd quatre points (42 %).

La convention nationale

M. JOBERT : réunir les Français pour réussir la France

Le Mouvement des démocrates que préside M. Michel Jobert ministre du commerce extérieur, réunit samedi 6 et dimanche 7 novembre, à Paris, sa conven-tion nationale. Ses travaux s'organisent autour de plusieurs rapports qui ont trait à le commune an travers notamment de sa fiscalité, de la participation du citoyen à la vie de la cité, de la fiscalité locale.

Dans une interview accordée à la Croix, datée du 6 novembre. M. Jobert précise l'ambition de son mouvement : a Reunir les Français pour réussir la France, Il déclare notamment : « Cesi une ambition qui déborde de loin les intérêts de partis ou les que-relles de boutiques. (...) » La majorité présidentielle est diverse et va bien au-delà de

l'arithmétique parlementaire. Avec d'autres, le Mouvement des démocrates y représente des sensibi-lités qui ne s'identifient ni à la doctrine communiste, ni au pro-gramme socialiste. On a souvent évoque l'émergence possible d'un courant démocrate de soutien à l'action du président de la Répu-blique, qu'attendent peut-être aussi les décus d'une opposition manichéenne et sans programme. Les Français souhaitent certainement un renouvellement de la pensée et des habitudes politi-ques. L'ambition du Mouvement des démocrates est claire à cet

• Une délégation du Mouvement gaulliste populaire, conduite par M. Edme Boiche, président délégue, a été reçue jeudi 4 novembre par M. Marcel Debarge membre du secrétariat national du parti socialiste. Les deux délégations ont souhaité que se constituent dans toutes les communes de larges listes d'union de la majorité présidentielle dès le ure-

FONCTION PUBLIQUE: un code de bonne conduite des administrations

L'Assemblée nationale a exa- initiale pour 1981 n'en prévoyait miné, vendredi 5 novembre, le que 1890, M. Le Pors, parlant budget de la fonction publique, des rémunérations annexes, a Le projet de loi de finances pour 1983 prévoit que les effectifs budgétaires passeront de 2494176 (au 31 décembre 1932) à 2519 780 (+ 25604 soit + 1,03 %). Les créations nettes d'emploi proposées dans le budget général s'élèveront en 1983/ à 16 235, dont 12 902 emplois budgétaires. Il sera, d'autre part, procédé 12 746 régularisations d'emploi. Dans son rapport effectué au nom de la commission des finances. M. Douyère (P.S., Sarthe) souligne : « Dès la fin de l'année 1982, Paugmentation de l'offre d'emplois publics ou d'utilité collective sur le marché du travail. par rapport au début de l'année 1981, aura dépassé 203 000 emplois. L'objectif fixé par le président de la République sera en conséquence pratiquement atteint. »

importantes bénéficient à l'éducation nationale avec 5834 emplois: l'économie et les finances avec 2572 emplois: l'intérieur avec 1992 emplois; la défense avec 670 emplois et la justice avec 568 emplois. L'essentiel des crédits de la fonction publique est constitué par les dépenses de rémunérations inscrites aux budgets des différents départements finances demande que a toute la clarté » soit faite sur les rémunérations annexes perçues par les agents publics. Elle demande également que ces éléments de rémunérations, « d'origine budgétaire ou non, soient bloqués à leur niveau atteint le 1er juin 1982 jusqu'à ce que lumière complète ait été faite à ce sujet, les économies ainsi réalisées devant prioritairement servir à financer la revalorisation des traitements les plus modestes ».

Les crédits de fonctionnement prévus pour 1983 en faveur de l'Ecole nationale d'administration s'élèvent à 113,917 millions de francs (+ 11.93 %). M. Le Pors, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, a souligné que si, stricto sensu, le budget de la fonction publique députés ont adopté plusieurs ne représente que 242 millions des lois tendant à rétablir le texte adopté par les députés en pre-avoir indiqué que 107 000 emplois mière lecture (le Monde des 1^{er} et 2 octobre).

professionnelle des femmes

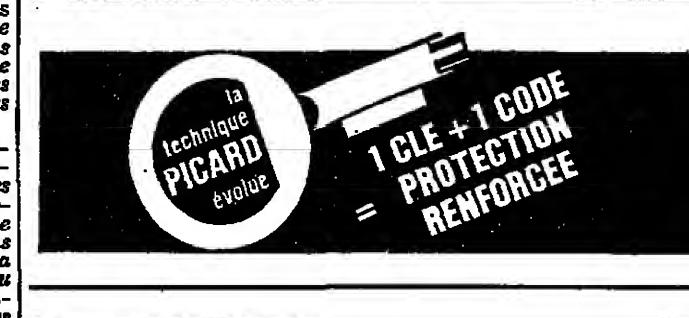
LE P.C.F. REGRETTE L'INTERDICTION DE TOUT AVANTAGE SPÉCIFIQUE

Mme Gisèle Moreau, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., a déclare, vendredi 5 novembre que le projet de loi sur l'égalité professionnelle des hommes et des femmes, adopté le 3 novembre par le conseil des ministres, « bien que de portée limitée, comporte des dispositions intéressantes, pouvant servir de point d'appui pour l'action des iemmes, pour l'évolution des mentalités ».

« Cependant, observe Mme Moreau. l'interdiction de tout avantage spécifique pour les jemmes ne va pas sans poser de pro-blèmes. Que deviennent la retraite à cinquante-cinq ans prévue dans le programme du président de la République, l'allongement du congé maternité ou bien l'extension des congés pour soigner les enfants? » Mme Moreau indique que les députés communistes tenteront d'a améliorer le projet », notamment en étendant son champ d'application aux entreprises de moins de trois cents salariés.

• RECTIFICATIF. avons indiqué par erreur dans le Monde du 2 novembre que les propositions de loi du groupe socialiste de 1966 (portant amnistie) et 1977 (sur les rapatriés) ene visaient pas les officiers ». En réalité, la proposition de 1966 visait également les officiers. L'article 3 précisait en effet « L'amnistie entraîne la réintegration de plein droit dans les jonctions, grades, offices publics ou ministériels ainsi que dans les droits à pension».

• PRECISION. — Le président de Médecins sans frontières, M. Brauman, nous précise que son association he recoit ancune aide financière du gouvernement français pour son action humanitaire en Afghanistan. M. Cheysson, lors de son intervention an Sénat. avait cité cette organisation parmi celles aidées par l'Etat (le Monde du 8 novembre).



TUNISIE

Fantastique, une semaine au soleil.

1995 F tout compris*

À l'Hôtel-Club Oamarit*** à Jerba Zarzis.

Tennis. Equitation. *I semaine en pension complète (vin à table inclus) au départ de Paris ou de Lyon. (Vols spéciaux du 12 Novembre au 16 Décembre 82 et du 7 au 27 Janvier 83.)



Le droit de choisir. Tél: Paris: (1) 355.39.30 - Tél: Lyon: (7) 837.72.38.

Le droit de choisir.

Tel.: Poris: (1) 355.39.30 - Tel.: Lyon: (7) 837.72.38.

TUNISIE

Fantastique, une semaine au soleil.

1995 F

tout compris*

À l'Hôtel-Club Oamarit***

à Jerba Zarzis.

Tennis. Equitation.

*I semaine en pension complète (vin à table inclus)

au départ de Paris ou de Lyon.

(Vols spéciaux du 12 Novembre au 16 Décembre 82

et du 7 au 27 Janvier 83.)

an an angenetic

and the second

A. eur. Dieter derigeants

and der bei ber bern ent geften ement b

.के.च्यु. के. ,

APRÈS LA DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE

Un four

Dans son discours de Figeac, le 27 septembre, M. Mitterrand que le gouvernement : et - forces vives - du pays concluent un - contrat - de - conflance - qui permette de protéger contre l'inflation les conquêtes sociales de la première année de son septennat. Refusant de choisir - entre la faillite et l'inflation -, il avait aussi fixé les trois thèmes sur lesquels le gouvernement devait travailler pour venir en alde aux entreprises menacées d'asphyxie : diminuer les charges, réduire les taux d'intérêt, alléger l'endette-

ment Il appartenait à M. Mauroy de mettre ces directives en musique. Voilà qui est falt.

La gamme était difficile à exécuter. Il y fallait du doigté politique. Le premier ministre savait par avance que de nouvelles mesures en faveur des entreprises lui vaudralent, à nouveau, des critiques de la part des syndicats ouvriers at du parti communiste, qui lui avalent délà reproché de trop céder à la - pression de la droite et du patronal ..

Afin de prévenir ces réactions de la majorité. M. Mauroy s'était employé à prendre les devants. il l'avait fait en répétant, à l'adresse du P.C.F., que pour le gouvernement l'objectif fondamental demoure «le maximum de croissance possible - et que la rigueur ne signifie pas automatiquement la déflation. Il l'avait fait également en essayant de démontrer que, contrairement aux affirmations syndicales, la politique salariale appliquée ces demiers mois a pennis de maintenir, en moyenne, le pouvoir d'achat, et même d'augmenter celui du SMIC. Il l'avait fait, enfin, en prenant l'engagement de poursuivre l'action commencée pour éliminer les causes

M. LAIGNEL (P.S.): le gouver- M. PIERRET (P.S.): il faut serrer

nement se trompe de route M. André Laignel, député socia-· liste de l'Indre, a adressé, vendredi 5 novembre, une mise en garde au gouvernement après la déclaration, jeudi, de M. Pierre Mauroy sur la politique économique et sociale. « Je voudrais dire très simple-

ment au gouvernement, en sa-

chant bien entendu que tout ce qui a été fait devuis dix-huit mois est fondamental (_), qu'il se trompe de route et que trop, c'est trop », a déclaré M. Laignel au micro de Radio-Berry-Sud. a Très tranchement et avec beaucoup de modération, je veux dire que je suis scandalisé, et je suis persuade que l'immense majorité, pour ne pas dire la totalité des salaries. l'est avec moi », a poursuivi le trésorier du P.S. avant de souligner : «Il est

temps de dire très clairement qu'à force de faire plaisir à nos adver-

saires, nous désespérons nos Evoquant la prise en charge par la fiscalité des allocations familiales. M. Laignel a déclaré : «Ca ne pourrait être admissible qu'à une seule condition essentielle, c'est qu'enfin dans notre fiscalité les revenus du capital soient taxés au moins autant que les revenus du travail. Tant que cette égalité fiscale n'aura pas été établie, il est inconcevable qu'on veuille saire payer par la voie de la fiscalité ce que payaient antérieurement les entreprises.»

M. CHÉRÈQUE (C. F. D. T.): le gouvernement risque de subir un revers

M. Jacques Cherèque, secrétaire netional de la C.F.D.T., a estime vendredi 5 novembre à Périgueux. que « le gouvernement risque de sudit un sévère revers sur sa politique économique actuelle ». Selon M. Chérèque, qui présidait un meeting dans les cadre des élections prud'homales, « un effort non négligeable a été fait dans le domaine des libertes, des nationalisations, des lois Auroux. du crédit de la France à l'étranper ». • Mais, a-t-11 ajoute, au nom du sacro-saint combat contre l'inflation, d'autres impératifs restent sous le boisseau comme les bas salaires, la réduction du temps de travail, la protection

sociale et la fiscalité. » Il a également estimé que M. Pierre Maurov « continue à cultiver ses grandes utopies a et que « les socialistes n'étaient pas suffisamment préparés à la gestion des affaires ».

 St les syndicuts aujourd'hut n'ont pas la volonté de se mobiliser pour gagner la bataille de l'emploi et du changement, a conclu M. Chereque, ils seront coresponsables de la détive conjoncturelle qui pourrait à terme se traduire par un échec, car les électeurs risquent de manifester leur mécontentement lors des prochaines élections municipa-

sont, à ses yeux, tous les smicards, les foyers à revenu modeste les personnes âgées, les retraités et même les

agriculteurs. Cette argumentation de caractère préventif n'a pas dissipé le scepticisme des syndicats ni atténué les réserves du parti communiste.

Comme la réaction du C.N.P.F.

n'exprime aucun sentiment perticulier de reconnaisance, on est fondé à considérer que la conclusion du « contrat » de - confiance - que M. Mitterrand appelle de ses vœux n'est pas pour aujourd'hul. Quels que scient ess aspects positifs, la politique du gouvernement ne recolt, de part et d'autre, aucun appui chaleureux. Faut-il en conclure que le premier ministre a fait un four ? Dans la mesure où sa déclaration n'a modifié en rien l'appréciation d'ensemble que les uns et les autres portent sur la politique gouvernementale on ne saurait dire, en tout cas, qu'il ait remporté un succès. Ses appels à l'effort collectif au nom des « Intérêts du pays » sont, pour le moins, tombés à plat. Dans le domaine des relations sociales, comme alleurs, la - nouvelle citoyenneté - demeure, pour le moment, une

chimère. Le commentaire, de M. André Laignel, inciteralt même à formuler un jugement plus abrupt. - Trop c'est trop i, s'est écrié le député socialiste de l'Indre. au micro de Radio-Berry-Sud. A lorce de faire plaisir à nos adversaires nous risquons de désespérer nos amis. Le gouvernement se trompe de route. > Plus significative est la réaction du numero deux du P.S., M. Jean Poperen, qui dénonce, comme la C.G.T. et le P.C.F., les suren-

lequel il convient de distingue le sort des entreprises de celui des patrons (le Monde du 6 novembre), ne semblent pas tout à fait adaptées à une situation sociale qui reste empreinte de manicheisme.

Comment faire en sorte avant les élections municipales si possible -- que la politique du gouvernement apparaisse plus attractive, non equiement aux cheis d'entreprise male aussi aux travallleurs ? Tel est problème psycho-politique auquel le premier ministre est confronté. Face au patronat M. Mauroy atteint, en falsant ces nouvelles concessions, un seuil maximai de conciliation.

Face aux salariés, principale

composante de l'électorat de gauche, le premier ministre n'a visiblement pas d'autre choix que de répéter sa gamme pour convaincre que rigueur rime avec justice. Il ee propose donc d'entreprendre, eu cours des prochains lours, une énlème campagne d'explication. Sa tache sera d'autant plus ardue que les perspectives qu'il a tracées pour 1983 indiquent que dans cette période de l'aprèsblocage, la plupart des salariés, loin de recevoir l'assurance de figurer blentôt parmi les « gagnants du changement », sont conviés à parier sur l'avenir en Jouant, en quelque sorte... à qui perd gagne. Un jeu dont, en général, on se lasse vite. Pourtant, au-delà des apparences et des humeurs, la patience manitestée depuis dix-huit mois par les intéressés, et confirmée aujourd'hui par la modération des principaux syndicats, n'ôte pas tout espoir au chef du Triemement.

ALAIN ROLLAT.

La majorité e doit serrer les rangs autour du gouvernement de la France pour poursuivre le processus de redressement : les gasconnades ne sont plus de saison », a déclaré, vendredi soir 5 novembre, M. Christian Pierret député socialiste des Vosges. Répondant à la mise en garde

au gouvernement faite par André Laignel, député socialiste de l'Indre, le rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a rappelé a tout ce qui a été fait de fondamental depuis dixhuit mois ». Il a estimé que « l'aide aux entreprises est le contraire d'un cadeau au patronat qui sera, quant à bui, frappe notamment par l'impôt sur les grandes fortunes ».

MÉHAIGNERIE (C.D.S.) la « folle » politique du gou- CARNET vernement

Evoquant la déclaration de M. Pierre Mauroy et les commentaires qui l'ont suivie, M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S. déclaré vendredi 5 novembre e Le débat consistant à se demander qui est gagnant des salariés ou des patrons est artificiel et très dangereux pour le pays. Les deux sont perdants du fait de la folle politique menée depuis dixhuit mois. L'important est de constater l'état des entreprises. Je mets au dést le gouvernement de sortir sur la place publique l'évolution des comptes d'exploitation et des déficits des entreprises publiques dont il est responsable. Je mets également au défi M. Pierre Mauroy de dénombrer les maires qui parviendront à tenir à l'intérieur d'une hausse de 8%, alors qu'ils sont soumis à des charaes croissantes.

M. Méhaignerie a précisé que son parti « n'imagine pas une seconde qu'il puisse y avoir un rapprochement avec l'actuel gouvernement, tant qu'A n'aura pas cnange sonaameriaiement ae politique et de langage. » « Nous n'avons, a-t-il siouté, aucun gout. aucune idée, aucune envie de nous rapprocher d'un gouvernement dont le langage, de type marxiste, nous apparait tellement éloigné de la solution des problèmes du pays. »

Le président du C.D.S. a rappelé les principaux thèmes de reflexion de son parti : le logement, la politique industrielle, la défense et l'Europe. A propos de politique industrielle, il a estimé que « seul un choc psychologique de grande ampleur pourrait permettre d'éviter la cegradation de l'appareil industriel français». Il a ajouté : «Le plus grave danger actuellement est que la logique de l'échea conduise la France au repli sur elle-même repli qu'attend l'une des composantes de la majorité.

 Une délégation d'Initiative républicaine et socialiste, conduite par M. Léo Hamon, et une délégation du Mouvement des radicauz de gauche, menée par M. Roger-Gérard Schwartzenberg. se sont rencontrées, vendredi 5 novembre, au siège du M.R.G. Constatant leur convergence de vues, elles out « enregistré l'effort présentement fait pour faire prendre conscience au pays des nécessités et des voies de la riqueur économique au service de la justice sociale ». Elles ont estimé qu'il « appartient aux pouvoirs publics, gardiens de l'intérêt général d'assurer au travers des concertations nécessaires, et pardelà les intérêts légitimes des particuliers, la satisfaction exigences du bien public ».

LE CLUB DE L'HORLOGE ET LA NOUVELLE DROITE

A la suite de notre article sur les « Nouveaux Circuits de l'opposition » (le Monde des 19, 20, 21 et 22 octobre), M. Yvon Blot, pré-sident du Club de l'Horloge, invo-quant le droit de réponse, nous prie de publier le texte sulvant «Le Club de l'Horloge, cercle de réflexion politique, rècuse l'étiquette de nouvelle droite ainsi que celle d'élitiste. En effet, et bien au contraire, le Club de l'Horloge estime que les notions de droite et de gauche sont inadaptées au

temps présent. » En particulier, la notion de a nouvelle droite » recouvre des idėes qui nous sont totalement

ėtrangėres. » Le Club se réfère aux valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraiernité, qui s'opposent aux idées socialistes d'étatisme, de nivellement et de lutte des classes. » Enfin, les conditions pécuniaires d'adhésion n'ont pour but que d'assurer son indépendance et de ne recruter que des personnes profondement motivées. Des exceptions sont prévues pour les personnes aux revenus modestes (notamment les étudiants).»

Mous maintenons les appréciations formulées dans l'article mis en cause par M. Blot. - P. J.1

ANCIENS COMBATTANTS

L'Association révublicaine des anciens combattants (ARAC) est reunie actuellement en congrès national à Malakoff (Haut-de-Seine). Le ministre des anciens combattants. M. Jean Laurain, participere le dimanche 7 à la séance de clôture. A l'ordre du jour du congrès, comme l'explique M Marc Pandelle secrétaire national l'insuffisance du projet de budget 1983. qui n'a rien prévu cen faveur d'une deuxième étape de rattrapage du rapport constant, alors que le blocage des salaires et traitements a touché de plein fouet les anciens combattants en supprimant les augmentations prévues pour les fonctionnaires au 1 juillet et au 1 r septembre 1982. »

 Le vingt-septième congrès national de la Confédération nationale des combattants volontaires de la Résistance, dont le président est M. André Jarrot, Compagnon de la Liberation, ancien ministre, se tiendra dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, à Paris, les 6 et 7 novembre. M. Jean Laurain, ministre des anciens combattants, participera aux travaux du congrès; le samedi 6 novembre; une réception par M. Jacques Chirac aura lieu à 19 heures, à l'Hôtel de Ville de Paris.

 L'Association des résistants déportes, internés et emprisonnés politiques en Afrique du Nord (1940-1944) organise, le dimanche 7 novembre, de 9 heures à 12 h 30 (salle Médicis au Sénat), un colloque sur le débarquement allié en Afrique du Nord, pour célébrer le marantième anniversaire de cet événement historique (8 novembre 1942). Ce colloque sera présidé par M. Louis Périllier, assisté de MM. Fernand Grenier et Etienne Fajon.

Quels débats d'idées?

Dans la majorité comme dans l'opposition, chacun cogne, intri-gue ou gronde sans grands soucis des apparences, ni prétendre raisonner des causes et des conséquences par pur esprit philosophique. A la bonne heure! Conti-Encore un bon résultat d'acquis. L'honnêteté ne sait s'en

En France, hélas! elle dérange

trop d'habitudes pour se prolonger sans inconvénients. D'ici à la fin décembre, quelque puissant ténor national réaffirmera soudain, l'œil humide, son impérissable attachement envers le fameux « débat d'idées ». Adversaires et amis confondus saisiront aussitöt la formule au vol selou ce mimétisme propre aux mœurs contemporaines, où n'importe qui s'empare sans vergogne des paroles et des gestes du voisin par

exploitation des réflexes de la

société de spectacle. Une fois de plus, les actes dementiront les paroles, et la nation, déjà sceptique sur la conscience collective, ressentira un peu plus la déprimante conviction de vivre dans un système globalement truqué. En profondeur, cependant, le fameux « débat d'idées » l'emporte-t-il vraiment par ses vertus specifiques sur des controverses individuelles médiocres et vulgaires? Quitte à surprendre, l'histoire et la morale fournissent a cette question apparemment simple des réponses beaucoup plus subtiles et nuancées qu'il semble

de coutume.

Par nature, une controverse d'intérêt général gagne blen évidemment à prendre de la hauteur et à se dégager des circonstances comme de l'impondérable des caractères. Dans un célèbre ouvrage. Tocqueville analysa les origines de la Révolution française sans se référer à la faiblesse de Louis XVI, aux ambitions décues de Mirabeau ni au sectarisme de Robespierre, pourtant essentiels dans la genése du drame. Le traité de Versailles à peine conclu Jacques Bainville annonça, plus près de nous, son échec total avec l'Anschluss, la crise des Sudètes. Dantzig et le pacte germanosoviétique à la clef, sans soupçonner l'existence de Hitler et de Staline encore dans une demipénombre. Une connaissance approfondie des grandes forces hisde recourir aux rivalités entre les personnes pour entrevoir l'avenir.

Mais, en même temps, la prétention de combattre une erreur sans contredire ses adeptes releve de l'inconséquence. Elle inflige aux principes eux-mêmes l'affront bizarre de les croire affranchis de tous liens temporels. Etrange dérision! Age d'or de nos grandes disputes civiles, religieuses et morales, la IIIº République confondit rudement, sechement, toute politique avec ses défenseurs et n'estima jamais la séparation

Qu'on en juge! « Nous ne voulons pas vous entendre, nous ne voulons pas discuter avec vous des grands intérêts de la patrie. jetait Clemenceau à Jules Ferry après le désastre de Langson. Nous ne vous connaissons plus. nous ne voulons plus vous connaitre... Ce ne sont plus des ministres

que fai devant moi, ce sont des accusés de haute trahison sur lesquels, s'il subsiste un principe de ne tardera pas à s'abattre » Ce tonnerre couvre de ses grondemarécage, à commencer par une boutade de M. Michel Ponistowski

En vérité, la guerre civile morale sortie de la Révolution bouillonna dans les mœurs et survécut dans les mots tout au long du dix-neuvieme siècle. Faute de s'égorger sur les barricades, comme en juin 1848, ou pendant l'écrasement de la Commune, les Français se fusillèrent ensuite en paroles à la Chambre, ou par des articles vengeurs à la première page des journaux. Entre les deux guerres, sans doute, leur fureur dégénéra en irresponsabilité absolue. Après 1940, elle alimenta les hystéries successives de la presse pro-allemande, puis de l'épuration.

A CONTRACTOR

2 × 4 1

ma Straff Langing .

3 10 10

- 1

-

المحادث

Instruites par ces excès atroces, les générations ultérieures manierent si précautionneusement la haine qu'elles finirent par évacuer la vigueur elle-même. Ensuite, le courage individuel s'abima de proche en proche dans le déclin des grandes justifications globalisantes. Naguère. Victor Hugo foudroyait le second Bonaparte au nom d'une confiance absolue dans l'avenir de la démocratie. Le monde moderne marche selon des lois trop complexes pour croire encore qu'une seule explication contienne la verité du monde. Mais, hors d'un civisme mis aujourd'hui en sommell par le culte de la consommation, au nom de quel absolu rabattre des tëtes et relever l'espoir?

Au fil des jours, cependant, les bonnes causes ne manquent pas. Cet été. M. Jack Lang prononça un discours capital sur la culture et les multinationales de l'abrudissement. Il recut en réponse des injures, des ricanements, des interprétations tendancieuses ou mensongères. Et la France attend toujours un vrai « débat d'idées » sur ce sujet fondamental Pour son deuxième anniversaire. l'attentat de la rue Copernic méritait, lui aussi, de susciter quelques réflexions approfondies sur le « néo-nazisme », omniprésent dans les discours mais insaisissable dans les faits. Aucune des belles consciences ardentes à traquer ce fantôme n'a pris cependant le risque d'y revenir

Ecrivain, parlementaire, journaliste chacun aborde ces affaires selon son tempérament, sa vaillance ou sa pusillanimité, sa clairvoyance ou son aveuglement. A bien des égards, la distinction sur la querelle entre les personnes et « débat d'idées » ressemble bien souvent à une argutie spécieuse, tant il arrive aux êtres et aux théories de se mélanger. A, voir l'actuelle atonie de notre vie nationale, la France n'assiste guère, pour le moment, à une lutte entre des principes, ni à un combat entre des hommes. Lorsqu'ils prétendent vertueusement préférer la première au second les bateleurs du forum pourraientils nous réserver la grâce de prendre un peu mieux la mesure de leurs vraies dimensions ?

GILBERT COMTE

- On apprend la mort de notre Lucien CASSAGNE. décédé à Paris le jeudi 4 novembre. à l'age de quarante-neuf ans. Ses obséques ont lisu en l'église Saint-Vincent-de-Paul, Paris (10°), ce samedi 6 novembre. [Né le 23 novembre 1932, Lucien Cassagne, docteur en médecine, était devenu rédacteur en chef du journal d'Informations médicales « le Généraliste ».]

- Nous apprenous la décèa M. Roger CATROUX, ancien député. survenu le 3 novembre à Cannea. [Né le 17 janvier 1913 à Saida (Aigérie), Roger Catroux, agriculteur, conseiller général de Saida, avait siègé dans la danderne Assemblés nationale constituante èlue le 2 juin 1946. Apparenté au groupe P.R.L. (Parti républicain de la liberté. droite), il ne s'était pas représenté aux

élections de novembre 1946.1 - M. Gaston Champagnac. Le docteur Jean-Claude Depoutot leurs enfants. Le docteur et Mme André Champagnec et leurs enfants. Le docteur Benjamin Champagnac Mme Jean Trouplin, ses enfants et petits-enfants. M. et Mme Pierre Champagnao, leurs enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès accidental da Mme Gaston CHAMPAGNAC. née Danièle Jouerd.

survenu à Paris le 2 novembre 1982. Le service religieux sera célèbre le mardi 9 novembre, à 10 h 30, es l'église réformée, 185, rue des Pyrénées, Paris (200), suivi de l'inhumetion dans le caveau de famille au cimetière du Père-Lecheise.

« Veilles et pries, car vous ne savez ni le jour ni l'haura. B Matthieu, XXV, 15. 93. rue Falmière. 75015 Poris.

- Crétell, Pont-Evêque (38). François-Régis et Wania, Pierre et Colette Chaumartin.

ses enfants. Chantal, Damien, Marie - Pierre Vincent. Françoise et François-Régis ses petits-enfants. Les familles Schneider, Mallecourt, Fournier et Blanc, Parents et alliés, font part du décès du

docteur Henry CHAUMARTIN lauréat de l'Académie de médecine survenu le 4 novembre 1982. Il a rejoint, dans la pair du Beigneur. son epones,

Noelie SCHNEIDER. La messe de funérailles a été célébrée ce jour, samedi 6 novembre, à 9 h 30, en l'église de Pont - Evêque, corps depose. L'inhumation aura lieu au cime-

tière de Vienne le landi 8 novembre, La famille remercie tous ceux qui, de près ou de loin, auniront à sur en cette circonstance. 27, square Edison, 94000 Créteil. Mas de Morne, 38780 Pont-Evêque.

- Mme Paul Philippart, son M. et Mme Antonin Philippart M. et Mme Robert Philidor, Leurs enfants, petits - enfants ef arrière-petite-fille. Et toute la famille. ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul PHILIPPART, ancien soministrateur et directeur général la Librairie Maloine S.A.,

survonu le 5 novembre, dans gr quatre-vingt-sirieme année. Les obséques suront lieu le lundi s novembre, à 14 beures, au cimetière de Villiers-sur-Marne (Val-de-Marne). Cet avis tient lieu de faire-part

editeur Paris.

- Mme Maria Valadares, son M. Manuel Valadares, son file.

Mme Edith Fidler, sa nièce. Et es famille. ont la grande tristesse d'annoncer décès, à l'âge de soixante-dix-huit ans. survenu le 31 octobre 1982 i Paris, du professeur Manuel VALADARES ancien élève de Mme Marie Curie directeur honoraire du Centre de spectrométrie nucléaire et de spectrométrie de masse (C.N.R.B.),

grand officier de l'ordre militaire de SantTago da Espeda docteur « honoris causs » de l'Université classique de Lisbonne. Les obsèques ont en lieu dans la plus stricte intimité. Cet avis tient lieu de faire-part.

- Nous apprenons le décès, survenu la 3 novembre, du professeur Jean VERNE ancien président de l'Académie nationale de médecine [Né le 4 octobre 1880 à Saint-Julien

(Haute-Savoie), Jean Verns était docter en médecine, agrégé d'histologie et doc-teur és sciences. Il a enseigné la biologie médicale et l'histologie de 1923. à 1967 à la faculté de médecine de Paris, Directeur de l'institut d'histochimie médicale de cette faculté, il était aussi le présidentfondateur de la Société française d'histochimie, Membre de l'Académie nationale de médecine, il avait été, étu à la présidence de cette compagnie en 1968.]

Anniversaires - Pour le deuxième anniversaire

de la disparition du docteur Stanislas BORNSTEIN, son souvenir est présent parmi nous

Nos abounds, bénéficiant d'une reduction sur les insertions du « Carnet de Monde », sont priés de joindre à laur ennei de texte une des dernières handes pour justifier de cette qualité.

— Une pensée ou une prière est demandée à tous ceux qui ont connu André KLEINBAUER-MOSSAND

- Pour le cinquième anniversaire une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée, ainsi qu'à ceux qui sont restés fidèles au souvenir de son mari, Abram NEIMAN. disparu il y a quinze ans.

Avis de messes - L'Association des Prançais libres fera célébrer, le mardi 9 novembre

1982, à 19 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, une messa anniveresire (portes ouvertes) à la mégénéral de GAULLE. chef de la France libre et président d'honneur

de l'Association. Il est recommandé aux associations d'anciens combattants et de rés tante de porter cet avis à la connaissance de leure membres et de déléguer leur porte-drapeau.

Communications diverse - M. Franck Arnal, ancien ministre, a remis les insignes d'officier de la Legion d'honneur, au titre du ministère des finances, à M. Raoul Altieri, président de la Caisse d'épar-

ens de Toulon. Cette caisse est à l'origine de l'« Opération Viking », qui multiplie les échanges culturels et économiques entre le Var et les pays scandinaves.

Soutenances de thèses

Doctorat d'Etat - Université Paris-V (Bené-Descartes), lundi 8 novembre, à 9 houres, amphitheatre Durkheim, M. Bul Dang Ha Doan : «Les médecins en Prance - Perspectives de démographie professionnelle et d'organisation sani-

DÉFENSE

. Trains of the ...

篇《"多"中长·said。

Special State

tribute of the same of the sam

- ''' 17' -

20.29 B. 20.

retardée. M. Hernu, ministre de la défense, a prêcisé

que des crédits supplémentaires seront, si nécessaire,

leurs membres.

1) Tenter d'infiltrer les S.R.

ctrangers et - mission suprême -

les C.E. étrangers pour connaître

leurs plans de recherche du

2) Tenter d'infiltrer les réseaux

terroristes aux fins de

réorientation des activités de

D.G.S.E. se traduit par un transfert

interne de fonctionnaires du S.R.

(ou des unités rattachées) vers k

C.E. dont les effectifs, passant à

auclaues centaines d'agents, auront

Ce déplacement de personnels a

été critique, de l'intérieur, par des

fonctionnaires - souvent anciens -

qui ont estime qu'on - déshabillait :

le S.R. pour - habiller » le C.E.

dans la mesure où les effectifs

globaux de la D.G.S.E. (environ

deux mille huit cents personnes)

sont constants depuis la création du

SDECE à la Libération. Avec mille

cinq cents agents, le S.R. continue

d'occuper le gros des effectifs de la

l'augmentation des missions, en

particulier la lutte contre le

terrorisme international, soulève une

difficulté plus sérieuse. Il est moins

malaisé d'infiltrer des services

étrangers, qui sont généralement

assez structurés et dont les agents

peuvent être connus ou repérés

d'infiltrer des réseaux terroristes.

plus dilués dans le temps et dans

l'espace, plus diffus et plus

autres membres de son réseau, un

terroriste que l'on « manipule » et

pour l'accompagner dans son

ascension, de manière à mieux

contrôler ultérieurement le

mouvement, il saut parfois savoir

fermer les veux en acceptant ou'il

agisse contre les propres intérêts de

célui qui le « traite ». Sinon, saute

d'avoir donné des gages, au besoin

en faisant lui-même le coup de feu,

ce terroriste restera spectateur dans

son réseau. C'est dire combien cette

tâche nouvelle de contre-terrorisme

peut valoir de cas de conscience à

des agents de la D.G.S.E.

Pour crédibiliser, auprès des

changeants.

A effectifs constants,

finalement été doublés.

renseignement sur la France et.

donc, leurs véritables objectifs:

Le ministère de la défense a demandé à la

Direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E.)

Après 1974, le Service de

documentation extérieure et de

contre-espionnage (SDECE), qui a

donné naissance, en avril 1982, à la

D.G.S.E., a commençé à utiliser des

ordinateurs loués pour

l'informatique de gestion et la transmission de données. En 1981, le

conseiller scientissque et technique.

du nouveau directeur general des

services secrets, M. Pierre Marion, a

été chargé de concevoir un plan

informatique de trois ans, appliqué

La D.G.S.E. suit en cela, mais

au renseignement.

domaine.

UNE ENQUÊTE DE L'INSEE

Les Français et leurs fusils

Si un peu plus d'un million huit cent mille Français sont titulaires d'un permis de chasser, le nombre de fusils et de carabines s'élève à environ quatre millions cinq cent mille. Une disproportion aussi marquée entre le nombre des chasseurs et celui des armes destinées - en principe à la chasse pourrait a priori sur-Drendre.

Pourtant, comme le fait observer M. Daniel Verger, auteur d'une étude intitulée « Le fusil de chasse: une affaire d'homme et de rural », publiée par Économie et statistique, la revue de l'INSEE, dans son numéro de septembre, si fusils et carabines sont des armes quasi indispensables aux chasseurs, « une valeur affective s'attache fréquemment » à ce genre d'armes, et, ajoute-t-il, « il n'est pas rare au'on conserve précieusement [ces armes] même quand il n'y a plus de chasseur dans le ménage a. Autre explication à cette prolifération d'armes, la crainte des cambrioleurs, qui a mené certains ménages à faire l'acquisition d'un fusil, et, enfin, le fait au'un même chasseur puisse posséder plusieurs armes.

Dans son étude, M. Verger note l'importance du lieu d'habitation. Ainsi souligne-t-il que 34 % des ménages résidant en Aquitaine ont un fusil à la maison, comme les habitants du Limousin, alors que seulement 6 % des ménages alsaciens en possédent un. De la même manière. il a remarqué qu'un tiers des mériages vivant en milieu rural sont armés, tandis que moins de 8 % des habitants de la région parisienne ont un fusil, et que le taux d'équipement décroît régulièrement à mesure que la taille de l'agglomération grandit. Autre observation, concernant, celle-ci. la répartition des fusils chez les celibataires des deux sexes, si 16 % des hommes vivant seuls en ont un. 2 % seulement des femmes seules sont propriétaires d'une arme de chasse.

« Soins jaloux »

L'auteur note ensuite que si la chasse est un sport « coûteux ». elle n'est pas réservée, en milieu rural, aux plus riches: 55 % des agriculteurs français possèdent un fusil, alors que chez les commercants, artisans et industriels. le taux d'équipement ne dépasse pas 36 %. Quant à l'âge et à l'état du « parc » des fusils. M. Verger signale, « pour ce bien existant depuis fort longtemps, une longévité exceptionnelle ». En effet, plus de 17 % des armes en service en 1981 avaient été achetées en 1950, ou antérieurement. Pour l'auteur, ces chiffres dénotent non seulement une grande robustesse de fabrication, mais aussi le signe du « soin jaloux a avec lequel chaque propriétaire veille sur son arme, « en raison de sa valeur tant marchande qu'affective ».

Enfin. L'enquête a montré que si les Français boudent volontiers l'achat d'un matériel d'occasion. dès lors qu'il s'agit de lavevaisselle, de lave-linge ou de réfrigérateurs, par exemple, près de 27 % des fusils actuellement. en service n'ont pas été achetés

J.-M. D.-S.

JUSTICE

UNE NOUVELLE INTERPELLATION DANS L'AFFAIRE DU CORAL

Les policiers du S.R.P.J. de Montpellier, agissant en vertu d'un mandat d'amener délivré par un juge d'instruction parisien chargé de l'affaire de pédophilie du Coral (1), ont arrêté le 4 novembre un jeune homme âgé de vingt-trois ans, M. Philippe Robert, Il devait être présenté au juge d'instruction parisien pour se voir notifier une éventuelle inculpation.

M. Robert, après avoir été pensionnaire au Coral, alors qu'il était

• Le gouvernement philippin a l'intention de faire arrêter et d'expulser tous les - pervertis sexueles etrangers », dans le but d'enrayer prostitution enfantine aux Philippines, a-t-on indiqué, jendi 4 novembre, à la commission de l'immigra-

Une brigade spéciale sera chargée d'arrêter les étrangers qui exploitent sexuellement les enfants. Les centres de vacances situés dans le nord et le centre du pays, y compris les îles isolées, seront contrôlés. -(A.F.P.)

mineur, y était resté après sa majorité, jusqu'au début de 1982. Philippe Robert avait été arrêté il y a quelques mois, après son départ du Coral, pour une tentative d'incendie volontaire dans l'Ariège. A sa sortie

Eric Moreau

dépose une plainte

contre la police

l'affaire du Coral. (1) Il s'agit de M. Robert Fenevrou. qui remplace momentanément M. Mi-

de prison de Foix à la fin d'octobre. il s'était repdu à Nîmes et c'est à son domicile que les policiers l'ont interpellé. Il a été arrêté après l'audition de certains mineurs entendus dans

chei Salzmann, absent pour des raisons de santé.

Mª Jacques Verges et Isabelle

Coutant-Peyre ont déposé, le 5 no-

vembre, auprès du doyen des juges

d'instruction de Paris, une plainte

FAITS ET JUGEMENTS

pour tentative d'assassinat, avec constitution de partie civile, sormulée par Eric Moreau contre les policiers, qu'il accuse d'avoir tiré sur lui le 20 octobre. Membre présumé d'Action directe, Eric Moreau, âgé de vingt-six ans, avait échappé, le 20 octobre, peu avant minuit, aux policiers de la brigade antigang qui avaient tenté de l'interpeller rue Saint-Fargeau, à Paris (20²), Au cours de cette action, Eric Moreau aurait, selon leurs dires, ouvert le

raître (le Monde du 22 octobre). Toutefois, un communiqué signé du Collectif révolutionnaire du le août, et adressé à l'A.F.P. quelques jours plus tard, affirmait que le jeune homme, qui est toujours en fuite, n'avait pas fait usage de son arme et que tous les impacts de balles relevés sur les lieux avaient pour origine les seules armes des policiers (le Monde du 28 octobre). Dans la nuit du 2 au 3 novembre, les services de police ont procédé à une reconstitution des faits, dont les conclusions de justice ne sont pas connues (le Monde du 5 novembre). mais qui pourraient établir que Eric Moreau n'a pas tiré.

feu sur les policiers avant de dispa-

Dans sa plainte, Eric Moreau donne sa version des faits, expliquant qu'il s'était enfoi peu après qu'un homme. - plutôt blond, un pistolet à la main, l'allure et la voix d'un truand . lui eut crie : « Ne bouge pas! . C'est alors, poursuit Eric Moreau, qu'« un coup de seu claquait, suivi d'une fusillade nourrie, sous les hurlements - Arrêtez-» le ! ». Eric Moreau affirme qu'a une dizaine de balles ont percé le blouson et l'écharpe » qu'il por-

Après avoir indiqué qu'il avait appris par la lecture des journaux que cette bande de tueurs - - il les avait pris - pour des gangsters - étaient des policiers. Eric Moreau estime qu'e il n'est plus tolérable de voir, depuis l'ouverture de la prétendue campagne antiterroriste, les policiers transsormer la France en cirque, aux applaudissements du secrétaire d'Etal à la sécurité et devant le silence coupable de M. le ministre de la justice ».

inscrits au profit des services français de de réexaminer son programme d'informatisation, dans le but de choisir des équipements français, de renseignements dans la loi de finances rectificative (le « collectif » budgétaire) présentée en fin préférence à des matériels étrangers, même si l'exécution du projet initial devait en être légèrement

Le problème à résoudre par les

avec quelques années de décalage. des centrales étrangères, aux Etats-Unis et en République sédérale d'Allemagne notamment. Pour éviter des « entrées » indues qui sont très en avance en ce Si l'on en croit des fonctionnaires

de la D.G.S.E., l'opération en cours représente « un saut qualitatif ». Le système qui sera mis en place cessera d'être embryonnaire, comme il l'a été longtemps, pour devenir un réseau informatique accumulant et stockant les renseignements recueillis. Il permettra aussi des recoupements d'informations et sera capable à terme - ce qui constitue une voie originale - d'aider à l'élaboration des hypothèses interprétatives.

Plusieurs solutions avaient été retenues et, pour des raisons de rapidité de mise en œuvre, la préférence des experts de la D.G.S.E. s'était portée sur des matériels de conception êtrangère.

Mais, considérant qu'il s'agit, pour l'essentiel, d'équipements tout-venant et qu'il convient même au prix d'une dépense supplémentaire - de tenir compte de l'intérêt économique national, le ministère de la désense, qui exerce la tutelle administrative de la D.G.S.E., a choisi de retarder quelque peu l'équipement informatique des services de renseignements en leur donnant pour consigne d'acquérir des matériels et des logiciels français.

Sécurité

A la D.G.S.E., on laisse entendre que le retard ne sera pas préjudiciable si les fonds nécessaires sont bien débloques à l'occasion du

prochain « collectif budgétaire ». à propos duquel le premier ministre. M. Pierre Mauroy, a déclaré (le Monde du 29 octobre) qu'il concernerait, cette année, les armées

Les services secrets sont invités par le gouvernement

à franciser leur informatique de renseignement

installateurs sera de garantir qu'aucune personne non expressément habilitée ne puisse avoir accès aux renseignements ouchant, principalement, à l'origine des sources d'une information. Cette sécurité, qui protège la source, est probablement la plus exigeante de toutes les contraintes qui affectent le sonctionnement d'un service

dans le système, il est d'ores et déjà prèvu que puissent être instaurés des clés d'interdiction sur certaines archives ou certains fichiers, et un contrôle permanent avec la mise en mémoire de l'interrogation, de manière à savoir qui a demandé quoi. D'autre part, le fichier proprement dit des sources, qui est longtemps resté manuel et qui est le « cerveau » de la D.G.S.E., sera protégé spécifiquement par des mini-systèmes privatifs, interdisant les éventuelles connexions.

généralisation de l'informatique, à la D.G.S.E. devrait nettement modifier le travail de nombreux agents, à l'heure où le service réoriente ses activités sur l'initiative du gouvernement.

Réorientation

En esset, il a été demandé à M. Marion de renforcer, au sein de la D.G.S.E., le contre-espionnage (C.E.) pour lui consier des missions plus offensives, qu'il avait négligé de mettre au premier rang de ses priorités du semps de M. Alexandre. ie Marenches.

Le C.E. ctait, dans son rôle traditionnellement défensif, plus occupé à assurer la protection de l'autre grande division de la D.G.S.E., le service de renseignement (S.R.), et à veiller à l'authenticité des sources ou des informations rassemblées précisément par le S.R. A ce titre, il a longtemps été un frein. On lui demande aujourd'hui de passer à l'offensive :

M. MAUROY PRÉVOIT UN € RATTRAPAGE » EN 1982 **DE CERTAINES DÉPENSES MILITAIRES**

Recevant vendredi 5 novembre une délégation du bureau de la commission de la désense à l'Assemblée nationale, le premier ministre, M. Pierre Mauroy, s'est engagé à porter de 11,2 % à 12 % la progression, en 1982, des crédits de paiement alloués à l'équipement militaire, à l'occasion du prochain - collectif budgétaire - de fin d'année, à propos duquel le président de - manipulation - de certains de la commission, M. Louis Darinot, député P.S. de la Manche, a dit qu'il Dans la pratique, cette pourrait être un - rattrapage - pour certaines dépenses militaires.

Les parlementaires entendaient attirer l'attention du gouvernement sur les effets de l'annulation de 13 500 millions de francs d'autorisations de programme et de 3 200 millions de francs de crédits de paiement sur le budget de la défense pour 1982. La progression portée à 12 % des crédits de paiement, compte tenu des annulations précédentes, représente une somme de 800 millions de francs environ, selon une estimation des députés.

D'autre part, selon M. Darinot, le premier ministre a assuré le bureau de la commission de la défense que l'effort militaire de la France sera maintenu à 3.9 % du produit intérieur brut marchand (PIBm) durant la prochaine loi de programmation militaire 1984-1988, qui est à l'étude et qui sera soumise à l'approbation du Parlement au printemps

DES COMITÉS DE SOLDATS DÉNONCENT malgré les précautions prises, que |-

« LE SERVICE A LA CARTE » Le mouvement Information pour les droits du soldat (I.D.S.) a distribué, dans les gares parisiennes, un bulletin, tiré à 4000 exemplaires,

qui dénonce, en le qualissant d'inégalitaire, « le service à la carte » ou le service à durée variable que le premier ministre a récemment proposé (entre six et dix-huit mois). · Ce projet est dangereux à plus d'un titre, est-il écrit dans le bulletin d'LD.S. Qui va pouvoir s'offrir les six mois avec une solde aussi minable? Certainement pas les jeunes chômeurs, qui demeureront des assistes. Encore une sois, les jeunes

issus des classes populaires vont faire les frais de la réforme. Il faudrait s'engager pour douze ou dixhuit mois pour pouvoir vivre décemment. Inacceptable! = · Nous, soldats d'I.D.S., disons

clairement que six mois dans les conditions actuelles sont toujours inacceptables (...). Ce que nous voulons, c'est une véritable sormation militaire, le temps de service devant être limité à ces besoins de formation -, conclut is monvement qui réunit certains comités de

Le traité d'extradition entre la France

JACQUES ISNARD.

et les Etats-Unis va âtre révisé M. William French Smith, ministre américain de la justice (attorney

general), vient d'effectuer une discrète visite en France au cours de laquelle il a rencontré MM. Desserre et Badinter, ainsi que le secrétaire d'Etat à la sécurité publique, M. Joseph Franceschi. Dans une déclaration remise à la presse. M. French Smith a indiqué, vendredi 5 novembre, que des discussions descinées à actualiser et à - parfaire - le traité d'extradition entre la France et les Etats-Unis, qui date de 1909, commenceront le 29 novembre à Washington. Le nouveau texte devrait permettire de mieux - combattre toutes les formes de crime organisé. y compris le terrorisme », a précisé attorney general.

M. French Smith, qui a qualifié d' - étendues - et de - fructueuses ses conversations avec les responsables français, a indiqué que au cours de celles-ci, avaient été également abordées la possibilité d'accroître la coopération judiciaire entre les deux pays et l'éventualité de transférer des détenus de l'un à l'autre.

M. French Smith, qui était arrivé Paris venant d'Extrême-Orient, où il s'est occupé, notamment en Thaïlande et à Hongkong, de la lutte contre le trafic de drogue, s'est rendu, samedi, à Rome.

Une inculpation après l'incen-

die de l'école Decroly. - Un seul des quatre jeunes gens interpellés le 3 novembre après l'incendie criminel commis à l'école Decroly (le Monde du 5 novembre) a été inculpé, le 5 novembre, d'incendie volontaire. M. Olivier Buisson, age de dix-huit ans et demi, aurait été reconnu par un témoin qui l'avait vu de mines américains (de la classe en compagnie d'autres personnes sortir de l'école Decroly, située à Saint-Mandé (Val-de-Marne), peu de temps avant l'incendie. L'adolescent a été remis en liberté.

LA FRANCE LIVRERA **AUX ÉTATS-UNIS** DU MATÉRIEL **DE CHASSE AUX MINES**

L'entreprise américaine Raytheon s'est associée avec la société francaise Thomson-C.S.F. pour la fourniture, à la marine de guerre des États-Unis, de trois sonars prototypes destinés à la détection et à la chasse aux mines. Ce contrat. de l'ordre de 175 millions de francs, reviendra pour un quart de son montant à Thomson-C.S.F., qui a été choisie, pour partenaire, par Raytheon, qui considère la société française comme ayant la plus grande expérience des techniques de sonars pour la chasse aux mines.

Retenu par la marine américaine. de préférence à des offres d'autres fournisseurs nord-américains, britanniques ou ouest-allemands, le matériel développé par Raytheon-Thomson-C.S.F. a été baptisé A.M.S.S. (Advanced Minching Sonar System) et consiste en l'association de deux sonars (un de détection et un autre d'indentification) montés dans un engin de formes hydrodynamique remorqué à dissérentes vitesses et à différentes profondeurs par un navire chasseur de mines. Ce premier contrat porte sur l'étude et la fabrication de trois sonars prototypes, dont la livraison devrait commencer dans un délai de vingt-quatre mois.

Une deuxième étape, prévue à partir de 1985, de ce marché consiste en l'installation du système A.M.S.S. sur trente et un chasseurs M.C.M.-1 de 1 000 tonnes et de la classe M.S.H.-1 de 600 tonnes). Pour Thomson-C.S.F., ce deuxième contrat devrait être de 150 à 200 millions de francs.

ÉDUCATION

48 1 3 7

Quand les parents recrutent des enseignants

Mécontents de l'absence de certains professeurs plusieurs conseils de parents d'élèves out pris une initiative originale : recruter et naver eux-mêmes des enseignants. Tel a été le cas notamment au collège Chinchon de Montargis (Loiret) et à Vorenne (Isère).

De notre correspondant

Grenoble. - « Nous recherchons un professeur de mathématiques intérimaire. Rémunération assurée et garantie par les parents. > Cette publicité parue le 22 octobre dans les colonnes du quotidien régional le Dauphiné libéré émanait de parents des élèves du collège de Voreppe (Isêre), excédes par les mauvaises conditions de la rentrée dans ce nouvel établissement de la banlieue grenobloise ouvert en septem-

Deux professeurs avaient fait des apparitions éphémères devant les élèves de troisième et de quatrième, leur assurant au total depuis le début de l'année scolaire, cing heures de cours seulement. Faisant valoir que tous les maîtres auxiliaires de mathématiques avaient déjà été affectés dans l'académie, le rectorat avait prêché la « la patience » aux parents d'élèves.

Ceux-ci envisagèrent alors de recruter un enseignant d'un organisme privé local, Math Assistance; mais ils se tournèrent d'abord vers la presse pour lancer leur appel. Cette initiative a été mai reçue par le maire (R.P.R.) de Voreppe, M. Michel

Hannoun, qui a regretté que « les carences de l'éducation nationale aboutissent à la mise en place de solutions tendant à dénaturer la laicité ou à l'abandon de l'unité de l'enseignement public ».

Une vingtaine de candidats devaient répondre à l'annonce dont un professeur certifié, actuellement sans affectation, et une maîtresse auxiliaire récemment congédiée par le rectorat de l'académie de Granoble où. selon l'administration, tous les postes de mathématiques avaient déjà été pourvus.

Les parents des élèves du col-

lège ont aussitôt présenté « leur » candidat au rectorat. e Entre temos nous avions rassemblé près de 2 000 francs pour pouvoir tenir avec un enseignant intérimaire pendant dix ou quinze jours », explique l'un des parents, M. Michel Mollier. La 2 novembre, la maîtresse auxiliaire se présentait au collège de Voreppe avec la certitude d'être employée et payée par les services académiques qui l'avaient récemment « remerciée ».

CLAUDE FRANCILLON.

En France « TXUXO » MIS EN LIBERTÉ **SOUS CONTROLE JUDICIAIRE**

Un Basque espagnol, Jesus Abrisketa Korta, dit - Txexo chef présumé d'une branche de PETA político-militaire, a été remis en liberté sous contrôle judiciaire, jendi 4 novembre, sur ordonnance de la chambre d'accusation de la cour d'appei de Pau (Pyrénées-Athantiques). Objet d'un avis de recherches depuis la découverte, le 27 avril, à Bayonne, d'un stock d'armes et d'une documentation comprehant notamment une liste d'industriels espagnols contraints de payer l'« impôt révo-Intionnaire - au mouvement basone, il avait été arrêté le 13 octobre (le Monde du 15 octobre) sur la côte basque française. Abrisketa avait, alors, été inculpé « d'association de malfaiteurs - par le juge remplacant le magistrat charge du dossier. Mais ce dernier, estimant le dossier insuffisant pour maintenir Abrisketa en prison, a décidé de rendre une ordonnance de mise en liberté sons contrôle judiciaire. Le parquet a fait appel. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Pan a suivi, jendi, l'ordonnance du

Cette décision intervient alors que l'ETA politico-militaire est affaible par la dissolution, fin septembre, de sa branche politique minoritaire et au moment où la victoire du parti socialiste ouvrier de M. Felipe Gonzalez peut laisser penser à une nouvelle collaboration entre Paris et Madrid dans la lutte contre le terrorisme.

• Des explosifs découverts au Larzac. - Un spéléologue toulousain a découvert, fin octobre, dans une grotte du Larzac, à proximité d'une ferme inhabitée située dans la région de Millau (Aveyron), quelque 80 kilos de dynamite agricole et plusieurs centaines de mêtres de cordon allumeur.

Les Pumas ont des griffes

Avant que le quinze national subisse un nouvel échec à Bucarest et après que l'équipe seconde fut étrillée par les Soviétiques à Mérignac, une sélection régionale a encaissé à Clermont-Ferrand sept essais (38 à 15) des Pumas argentins qui ont ainsi entamé par un coup d'éclat leur tournée de six matches en France dont deux tests, le 14 novembre à Toulouse et le 20 novembre à Paris.

Les rugbymen sud-américains devaient copendant s'incliner mercredi 3 novembre à Valence devant une sélection française (25-15) avant de rencontrer. le 11 novembre à Dax, les Barbarians français. Au même titre que les Roumains, les Argentins, dont le rugby est

de tradition britannique mais le jeu d'inspiration latine, sont une force

« A Buenos-Aires, ceux qui lancèrent le rugby appartenaient à la haute société, possédaient des fortunes et pouvaient ainsi former des clubs agréables aux structures solides. En revanche, dans les villes de l'intérieur du pays, le rugby ne prit pas parmi les classes riches et, sauf exception, une petite bourgeoisie le pratique. des gens qui ne peuvent donner que leur enthousiasme au sport, rien de plus. L'auteur de ces lignes (1) parues en 1950 dans une éphémère revue de rugby argentine était « Che » Guevara. Le révolutionnaire latino-américain était en effet un passionné de ballon ovale. Avant de rejoindre Fidel Castro et de périr dans le maguis bolivien, il a poussé en mêlée aux côtés de son frère Roberto. Tout aussi passionné, son père, un architecte, avait fondé la

montante.

nyme de Chang-Cho. Le rugby a été introduit en Argentine à la fin du siècle dernier par les Anglais qui installerent et exploitérent le chemin de fer entre Rosario et Buenos-Aires. Ancêtre de la fédération argentine actuelle, une fédération du Rio-de-la-Plata fut, fondée en 1899, année où fut organisé le premier championnat. Le sport ovale connut jusqu'au début des années 20 une popularité comparable à celle du football. En raison de ses origines britanniques, il resta cependant une pratique de la bour-

revue dans laquelle le « Che » signa

ses collaborations sous le pseudo-

geoisie aisée et des étudiants. Le véritable essor du rugby argentin eut lieu après la seconde guerre mondiale. Suivant les équipes d'Oxford et de Cambridge, le quinze de France mené par Jean Prat fit une tournée en Amérique du Sud en écrire au « Che » : « Lorsque les Français vincent en Argentine, nous sommes restés sous le charme de leur jeu de très grande qualité et nous avons appris ce que nous ignorions jusqu'alors, à savoir que le rugby bien joué est un agréable spectacle, même pour ceux qui méconnaissent totalement ses règles. >

Isolement

Les élèves avaient des dispositions naturelles : l'inspiration du jeu de main derrière vint facilement compléter les qualités des avants. Ceux-ci inventèrent d'ailleurs une manière de pousser en mêlée fermée qui en a fait un des packs les plus redoutés du monde : la « bajatida », c'est-à-dire une position très basse des huit avants brisant les reins des adversaires et permettant au numéro deux de talonner avec... la tête. En 1974, la mêlée française, pourtant ordonnée autour des indéracinables, Iraçabal, Paco et Vaquerin, vola en éclats.

Il est vrai que, depuis 1965, les Argentins avaient aussi pris les lecons des Sud-Africains qui, outre des entraîneurs, allaient leur donner le sumom de « Pumas » à la suite d'une méprise : l'animal figurant sur leur emblème est en fait un jaguar débaptisé par les journalistes sudafricains et rhodésiens.

Bien qu'isolé sur un souscontinent presque entièrement voué au football, le rugby argentin s'est étoffé durant cette période : près de vingt mille licenciés, plus de trois cents clubs, une championnat des clubs et des provinces d'avril à octobre. Chaque tournée dans ce pays devint une expédition de plus en plus périlleuse. En 1977, les Français concédèrent le match nul lors du second test à Buenos-Aires : en 1979, les All Blacks néo-zélandais eurent les pires difficultés pour dominer les Pumas qui battirent ensuite les Australiens. La consécration suprême arriva le 3 avril dernier après avoir encaissé un cinglant 50-18 fors du premier test- match de

(1) Cité par Henri Garcia dans la Fabuleuse Histoire du rugby, Editions

TENNIS. - Les jeunes joueurs français sont en verve. Au tournoi de Stockholm, doté de 200 000 dollars, Henri Leconte s'est qualifié pour les quarts de finale en battant le Tchécoslovaque Tomas Smid (7-5, 6-7, 7-6); il rencontrera l'Israélien Shlomo Glickstein. Au tournoi de Quito, doté de 75 000 dollars, le junior Bordelais Loic Corteau s'est qualifie pour les demi-finales, aux dépens du tenant du titre, l'Américain Eddie Dibbs (6-4, 1-6. 7-5), et il doit rencontrer l'Espagnol José Higueras.

leur tournée en Afrique du Sud, les Purnas ont battu 21-12 les Soringboks à Bloemfontein, temple afrikaner de l'ovale. L'homme qui a inscrit les 21 points de la victoire s'appelle Hugo Porta, une architecte de vingtneuf ans qui joue demi d'ouverture. Buteur et attaquant de grande classe, il détient le record des points marqués en test-match. Sélectionné depuis dix ans dans l'équipe des bleus et blancs, il est le capitaine des Pumas qui évoluent cette année en France avec la formation victorieuse des Soringboks à quatre individualités près et avec la ferme intention de battre la dernière équipe européenne à leur avoir résisté avec l'Angleterre. Leur nouvel entraîneur, Rodolfo O'Reilly, les a entraînés dans ce but pendant deux semaines avant

Après la défaite des Pumas à Valence devant une sélection du Sud-Est renforcée par Rives, Salas et Maraval, Jacques Fouroux, l'entraineur du quinze national, a déclaré dans la perspective des testsmatches de Toulouse et de Paris : « Je crois les Argentins encore inférieurs aux Roumains, même s'ils ont beaucoup progressé depuis que je les ai rencontrés. Mais à Valence, après leur facile victoire de Clermont-Ferrand, ils ont péché par excès de confiance. Et je ne suis pas certain que l'équipe de France soit aussi bien armée en touche que la sélection du Sud-Est. » En clair : prudence ! Car les Pumas ont des griffes.

leur départ pour l'Europe.

ALAIN GIRAUDO.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 3314 , HORIZONTALEMENT

I. La première chair qui succomba. On s'en donne des coups plus souvent entre amis qu'entre ennemis. - IL Ceinture de garde forestier. Evasion pour un prisonnier imbu d'évasion. Eau d'importation belge en franchise de douane. - III. Unité

de marche d'infanterie. Peut, selon le genre, vous raser ou vous ravir. Membre actif d'une haute société. - IV. Indéfini ou départ pour l'infini. Unité de division dans une affaire de volume. Son chapeau affirme son accent. Edenté. -V. Fait l'objet de recherches particulières lorsque d'argentes réparations s'imposent Cavalier parmi des charges gauloises. VI. Donnent beau-

coup de chaieur à l'intimité. Poète. Mention honorable. - VII. Objet d'un parallélisme monocorde. Ser-. vant du « canon » au sein de la Grande Armée. - VIII. Tempête pour l'auteur du « Bateau ivre ». S'allie à l'Allier. Superlatif. -IX. Personnel. Qualifie une fâcheuse extrémité. Siffleur ou chan-

teuse. Interjection. - X. Ce que peut rapporter un pied à terre dans le marais. Pièce de briquet. N'a de valeur que s'il est impayable. -XI. Dessous de table non dissimulé. Relief. Dès son enfance elle connut la vie d'Ur. - XII. Remplace l'ontil pour qui plaint sa peine. Un rendezvous d'affaires obligea un de ses convives à s'éclipser prématurément. Timbre de valeur pouvant être déprécié par une oblitération. -XIII. Joint souvent l'agréable à l'utile. Son prince ne peut prétendre que le roi n'est pas son cousin. -XIV. On la brûle dans la presse. Dîne, peut-être. Fait des points ou contribue à en faire. - XV. Un fameux conspirateur s'y trouva après l'invitation de son Auguste

nage. Petite quantité. Natif. VERTICALEMENT

1. Effet épidémique de la coqueluche sur les foules. On peut lui casser les oreilles, il n'entend pas moins pour cela. - 2. Port d'Algérie. N'importe quel ballot la comprend. Attise l'ardeur de la meute ou raientit la marche du chasseurs. - 3. Possessif. Fait appel à un protecteur haut place. Illusoires. - 4. Personnel. Chinoiserie qui intervenait dans certains règlements de comptes. Affaires d'entrechats qui se règlem entre rats. - 5. Moissons hasardeuses. Peut faire trépasser quand on la dépasse. Le plus court parmi les plus longs. - 6. Joue un rôle important pour des haricots. Il faut attendre qu'il soit dépouillé pour répartir les

vestes. Fabricants de monokinis. 7. Allie l'audace à la vanité. Matière de troc qui ne se sait pas sans casse. - 8. Femme qui ignorait la jalousie. Il est bien élevé mais d'un abord glacial. Difficile à taper avec un « clou ». - 9. Article. Pièce musicale où les trompettes jouent un rôle important. Se recueille. Note. 10. Se prête généralement avec intérêt. Désespère la rousse et réjouit le roussin d'Arcadie. - 11. Ce n'est pas celle qui renferme les plus beaux vers qui est le mieux goûtée. Torrent alpin. Moins bien que présentement, mais préférable à jamais. -12. Point d'attache. Apporte de l'eau au moulin. Repère à vue de nez. - 13. Fait front. Elles mangent beaucoup et sifflent de même. Bande d'apaches dont les attaques s'effectuent avec une certaine diligence. - 14. Négation. Il eut onze frères. Charge de baudet. Article. -15. Peut habiller une femme élégante ou peu exigeante. Se montrer curieux ou parcimonieux.

"Solution du problème nº 3313 Horizontalement

L Bouteille. - II. Ecriteau. -III. Let Encre. - IV. Lait (cf. comté). - V. Encas. - VI. Àn. Rosa. - VII. Escamoter. -VIII. Noé. (Eon). Abîme. -IX. UNESCO. Es. - X. Insu. Tous. - XI. Te. Césure.

Verticalement

1. Belle de nuit. - 2. Océan. Somme. - 3. Urticacées. - 4. Ti. Tana. Suc. - 5. Eté. Mac. -6. Ična. Robots. - 7. Lac. Rôti. Ou. - 8. Lure. Semeur. - 9. Pa-

GUY BROUTY.

INFORMATIONS « SERVICES »

Sont publiés au Journal officiel du samedi 6 novembre : DES ARRÈTÉS

· Relatif aux programmes des matières d'épreuves des concours pour l'accès aux instituts régionaux d'admi-

Portant classement d'établissements d'hospitalisation publics (recrutement et statut du personnel médical),

MARDI 9 NOVEMBRE

PARIS EN VISITES -

- De Carthage à Kairouan -, 15 h. Petit Palais (Approche de l'art). · L'Ile de la Cité », 15 h, metro Cité (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

- Montmartre », 15 h, môtro Abbesses (P.-Y. Jaslet). « De Carthage à Kairouan », 15 h. Petit Palais (Paris et son histoire). « L'Ile Saint-Louis », 14 h 30, metro Pont-Marie (Résurrection du passé).

- Notre-Dame -. 14 h 30, facade M= Romann). - Salons de l'Hôtel-de-Ville ... 14 h 15, devant la poste (Tourisme

culturel). - La Cour des miracles -, 14 h 30, 16, rue Etienne-Marcel (le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

18 h : 12, rue Vivienne, M. Locquin Nous sommes tous des chimères biologiques et nous créons tous des chimères psychiques » (Ergonia). 20 h : 60, boulevard de Latour-

Manbours, M.-A. de Souzenelle « Symbolisme du corps humain » (Université Holistique). 20 h: 62, rue Madame: « Les ares de

triomphe dans l'Afrique romaine » (Arcus). 20 h 30 : 26, rue Bergère, M™ M. de Surany: « Les sephiroth de la kaballe et les trigrammes du Yi-King » (l'Homme

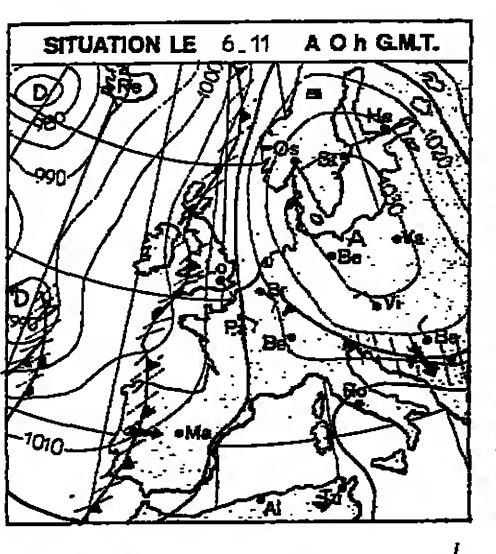
et la Connaissance). 14 h 30 : 80, rue Taitbout : « Le temple égyptien » (Le monde et son his-

19 h: 62, rue Madame: - L'histoire du Japon » (Arcus).

15 h: 17, rue des Petits-Hôtels, Père M. Remand : - La foi d'un chrétien après un séjour en Israël » (Amitié judéo-chrétienne de France).

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

JOURNAL OFFICIEL | MÉTÉOROLOGIE



et le dimanche 7 novembre à misuit :

En liaison avec l'arrivée d'une vaste

zone dépressionnaire au sud de

l'Irlande, le vent va se renforcer très

sensiblement sur la France. La pertur-

bation qui arrivera des samedi soir sur

les côtes de l'Atlantique verra sa pro-

gression ralentie par le maintien sur

l'Europe centrale des hautes pressions;

les pluies risquent donc d'être abondantes sur l'ouest et le sud-ouest de la

Dimanche, sur toute la moitié ouest,

de la pluie et du vent sort des le matin ;

sur les côtes de l'Atlantique et de la

Manche, le vent du sud soufflera en

tempête par moment (80 à 90 km à

An cours de la journée, sur l'ouest et

le sud du Massif Central ainsi que les

abondantes; il pourrait y avoir des réac-

tions des petites rivières. Sur la moitié

est le vent soufflere modérément.

apportant de l'air doux. Le temps sera

plutôt gris par des nuages assez bas. Le

temps se dégradera sensiblement

l'après-midi du Nord à la Champagne et

à la vallée du Rhône. Les Alpes, la

Franche-Comté et l'Alsace seront

Dans l'ensemble 9 à 10° le matin, sauf

sur l'est où il ne fera pas plus de 54,

l'après-midi 12 à 13° sur la moitié nord,

Températures (le premier chiffre

indique le maximum enregistré au cours

de la journée du 5 novembre ; le second

le minimum de la nuit du 5 au 6 novembre); Ajaccio, 19 et 8 degrés; Biarritz,

22 et 12; Bordeaux, 13 et 10; Bourges,

12 et 7.; Brest, 14 et 11; Caen, 13 et 8;

Cherbourg, 11 et 8; Clermoni-Ferrand,

15 et 0; Dijon, 7 et 5; Grenoble, 15 et

Marseille-Marignane, 17 et 11; Nancy.

9 et 3: Nantes, 16 et 10: Nice-Côte

d'Azur, 18 et 9; Paris-Le Bourget, 10 et

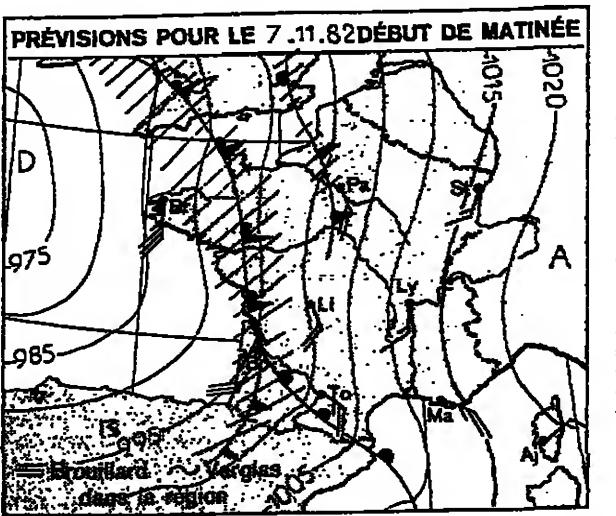
0: Lille, 10 et 7; Lyon, 7 et 2

encore provisoirement épargnées.

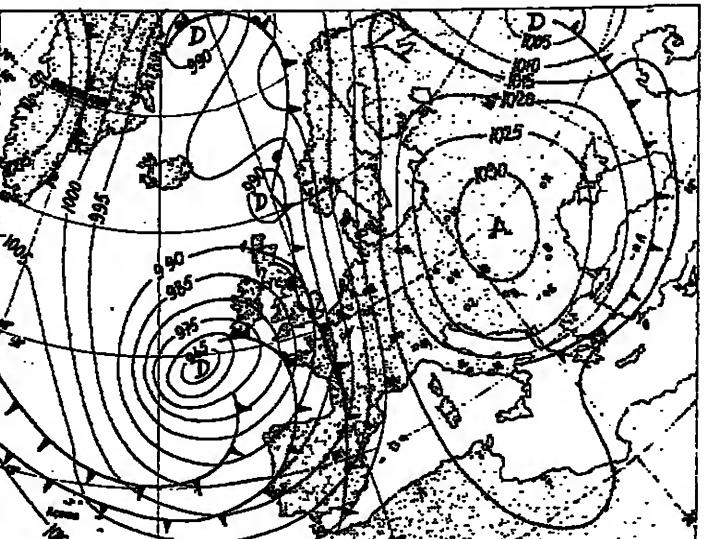
16 à 18º sur la moitié sud.

Pyrénées orientales, les pluies seront

Pheure).



PRÉVISIONS POUR LE 7 NOVEMBRE A C HEURE (G.M.T.) Évolution probable du temps en France entre le samedi 6 novembre à 0 beure



8; Pan, 23 et 7; Perpignan, 21 et 11; Rennes, 12 et 9: Strasbourg, 10 et 6: Tours, 10 et 8; Toulouse, 16 et 11; Pointe-à-Pitre, 30 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 9 degrés; Amsterdam, 12 et 4; Athènes, 19 et 13; Berlin, 7 et 0; Bonn, 13 et 3; Bruxelles, 11 et 6; Le Caire, 29 et 14 : îles Canaries, 22 et 16 : Copenhague, 4 et i : Dakar, 32 et 25 : Djerba, 21 et 16; Genève, 10 et 6; Jérusalem, 25 et 10; Lisbonne, 19 et 15; Londres, 13 et 11; Luxembourg, 8 et 4; Madrid, 18 et 8; Moscon, -2 et -6; Nairobi, 26 et 17: New-York, 13 et 7: Paima-de-Majorque, 21 et 12; Rome, 19 et 9 : Stockholm, 3 et - 5 : Tozeur, 21 et 16; Tunis, 21 et 12

PRÉVISIONS POUR

DIMANCHE 7 NOVEMBRE La profonde zone dépressionnaire qui s'est établie au large immédiat de uns côtes atlantiques persistera et s'accompagnera de vents forts de sud sur l'ensemble de la France avec extension des perturbations océaniques à la plupart des régions.

Sur l'ensemble du pays, temps très mageux on convert avec pluies passagères qui devraient généralement éparsud des Alpes à la Corse. Les vents forts risquent de souffler en tempéte sur la Manche et l'Atlantique, mais les tempêtés resteront assez clémentes

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EN BREF-

Rencontres-débats

OCCAJ-FAYARD L'OCCAJ (Organisation centrale des camps et auberges de jeunesse) s'associe, cette année, avec les édi-

tions Fayard pour organiser des rencontres-débats sur les thèmes suivants: vendredi 26 novembre 1982, Le retour des savants », par André Lwoff, prix Nobel de médecine; vendredi 17 décembre 1982 « La prostitution », avec Michèle, assistante sociale et écrivain; vendredi 28 janvier 1983, « La détente... une poudrière internationale », par André Fontaine, rédacteur en chef du Monde: vendredi 25 février 1983, « Karl Marx aujourd'hui et hier », avec Jean Elleinstein, universitaire, ancien membre du P.C.F.; vendredi 25 mars 1983, « Les jésuites, conservateurs ou subversifs ? . avec Pierre Pierrard, historien; vendredi 29 avril 1983, « Culture, pouvoir et espérance», avec Catherine Clément, journaliste et écrivain.

★ 20 F par personne et par séance. De 19 h à 21 h 30. 35, rue de Sèvres, 75066 Paris. Inscriptions : OCCAJ Contacts. 9, rue de Vienne, 75908 Paris. Tél.: 522-07-75.

CIRCULATION

LES ACCIDENTS DE MOTO. — Répondant à une question écrite de M. Michel Noir, député R.P.R. du Rhone, le ministre des transports rappelle l'évolution du nombre des accidents de la circulation dans lesquels sont impliqués des motocyclistes. On en comptait, par exemple, 549 en 1971, 782 en 1978, 970 en 979, 1042 en 1980, 838 en 1981. En 1980, dernière année pour laquelle la ventilation a été faite, 422 motos de 50 à 125 cm3 et 620 de plus de 125 cm3 étaient impliqués dans les 1042 accidents dénombrés Liournal officiel du 4 octobre.

FISCALITÉ

IMPOT SUR LES GRANDES FOR-TUNES. - Les membres de la commission de fiscalité de l'ordre des avocats à la cour de Paris peuvent répondre aux questions de nos lecteurs au numéro suivant : (1) 634-12-34.

RELIGION

ALLIANCE MONDIALE DES RELL-GIONS. - La dix-septième colloque aura lieu samedi 13 novembre 1982, de 14 h. 30 à 18 h. 30 et dimanche 14 novembre, de 14 heures à 18 h. 30. amphithéâtre de la FACO, 115, rue Notre-Dame-des-Champs (75006), metro Denfert-Rochereau, Présidence : R.P. Michei Riquet. Thème : de la guerre à la paix.

La « table ronde » réunira : R.P. Michel Riquet, s.j., Trois chrétiens artisans de la paix; Constantin Andronikof (ortho-

doxie); Armand Abecassis (iudaīsme); professeur Chaine (islam); Paul Arnold (bouddhisme); Swami Ritajananda (hindouisme); docteur Paul Chauchard (physiologiste): docteur Hubert Larcher; docteur Jacques Donnars (sophrologie); docteur Laurent Stevenin (neuropsychiatre). Textes de Maryse Choisy sur le dalaī-lama, dits par Alain Cuny. Participation aux frais : chaque séance, 25 francs.

* Renseignements aux permanences téléphoniques (heures ouvrables): 267-42-52 et 788-27-23.

TIRAGE Nº44 DU 4 NOVEMBRE 1982

NUMERO COMPLEMENTAIRE

NOMBRE DE GRILLES

RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 FI

6 BONS NUMEROS

BONS NUMEROS

023 183,40 F

5. BONS NUMEROS

462,60 F

5 BONS NUMEROS

6 090,30 F

110,50 F

BONS NUMEROS 2 907 930

9,10 F

PROCHAIN TIRAGE LE 10 NOVEMBRE 1982

VALIDATION JUSQU'AÙ 9 NOVEMBRE APRES, MIDI

When Miria!

-

The wife

10 miles

E-22-5

Gentle Control

Ber Herrich

元·公司 新文本

THE STATE OF THE S

ten a side and and a side a side

Mark Sand

culture

TROIS DISPARITIONS

Jacques Tati, l'inventeur foudroyé

(suite de la première page.) Jacques Tati, découvert, couronné, salué comme un génie, restera, toujours, un phénomène. Après Jour de fête, on s'empresse de relever chez lui les influences des précurseurs du burlesque français. Jean Durand, Max Linder, puis de René Clair. Le chauvinisme national sera longtemps aveugle à ce que Tati doit

à Buster Keaton. En fait, le cinéaste qui vient de se révéler est un inventeur tapi dans son univers, un artisan qui fera éclore des merveilles avec des bricoles, des idées humoristiques et poétiques germées dans sa tête pleine de rêves, et qui doivent tout à l'inspiration, à la recherche.

On l'imagine bien préparant des expériences dans des comues de laboratoire qui lui éclatent au nez avant que n'en sortent, un beau jour, la pierre philosophale ou quelque chose d'incroyable, d'inédit.

Les films ne se font pas avec des cornues, c'est sûr. Mais Tati appartient bien à cette race de chercheurs entêtés pour lesquels l'idée scientifique n'est qu'une manière d'avoir raison contre le hasard et le matériel technique.

Au cours des années 30, les films comiques français (ceux de René Clair exceptés) s'étaient gavés de situations empruntées au théâtre, de mots d'auteurs que les acteurs se renvoyaient comme des balles de ping-pong. Avec le vélo du facteur François, Jacques Tati change tout. Il préfère la mimique, le geste, l'expression visuelle, à la parole.

La parole, il ne peut pas la supprimet. la refuser comme, jadis, Charlle Chaolin, Alors, lui, Tati, il en fait des sons, des bruits, des bouts de phrases, des murmures, qui n'envahissent pas l'image; qui se soumettent à elle, l'accompagnent, en renforcent le pouvoir burlesque.

Par ailleurs. Tati est un réaliste. Il a un sens aigu de l'observation sociale, des comportements. Ce qu'il montre dans Jour de fête, et qu'il montrera par la suite, c'est le quotidien, passé au filtre d'un regard qui capte le jeu des apparences, ce qu'il y a derrière et qu'on ne sait pas touiours voir, à cause des habitudes so-

* ** **

Le premier, dans les Vacances de M. Hulot. Tati fait apparaître ce qui est seulement en germe dans la France du début des années 50 : les attitudes estivales de la classe movenne dans les stations de bord de mer, les « petits trous pas chers a, comme on disait alors. Lorsque des voyageurs, chargés de valises, de paquets, se précipitent d'un

quai à l'autre, sur les indications inaudibles des haut-parleurs d'une gare, pour monter dans un train, la France vacancière est priée de se voir

Dans ce deuxième long métrage un événement se produit : l'ati, acteur, a dépouillé le costume du facteur rural. Il est devenu M. Hulot. petit bourgeois français que sa taille de 1.80 mètre oblige à se pencher en avant, qui avance sur la pointe des pieds, d'une démarche dansante et saccadée, fume la pipe, soulève poliment son chapeau de toile pour saluer les estivants et commet, en toute innocence, des maladresses qui dérangent l'ordre et la tranquillité d'un hôtel assoupi. Tati sera, désormais, inséparable de M. Hulot, témoin qui, dans les films, relaie le cinéaste pour faire naître la satire, la poésie. Tati devance le cinéma modeme de la nouvelle vague par la libarté de son écriture (scénario sans événements, étude de comportement, utilisation toute personnelle du son, dialogues escamotés) et la direction d'acteurs non professionnels. Hulot, l'innocent, l'optimiste, le maladroit, n'est plus un héros comique comme l'était, simplement, François, mais un homme qui affirme son individualité à l'égard d'une société dont les rites, les manies, les conformismes, décapés sans méchanceté par des gags désopilants, deviennent tableaux de mœurs d'une époque. Vovez ce qui arrive lorsque Hulot se mêle à une séance de gymnastique sur la plage ou fait exploser un feu d'artifice.

Tati prépare longuement, minutieusement, ses films. Mais. à l'écran, tout semble improvisé dès que Hulot se montre, traverse une rue, monte un escalier. Le personnage ne changera pas en vieillissant. Il sera le temoin des transformations de la société française. Six ans passent entre les Vacances et Mon oncle (premier film en couleurs de Tati), où Hulot donne une leçon de vie libre et ludique à son jeune neveu, fils d'un industriel ligoté par le confort moderne. En 1958, la France n'est pas encore entrée dans la société de consommation mais on commence à raser de vieux immeubles pour construire les quartiers résidentiels de la classe aisée. Hulot préfère sa maison biscomue d'un quartier populaire à la villa de son beau-frère Arpel où tout est automatisé, même le poisson rouge. Hulot ne refuse pas le progrès technique, comme un malentendu, qui dure encore, l'a fait dire. Il s'oppose au conformisme aliénant du progrès, il seme le désordre et la confusion pour garder la liberté de vivre, échapper à la déshumanisation.

de mille dissicultés, sui apporte

notoriété en 1949, Tati, brusque-

ment célèbre, devient le cinéaste co-

mique le plus original du cinéma

français avec les Vacances de Mon-

sieur Hulot (1952) où il invente le

vers, qu'il interprète lui-même.

personnage sondamental de son uni-

M. Hulot sera présent dans tous

ses films: Mon oncle (1958), Play-

time (1967), Trafic (1971) qui for-

ment une suite ordonnée et logique.

Mais l'échec de Playtime cause la

ruine de Jacques Tati et compromet

De la pantomime au cinéma

Jacques Tatischeff, qui deviendra long métrage Jour de l'ête. Ce film, Tati, naît le 9 octobre 1908, au Pecq produit de façon artisanale, au prix (Yvelines) d'un père russe et d'une mère française. Il fait ses études au lycée de Saint-Germain-en-Laye, prépare le concours d'entrée à l'Ecole nationale des arts et métiers, pratique la boxe, le football, le tennis, le rugby.

En 1931, il se produit dans un numéro de pantomimes sportives et, par la suite, se consacre au cabaret et au music-hall. De 1932 à 1938, il s'essaie au cinéma, comme scênariste et interprète de courts métrages dont l'un Soigne ton gauche est réalisé par René Clément. Après la guerre, il apparait comme acteur dans Sylvie et le fantôme et le Diable au corps de Claude Autani-

En 1947, il tourne un court métrage l'École des sacteurs qui est. un peu, le brouillon de son premier

ses activités cinématographiques. Il réalisera encore, en Suède, Parade (1974), spectacle de cirque ou dans le rôle de . Monsieur Loyal », il assure les transitions entre les numéros, par les sketches mimés de

Le sculpteur Alicia Penalba

Le sculpteur argentin Alicia Penalba a trouvé la mort le 4 novembre dans un accident de voitare, près de Dax. Elle était âgée de soixante-neuf ans.

Alicia Penalba est née en Argentine le 7 août 1913 ; elle a passé son enfance entre les grandes terres de Patagonie et les rochers de la cordillière des Andes où son père construisait des voies ferrées. Assurément, cela l'aura marquée, aura imprégné profondément sa sculpture, strictement abstraite, apre, digne, sans complaisance aucune et toujours pensée, même dans les petits formats, à l'échelle monumentale. L'artiste avait un sens incontestable de l'espace. Elle a eu l'occasion, au cours des vingt demières années de sa vie, de le prouver en organisant ses volumes, ses formes, ses reliefs dans et avec l'architecture, jouant sur l'étalement des masses sculptées, disposant celles-ci comme un lien entre le dedans et le dehors.

Penalba est venue tard à la sculpture. Après des études artistiques épisodiques en Argentine, elle obtient tout de même une bourse du gouvernement français et arrive à Paris en 1948. Elle entre aux Beaux-Arts, mais c'est surtout son travail, pendent trois ans, chez Zadkine, à la Grande Chaumière, qui la détermine

se consecrer entièrement à la sculpture.

En 1951, Penalba détruit presque tout ce qu'elle a fait auparavant, et, modestement, marquée par Arp et Brancusi, elle murit lentement une œuvre personnelle qui fut découverte en 1957 à sa première exposition. galerie Claude-Bernard. C'est à partir de cette date, après les Totems d'amour, qui furent comparées à des pétrifications de plantes désertiques, et les « cathédrales » que le sculpteur commence à fractionner ses volumes, à les accrocher aux murs, en défiant la pesanteur. Pour Saint-Gobain, au CNIT, elle

accroche ses « formes volantes » sur des panneaux de verres. Puis elle réalise de très grandes sculptures pour des lieux privilégiés : l'université de Saint-Gall en Suisse, le musée Kröller-Müller à Otterio, le parc floral de Vincennes, le siège Roche à Neuilly, dans l'île de la Jatte, à Hakone, près de Tokyo, à Milwaukee, intégrant les plans d'eau, les murs, les pelouses, à ses volumes simples. francs, totalement inventés, mais animés d'un grand élan naturel.

En 1977, le Musée d'art moderne de la Ville de Paris avait rendu hommage à ce travail.

GENEVIÈVE BREERETTE.

L'échec de « Playtime »

De cette conception du mande naîtra Playtime, auquel Tati travaille pendant des années, et qui coûte une fortune : c'est un échec retentissant qui ruine l'inventeur. Avait-il eu la folie des grandeurs ? Mais non. Les immenses décors de la ville moderne semblable à celles que l'on voyait pousser, en 1967, dans les anciennes banlieues, à la périphérie de Paris, marquent l'énorme écart de dimensions entre un nouveau mode d'habitat et les fourmis humaines qui doivent s'y déplacer. Le style burlèsque de Tati touche, alors, à l'absurde kafkaïen. Dans le dédale de Playtime, les personnages, touristes et autres, perdent leur libre arbitre, à l'excepque ce n'en soit la mode - la « qualité de la vie » en semant la pagaille. Le cinéaste utilise des techniques raffinées (tournage en 70 mm, son stéréophoniqua) pour bricoler son petit univers au sein de l'ordre implacable, inhumain, enfanté par la civilisation moderna. En 1967, on en est encore à l'euphorie du progrès industriel. Le comique d'observation de Tati se trouve renforcé, renouvelé, par la vision d'un monde aseptisé, mécanisé, uniforme et glacial.

Les spectateurs refusent Playtime : c'est le drame de l'inventeur. Ses films précédents ont rapporté de l'argent. Celui-ci laisse un déficit de

8 millions qui le ruine. Il engage tous ses biens. Quelques années plus tard, les films produits par sa société en faillite seront vendus aux enchères. Entre-temps. Tati, tout de même, a pu tourner Trafic. film à petit budget où Hulot, toujours égal à ui-même, suit en témoin funambulesque les difficultés de la circulation automobile sur le traiet routier Paris-Amsterdam, avec carambolages de voitures, flâneries, rêveries, incitation au bonheur naturel. Le succes est revenu, éphémère, Trafic est le chant du cygne de Hulot. Toujours accablé d'ennuis financiers. Tati s'en ira tourner, à Stockholm, un spectacle de variétés dans un cirque, avec le système de vidéo mobile.

C'est Parade, où Hulot est devenu Monsieur Loval, pour offrir une fête, tendre et comique, aux enfants aux adultes. L'inventeur s'est fait saltimbanque. Et voilà que ses an ciens films ressortent, au cinéma, à la télévision. Concert de louanges. redécouverte. L'inventeur foudroyé se remet à un projet, Confusion, qu'i allait réaliser, Maintenant il est mort, et on va le saluer comme un monument, célébrer son génie, regretter sa disparition, déplorer qu'il ait et écarté de la création cinématographique. Il faudra, un jour, plus tard réexaminer sereinament son œuvre. Aujourd'hui, nous lui dirons simplement, et avec émotion : « Merci

Monsieur Hulot ». JACQUES SICLIER.

Le cinéaste Yves Ciampi

Le cinéaste français Yves Ciampi, auteur notamment de Typhon sur Nagasaki et Les béros sont fatigués, est mort le 5 novembre à Paris. Il était âgé de soixante et un ans. Yves Ciampi achevait le montage d'un film sur la marine et devait commencer le tournage d'un télésilm pour TF 1.

Ne à Paris le 9 février 1921, fils du pianiste Marcel Ciampi et de la violoniste Yvonne Astruc, Yves Ciampi se découvre, en 1938, une vocation de cinéaste amateur. Au cours des années suivantes, il réalisé quelques courts métrages tout en fasant de brillantes études de médecine. Il test nommé decteur en 1946 et recoit la médaille d'or de la Faculté de Paris. Mais il choisit le cinéma e devenant l'assistant de Jean Dréville pour la Bataille de l'eau lourde. tourné en Norvège.

Yves Ciampi débute dans la réalisation de longs métrages avec deux comédies policières, puis s'impose, en 1951, avec Un grand patron, portrait d'un grand chirurgien, étude de mœurs du monde médical. Il traite le problème de la drogue dans l'Esclave (1953), puis celui de la médecine empirique dans le Guérisseur (1954). Yves Ciampi est alors, dans le Cinéma français, un des meilleurs représentants du « réalisme psychologique », et il gardera toujours le goût des drames sociaux et des conflits de caractères, même dans des films d'atmosphère « exotique » comme Les héros sont fatigués (1955, des Blancs déracinés, au Libéria. Etat africain indépendant), et Typhon sur Nagasaki (1956, première coproduction franco-japonaise où le typhon final est un morceau de bravoure à la maniéra hollywoodienne).

Les idées généreuses, les bonnes intentions, une dramaturgie un peu trop appuyée, marquent Le vent se lève (1958), Liberté I (1961), le Ciel sur la tête (1964), mais Qui êtesvous M. Sorge ? (1960, histoire d'un espion soviétique au Japon, de 1937 à 1944), est, dans un style d'enquête, une approche très intéressante d'événements réels de la seconde guerre mondiale. Mai 1968 et le « printemps de Prague » apparaissent dans A quelques jours près, coproduction franco-tcheque (1968).

Par la suite. Yves Ciampi travaille pour la télévision. Christa (1971) est un feuilleton d'aventures sentimentales, mais le cinéaste se distinguera. surtout, par des téléfilms politiques réalisés pour les « Dossiers de l'ecran » : Staline-Trotski (1979). le Grand Fossé (1980), sur la division du mouvement socialiste au congrès de Tours, Le président est gravement malade (1980), histoire du président américain Wilson, et Staline est mort (1981), tous ces suiets avant été écrits par Jean Elleinstein.

J. S.

THÉATRE

« LES BAS-FONDS », A SAINT-DENIS

Les hasards de la misère

- Tout le monde est de !rop sur terre - dit un soulard sarcastique. en réponse aux états d'âme d'une fille affalée. La scène se passe en un lieu indécis, un grand vestibule éclairé par des lignes de néon pauvre et des verrières sales. Les escaliers invisibles montent, descendent vers quelque part où les gens vont et viennent, ont des occupations sociales, produisent du travail, vivent, en somme. Là, dans le cul-de-sac, ils croupissent. Chacun a sa petite case qui donne sur le vestibule par des portes verdies. Les portent claquent, rageusement. Ce n'est pas un vaudeville que Gildas Bourdet présente au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis avec la Salamandre, centre dramatique du Nord. C'est l'enlisement d'une bande de larves, réunies par les hasards de la misère.

Martine Franck a réalisé un reportage photographique sur les basfonds de Lille (exposé devant le théâtre). La troupe a interviewé les clochards qui ont bien voulu parler. A partir de là, les acteurs se sont fait des gueules de travers, des chairs mollies sous les peaux circuses, douteuses, marquées de couperose, de taches vilaines. Ils portent des vêtements étudiés, pas des loques. Ils ont pris des manières de se tenir, de marcher, de traîner, de s'écrouler, des gestes hésitants, déconnectés. inachevés, qui éclatent soudain dans la violence terrible. S'il n'y avait que les maquillages, les tissus « cheap », les attitudes significatives, ce serait juste une sorme de persection naturaliste, encore que, à y bien regarder, rien ne soit vrai, ne cherche à calquer le vrai, ça parle d'un monde

Il est arrivé à chacun de se heurter aux mendiants, jeunes en général, qui vous fixent sans vous voir de leurs veux délavés et machinalement, vous réclament deux balles: Ou qui ronssent sur un banc de mé-

Sigma 18, manifestation de

· recherche et d'action culturelle ..

se tient du 7 au 20 novembre, à Bor-

deaux, et présente plusieurs troupes

venues des Pays-Bas : Mexicaanse

Hond (ex Hauser Orkater), Pros-

pekt, le Taller, Radeis, Joseph Van

den Berg ainsi que 4 litres 12, Ta

Fantastika, les Ateliers de recherche

chorégraphique, la Compagnie

Régine Chopinot, Suzanne Linke,

François Verret, Kiva et Merce

de Bordeaux-Aquitaine et aussi le

big band de Martial Solal, ainsi que

du funk, avec Rip Rig + Panic, les

Shows a gay a de Thierry Roth Pla-

ten et Divine. Le programme

cinéma comprend des rétrospectives

Depardon, Ulrike Ottinger, John

Waters, etc. Une nuit du court

métrage, une autre du film publici-

taire sont prévues. Carte blanche est

donnée au CREPAC et au Collectif

jeune cinéma; il y aura de la vidéo

- dont les œuvres de Jean-Luc

Godard. Des expositions, ensin, pro-

posent des œuvres de Jean-Paul

Chamba, Bernard Lassus, Kowalski.

Cunningham. Il y aura l'orchestre

tro, ou rigolent ensemble, ou se battent sans raison apparente, sauvagement. Il est arrivé à chacun, aux abords des gares, de se détourner des fantômes livides qui ne voyagent iamais. Peut-être est-il arrivé à quelques-uns de croiser, dans une cour d'hôpital, les vieillards gris dont l'existence condamnée a tordu les os, fait branler le cou.

Ces clochards new-look ou oldfashion brûlent les yeux comme le reflet fugitif de votre vérité. On a 'impression d'apercevoir son propre squelette, l'intérieur de ses viscères. là où on ne sait pas comment ça se passe. On éprouve alors un mélange d'horreur et de compassion, de la peur et aussi, quand on est en pleine confusion, on les envie. Eux au moins ont lâché la barre, ne se croient plus obligés de se tenir debout. Ils se laissent aller au courant du temps et n'en sont pas morts.

Devant la mort, ils en sont exactement au même point que les autres. leur angoisse est la même, ils ne savent ni plus ni moins ce qu'ils font là et pour combien de temps ils y sont. Mais eux osent s'abandonner au flot tiède de l'alcool, de tout ce qui peut amnésier la conscience, y compris la folie. Pourtant, le monde de la responsabilité et des lois ne se laisse pas oublier. La logeuse, la marchande de sommeil, s'en sert : elle se venge de son amant qui lui a préféré sa sœur, elle le fait arrêter pour avoir tué son mari au cours d'une ba-Le spectacle est tiré des Bas-

fonds, de Gorki, Il en reste l'intrigue centrale, la définition des personnages, leurs noms russes, queiques traces d'idéalisme moraliste, simple contrepoint à la dureté de cette cour des miracles contemporaine, à ce quart-monde de tous les temps. Vision poignante : les acteurs ne représentent pas des cas sociaux. Ils ren-

dent compte de ce qu'ils éprouvent en adoptant la défroque d'individus qui se sont mis à vivre en eux. Vision détachée : ces individus sont à part entière des personnages de théâtre dans un magnifique décor également de Gildas Bourdet. Les personnages vivent un temps

de théâtre, durée concentrée sur des situations outrées, dont le caractère tragique est sans cesse limé, raboté par les interventions du trivial. Les personnages ne sont pas des héros. Leur langage est théâtral, écrit pour être parlé, pour faire entendre les iaillissements volcaniques de vaines révoltes, les spirales des pensées atrophiées par la misère sans doute, et aussi la veulerie, l'incapacité de sélectionner les innombrables problèmes posés par le fait de vivre ensemble. Langage inventé, calculé, sur lequel s'appuient les acteurs.

Les Bas-fonds par la Salamandre. c'est du théâtre de texte. Il est, par moment, rendu incompréhensible par l'accent du Nord, comme pour rappeler qu'on ne peut pas tout comprendre de ces gens. Ils ont passé une porte et nous les regardons, sans nous amuser d'eux : les déchirements du violon trafiqué de Laurie Anderson qui arrivent par bouffées couperaient net, s'il en était besoin. toute velléité de rire...

Le speciacle se situe au-delà du pessimisme, au-dessus du désespoir. il dévoile brutalement ce que sont les bas-fonds des êtres humains glissés hors la loi. Il est d'abord et avant tout un spectacle - dont la fin a besoin d'être revue. Les images sont belles et vibrantes. les comédiens formidables et Marieff Guittier (Natacha, la sœur), sensationnelle.

COLETTE GODARD. * Théâtre Gérard Philipe, Saint-Denis, 20 h 30.

vembre, entre 14 heures et 20 heures

sans interruption, d'autres surprises

sont attendues, mais on ne dévoilera

pas les détours du - parcours musi-

cal et choregraphique » proposé par

le compositeur Marc Monnet, ni en-

core les secrets de sa partition les

Ballets roses : les cent quatorze

planches dessinées à l'intention des

enseignants et élèves des conserva-

toires à la suite d'une commande du

ministère de la culture ont été - in-

terprétées » une première fois lors

du dernier festival de La Rochelle.

Les voilà expérimentées pour le

première fois en présence de musi-

ciens : ici des percussionnistes ayant

travaillé sous la direction de Gaston

Sylvestre, et sur une autre partition

Pour la première fois depuis

1973, le Staatsoper de Berlin-Est vient

Elysées, où il présente les 4 et 5 janvier

- les Maîtres chanteurs - et les 7, 8,

Paris, au Théâtre des Champs-

évolutive. Musique inachevée.

ROCK

Telephone à Pantin

La tournée française de Telephone, qui avait du être interrompue, a redémarré les 5 et 6 novembre, à l'hippodrome de Pantin. Une première chose frappe: Telephone en a terminé avec le misérabilisme habituel aux groupes français. Sono (1), éclairages sont à la hauteur du matériel des Anglo-Saxons.

En attaquant par Dure limite, Telephone définit le ton d'un répertoire dont l'inspiration s'est affinée. Les quatre musiciens ont su pallier les défauts qui ternissaient' leurs précédentes tournées, où, étourdis par le succès, ils s'écoutaient jouer. Leur grande force est leur faculté de vivre la scène avec naturel et de faciliter l'identification du public qui, répond au quart de tour. Cinq mille personnes dansent et hurlent, connaissent les morceaux par cœur et les chantent, les classiques (la Bombe humaine, Argent trop cher, Crache ton venin, Hygiaphone) comme les nouveaux, écoutent attentivement les mélodies plus douces (Cendrillon) ou scandent le rythme du Chat, un morceau jazzy.

On a vu un groupe impressionnant, un groupe qui avait de la magie au bout des guitares, qui a des choses à dire et qui, simplement, les dit en français (2).

ALAIN WAIS.

(1) Une sono si éclatante que Henry Salvador, qui se produit tout près de là, en a fait partiellement les frais. (2) Le Monde Dimanche public ce jour un reportage sur la tournée Tele-

* Le 6 novembre à 20 h, à l'Hippodrome de Paris ; le 10 au Mans ; le 13 à Melun; le 12 à Annecy; le 15 à Toulouse ; le 16 à Bordeaux ; le 17 à Pau ; le 19 à Quimper ; le 21 à Nantes ; le 22 à Poitiers ; le 23 à Limoges ; le 25 à Saint-Étienne; les 26 et 27 à Montpellier ; le 29 à Dijou ; le 30 à Strasbourg ; le 1" décembre à Mulhouse ; le 2 à Be-

sançon; le 3 à Nancy; le 5 à Lille. * Discographie chez Virgin.

■ C'est le film de Pilar Miro, El Crimen de Cuenca (Espagne), qui a remporté à Bastia le grand prix du jury de premier Festival du film des cultures méditerranéennes (le Monde du 28 octobre). Un prix spécial est allé à Maria Zes, de Cottafavi (Italie), également récompensé par le public, et à l'Ombre de la terre, de Taieb Lonhichi (Tunisie). La critique a distingué Traversées, de Mahmond Ber Mahmoud (Tunisie).

■ Le film l'As des as, de Gérard Oury, avec Jean-Paul Belmondo (le Monde daté 31 octobre-1" novembre), a enregistré 463 000 entrées dans quarante-neuf salles (Paris et périphérie) au cours de la semaine du 27 octobre au 2 novembre. Ce score n'avait, à ce jour, jamais été atteint.

La Société protectrice des animanx organise le 6 novembre, salle Pleyel, à 21 heures, un gala animé nar Pierre Douglas, et au cours duquel sera projeté « Brisby », un dessin animé réa-lisé par les studios Walt-Disney (la révolte d'animanx dans un institut d'expérimentation). Brigitte Bardot a enregistre un disque qui sera rendu sur place (prix des places : 40 à 100 francs. Demi-tarif pour les enfants jusqu'à douze ans. Réservations :563-88-73).

Sigma 18 MUSIQUE à Bordeaux

DANS LA SECTION SON ET VOIX DE LA BIENNALE

« Les Ballets roses », de Marc Monnet

plutôt, portant des masques de vaches placides, une trentaine de visiteurs insolites se sont mêlés le vendredi .5 novembre en sin d'après-midi aux visiteurs de la Blennale, mimant les va-et-vient, arrêts, retours, déambulations des habitués des cimaises, telles attitudes d'admiration pénétrée ou d'indifférence flagrante. Egaillées dans les étages du Musée d'art moderne, ces fausses bētes ruminantes ont ensuite drainé un lot d'humains curieux vers le petit auditorium ou l'Italien Rodolfo Natale, chef de file du troupeau, devait présider une - conférence musicologique de dix minutes.

Déguisés en bovins ou disons

Cette • intervention • - on ne parle plus jamais de - happening . – était l'avant-dernière de la riche sèrie des manifestations proposées par la nouvelle section son et voix

Monory, Pondruel... * Renseignements: (56) 81-48-50, 81-48-52, 48-55-50.

de la Biennale, en liaison avec France-Culture.

Ce samedi 6 et le dimunche 7 no- 9 janvier « Taunhaliser ».

théâtre

LES SPECTACLES **NOUVEAUX**

VEGETAL PALACE. - L'Envol (347-33-06), sam. et dim., 20 h 45. Noblesse et bourgeoisie. – Comédie italienne (321-22-22), SOLEIL - Fontaine (874-74-40). sam., 23 h.

L'INVITATION. – Théâtre de la mer (589-70-22), sam., 21 h. ENTRE CHIEN ET LOUP. - Patit Athénée (742-67-27), sam., 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

OPERA (742-57-50), sam., 19 h 30 : Lear. COMEDIE-FRANÇAISE (296-10-20), sam., 20 h 30, dim., 14 h 30 et 20 h 30 : La vic est un songe. CHAILLOT (727-81-15), Grand Foyer, sam., 20 h 30 : les Petites Filles modèles. TEP (797-96-06), sam., 14 h 30: Vivre, Passion; 20 h 30 : le Chantier, dim., 15 h : le Chaptier, 20 h : Vivre, Passion. PETIT TEP (797-96-06), sam., 20 h 30, dim., 15 h : l'Essuio-mains des pieds.

BEAUBOURG (277-12-33), Cinémavidéo: same, dim., 13 h, 16 h, 19 h : nouveaux films B.P.L; sam., dim., 15 h: Arroyo, renvoi cinématographique; sam., dim., 19 h : Couleur et mouvement. -Theatre : sam., dim., 19 h et 20 h 30 : Tadensz Kantor; sam., dim., 21 h : Robert Ashley, Atalanta.

THEATRE DE LA VILLE (274-22-77) (au Théâtre de Paris), Petite salle : sam., 20 h 30, dim., 14 h 30 : la Fuite en Chine; Grande salle : sam., dim., 14 h 30 : Une journée particulière. CARRE SILVIA-MONFORT (531-28-34), sam., 21 h, dim., 16 h : Carré ma-

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), sam., 20 h 30, dim. 15 h 30 : Varieta ; sam., 22 h 30 : les Mirabelles.

ALLIANCE FRANÇAISE (544-72-30), sam., 20 h 30, dim., 17 h: Nkenge. ANTOINE (208-77-71), sam., 20 h 30, dim., 15 h 30 : Coup de soleil. ARTS HEBERTOT (387-23-23), sam., 21 h, sam. et dim., 16 h: l'Exil. ASTELLE - THÉATRE (238-35-53),

sam., 20 h 30 : le Malentendu : dim. 16 h : les Bonnes. ATELIER (606-49-24), sam, 21 h, dim, 15 h: le Nombril. ATHÉNÉE (742-67-27), salle L.-Jouvet,

sam., 21 h : Platonov ou l'homme sans BOUFFES DU NORD (239-34-50), sam. 20 h 30, mat. sam. 15 h : la Tragédie de

Campen. BOUFFES PARISTENS (296-97-03). sam., 20 h 30, dim., 15 h et 18 h 30 : En

sourdine les sardines. CARTOUCHERIE. - Th. de l'Aquarium (394-99-61), sam., 20 h; dim., 16 h; Correspondance; - Théâtre du Soleil (374-24-08), sam., 18 h 30 : la Nuit des rois ; dim., 15 b 20 : Richard 11.

CENTRE CULTUREL DE L'ABBAYE (354-30-75), sam., 20 h 30 : Chêne et CENTRE MANDAPA (589-01-60), sam_ dim., 20 h 45, dim. 15 h : Journal d'un

fou (dernière). C.L.S.P. (343-19-01) sam., 20 h 45, dim. 15 h : Dien nous gâte. CITÉ INTERNATIONALE, Grand ThésCOMEDIE CAUMARTIN (742-43-41), sam., 21 mat dim., 15 h 30 : Reviews dormir à l'Elysée.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (723-37-21), sam., 20 h 45, dim., 15 h 30 : Ça ira comme ça. COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), sam. 18 h 30 : 1ci et là ; 20 h 30 : Elle lui dirait

CONSTANCE (258-97-62), sam., dim. 20 h 30, dim., 17 h : le Bonhomme qui avait un lion (dernière).

DAUNOU (261-69-14), sam., 21 h, dim. 15 h 30 : La vie est trop courte. EDOUARD-VII (742-57-49), sam., 21 h, dira., 15 h : la Dernière Nuit de l'été. ESPACE-GAITÉ (327-95-94), sam. 22 h : Kadoch.

ESPACE-MARAIS (271-10-19), sam. 20 h 30 : le Mariage de Figaro; sam., 22 h 30, dim., 18 h : Une chèvre sur un nuage; Une tortue nommée Dostolevski. fondation deutsche de la MEURTHE (805-03-23), sam., 20 h 30 : Tambours dans la mit (der-

nière). FONTAINE (874-74-40), sam., 20 h 45, dim., 15 h et 18 h : Lili Lamont 18 h 30 : les Chaises.

GAITE-MONTPARNASSE (322-16-18). sam., 18 h 30, dim., 14 h 30 : l'Ile de Tulipatan; sam., 20 h 15, dim., 16 h 30: Vive les femmes; 22 h, dim., 18 h 30 : Michel Lagueyrie.

GALERIE 55 (326-65-51), sam., 20 h 30 A View from a Bridge. HUCHETTE (326-38-99), sam., 20 h 15: la Cantatrice chanve; 21 h 30: ia Lecon; 22 h 30 : le Cirque.

LA BRUYÈRE (874-76-99), sam., 21 h, sam et dim., 15 h: Au bois lacté. LUCERNAIRE (544-57-34), L sam. 18 h 30 : l'Homme lige ; 20 h 30 : la Papesse américaine; 22 h 15 + sam., 15 h: Numéro 4. - IL sam., 18 h 30 : Noces de sang; 20 h 30 : la Noce; 22 h 15 : Tchoufa - Petite Salle, 18 h 30 : Parkons

MADELEINE (265-07-09), sam., 20 h 45, sam, et dim, 15 h: Sodome et Gomorrhe. MARIGNY (256-04-41), sam., dim., 21 h, dim. 15 h : Amadeus. - Salle Gabriel (225-20-74) sam., 21 h: l'Education de

MATHURINS (265-90-00), sam., 21 h, dim., 15 h et 18 h 30 : L'avantage d'être MICHEL (265-35-02), sam, 18 h 15 et 21 h 15, dim., 15 h 30 : On dinera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), sam. 20 h 30, dim., 15 h : Joyenses Pâques. MONTPARNASSE (320-89-90), Grande Saile, sam., 21 h, dim., 15 h : R. Devos ; Petite Selle, sam., 21 h, dim., 16 h : Espalinos. NOUVEAUTES (770-52-76), sam,

20 h 30, dim., 15 h et 19 h : Hold-up pour ŒUVRE (874-42-52), sam., 20 h 30 : Sarah et le Cri de la langouste.

PALAIS DES GLACES (607-49-93), sam., 20 h 30, dim., 17 h: Rond comme un cube, Compagnie Philippe Genty. PALAIS-ROYAL (297-59-81), sam., 19 h 15 et 22 h : Panvre France. PÉNICHE-THÉATRE (245-18-20).

sam., 21 b : Nuit de rêve ; Bertrand. PLAISANCE (320-00-06), sam., 20 h 30, dim., 17 b : les Jaloux. POCHE-MONTPARNASSE 92-97), sam., 21 h : Flock.

POTINIÈRE (261-44-16), sam., dim., 20 h 45. dim., 15 h et 18 h 30, Sol.: Je m'égalomane à moi-même. 20 h 45, dim., 15 h : lc Charimari 18 h 30 : les Enfants du silence.

SAINT-GEORGES (878-63-47), sam. STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES tre (589-38-69), sam., 20 h 30 : Don Qui-(723-35-10), sam., 20 h 45, dim., 15 h et chotte; Galerie. sam., 20 h 30 : Oncle STUDIO TH. 14, (545-49-77), sam., Vania: Resserre sam., 20 h 30: Trois 20 h 30 : Point H. UGC BIARRITZ-UGC ERMITAGE-REX-UGC BOULEVARDS-BRETAGNE-CLUNY ECOLES QUINTETTE PATHE - MISTRAL - UGC GOBELINS - CONVENTION ST-CHARLES UGC GARE DE LYON - 3 SECRETAN - CLICHY PATHE - CINE BEAUBOURG LES HALLES PARLY 2 - MELIES Montrevii - CARREFOUR Pantin - ARTEL Nogent - ARTEL Créteil ARTEL Marne La Vallée • FLANADES Sarcelles • FRANÇAIS Enghien ALPHA Argenteuil • LES PERRAY Ste Geneviève-des-Bois • UGC Poissy

> MORRET SAADA RESINT ANÉMONE * GÉRARD JUGNOT

UGC Conflans - A.B.C. Sartrouville - CALYPSO Viry-Chatillon - GAUMONT Evry

ULIS 2 Orsay - DOMINO Mantes - VOX Rambouillet - 9 DEFENSE-4 TEMPS



Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles «LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES» 794.70.20 (lignes groupées) (de 11 heures à 21 heures,

Samedi 6, Dimanche 7 novembre

sauf les dimanches et jours fériés)

TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79), sam., 20 h 30 : Huis clos ; dim., 18 h 30 : l'Écume des jours ; sam., 20 h 30 ; dim., 15 h: la Maison de poupée; sam., 22 h; dim., 17 h: A. Allais; sam., 17 h, dim., 20 h 30 : Français, encore us effort. TANGO (272-17-78), sam., 20 k 30 : les

Horreurs de la victoire THL DES DÉCHARGEURS (236-00-02), sam, 20 h 30 : Bruissement d'elles; 22 h : Liberté d'action. THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), sum., .20 h 30 ; les Babas cadres ; sam.,

23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de THÉATRE EN ROND (387-88-14), sem., 21 h : Complet vestou sur mesure en trois

THÉATRE DE L'ÉPICERIE (272-23-41), sam., 20 h 30, dim., 16 h : Un amour ; sam., 18 h 30 : A la rencontre de

Marcel Proust. THÉATRE DU LYS (327-88-61), sam., 21 h. dim., 17 h : Voyage en Dualie. THEATRE DU MARAIS (278-03-53). sam., 18 h 30 : Le silence de la mariée; 20 h 30 : le Misanthrope.

THEATRE DE MENILMONTANT (366-60-60), sam., 20 h 30, dim., 17 h: 1936, l'espoir déçu, le Front populaire. THEATRE DE PARIS (274-22-77). Grande Salle, sam., 20 h 30, dim., 14 à 30 : Une journée particulière ; Petite Salle: sam., 20 h 30, dim., 14 h 30: la Faite on Chine.

THEATRE DE LA PLAINE (842-32-25), sam., 20 h 30 : la Nuit suspen-THEATRE PRÉSENT (203-02-55), sam., 20 h 30, dîm., 17 h : 1929 ou le Rêve américain.

THÉATRE DES 400 COUPS (633-01-21), sam., dim., 20 h 30 : Ma vie en vrac ; 22 h 30 : les Zavatars des zéros THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), sam., dim., 18 h 30 : Kalarippayat (deraière); 20 h 30, dim., 15 h:

les Strauss; - II. sam, 20 h 30, dim., 15 h: l'Ambassade, THÉATRE 13 (588-16-30), sam., 20 h 30, dim_ 15 h : Lorenzaccio. THEATRE DU TOURTOUR (887-82-48), sam., 18 h 30 : Un bain de ménage; 20 h 30 : Le mal court; 22 h 30 : le

Radeau d'asphake. TRISTAN BERNARD (522-08-40), sam. 20 h 30, dim., 15 h et 18 h 30 : Le retour du héres. VARIÉTÉS (233-09-92), sam., 20 h 30,

dim., 15 h et 18 h 30 : Chéri. La danse ALLIANCE FRANÇAISE (544-41-42), sam., 20 h 30, dim., 17 h: Théâtre natio-

nai du Zaîre. ESCALIER D'OR (523-15-10), sam., 21 h : Camera Incida-Camera oscura. GALERIE A.-OUDIN (271-83-65), sam., 20 h 15: Karine Saporta-PASSERELLES (543-99-41), sam., 20 b 30 : M. Vossen-S. Kessler. OUATRE-TEMPS (773-65-11), sam. 21 h; dim, 18 h 30 : Tamer. AMERICAN CENTER, stm. 21 h : Ch. Moulton.

Le music-hall BOBINO (322-74-84), sam., 20 h 30, dim., 16 h : G. Moustaki. CASINO DE PARIS (285-00-39), sem., 21 h, dim., 15 h : Timo Rossi. ELDORADO (208-45-22), sam., 20 h 30,

dim., 15 h : Fantasias do Brasil (der-nière). GYMNASE (246-79-79), sam., 21 h. dim., 15 h : le Grand Orchestre du Splendid. LUCERNAIRE (544-57-34), dim. 20 h 30 : D. Mac'Avoy. NOUVEAU CHAPITEAU-PORTE DE

PANTIN (758-27-43), dim., 15 h, sam., 15 h et 21 h: H. Salvador. PALAIS DES CONGRÈS (758-27-78), sam., 15 h et 20 h, dim., 14 h et 17 h 30: OLYMPIA (742-25-49), sam, dim., 21 h, dim., 14 h 30 : P. Sébastien. THL DES CHAMPS-ELYSÉES (723-

47-77), sam., 20 h 30, dim., 21 h, mgt. sam. et dim., 14 h 30 : M. Marcean. TH. DE LA PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), dim., 15 h, sam., 15 h et 20 h 30 : A. Cordy. TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), sam., dim., 21 h 30 : Café

PLEYEL (563-88-73), 20 h 45 : Pierre-Dongins. Les opérettes

RENAISSANCE (208-21-75), sam. 14 h 30 et 20 h 30 : dim, 14 h 30 et 18 h 30 : le Vagabond tzigane. Les concerts SAMEDI

FIAP, 20 h 30 et 22 h 30 : S. Marendez, J.-F. Tillard · (Mozart, Schubert, THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 18 h : Orchestre des concerts Pasdelonp, A. Bernard (Beethoven, Hummel, Dvo-

L'ATTROUPEMENT à CHOISY-LE-ROI

jusqu'au 14 novembre « L'ENEIDE »

rėussite remarquable... » C. Godard. au Théâtre Paul-Eluard

890.89.79

« ... entreprise folle,

POCHE MONTPARNASSE, sam., 19 h : Roland Dyens, guitare (Villa-Lobos, EGLISE SAINT-MERRI, 21 h : Ouatmor de clarinettes de Genève (Ulh, Macs,

Bozza, etc.).

SALLE CORTOT, 20 h 45 : C. Laporte, L. Colladant (Schubert, Schumann, ÉGLISE SUÉDOISE, 18 h : Quatrior scandinave (Mozart, Schubert, Borodine).

LUCERNAIRE, 21 h : Ch. Mortagne, L. Sibourd (Schumann, Schubert, Pou-ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. 21 h : la Grando Écuric et la Chambre du

Roy (Beethoven) SALLE GAVEAU, 17 b : Quintetto Faure (Fauré, Franck); 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Wallez, alto: Birgit Finnila (Beethoven, Haendel, RADIO-FRANCE, Grand Auditorium,

16 h : Orchestre national de France, dir. M. Luig (Ferrari). ECLISE SAINT-GERVAIS, 16 h 30 A. Sickiersky. BIBLIOTHÉQUE BEAUGRENELLE, 16 b 30 : H. Nagorsen, F. Martin.

DIMANCHE

NOTRE-DAME, 17 h 45 : G. Decker (Sowerby, D. Pinkham, Duruflé). ÉGLISE SAINT-MERRI, 16 h : Ensemble vocal, six voix « Time flees» (Pales-

THEATRE DU ROND-POINT, 11 h : P. Gallois, L. Laskine, J. Koerner (Spohr, Bochsa, Donizetti...) SALLE GAVEAU, 17 h 30 : Ensémble orchestral de Paris, dir. P. Wallez, alto: Birgit Finnila (Beethoven, Haendel,

Bach), S. Richter (Szymanowski). ÉCLISE SAINT-LOUIS-DES-INVA-LIDES, 17 h: M.-CL Alain (Alain). ORATOIRE DU LOUVRE, 15 h 30 : Chorale Landate Dominum (Beethoven, Mozart, Sweelinck...). CENTRE CULTUREL CANADIEN, 17 b : Wilson, McAllister (Carulli, Bach,

EGLISE DES BILLETTES, 17 h : Ph. Corre, E. Exerjean (Mozert, Schubert, ASSOCIATION CULTURELLE ET AR-TISTIQUE DU 12. 15 h 30 : Ensemble instrumental à vent de Paris (Vivaldi, Rossini, Ibert).

Petit, Presti...).

THÉATRE DE LA BASTILLE, 20 b 30 : Barsana Hendricks; Neil Shicoff (Verdi, Offenbach, Puccini, Gound). POCHE MONTPARNASSE, 17 b : Roland Dyens, guitare (Villa-Lobos).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), sam., dim., 21 h 30 : Marc Lafer-CAVERNE D'ALIGRE (340-70-28). sam., 20 h 30 : Azenzar. CHAPELLE DES LOMBARDS (357-

24-24), sam., 22 h; Avan. Van; dim., 1 h 22: Roots of Exile. CHEVALIERS DU TEMPLE (277-40-21), sam., dim., 22 h et 24 h : les Etoiles (dernière). CLOTTRE DES LOMBARDS (233-

54-09), sam., dim., 20 h: F. Gueière: sam., 23 h : Azaquita y su Melao. DUNOIS (584-72-00), sam., 20 h 30 : R. Guerin. HIPPODROME DE PARIS (205-25-68).

sam_ 20 h : Telephone : dim : Tropica NEW MORNING (523-51-41), sam. H. Gnédon. PALACE (246-10-87), sam., 19 b 30: J. PALAIS DES SPORTS (828-40-90).

sam., 20 h 30, dim., 17 h. : J. Hallyday.

PETIT JOURNAL (326-28-59), sam., 21 h 30 : Preistac Jazz PETTT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : M. Valois, A. Hervé, J. Bardy, F. Lailean (demière). SLOW CLUB (233-84-30), sun., 21 h 30:

Les festivals

CL Luter.

FESTIVAL DE L'ILE DE FRANCE

(723-49-84)PARIS, Église Saint-Louis en I'lle, dirn., 16 h : Ensemble vocal et instrumental de la Chapelle royale, dir. : Ph. Herreweghe (Buns, Wolf, Webern).

OINVILLE-SUR-MONTCIENT, Eglise Saint-Séverin, sam., 16 h : Ensemble vocal M. Piquemai (Schubert). SERVON, Église Sainte-Colombe, sam, 20 h 45 : Ensemble vocal et instrumental de la Chapelle royale.

VALENTON, Église Notre-Dame de l'Assomption, sam., 21 h : Solistes de la Chapelle royale.

FESTIVAL D'AUTOMNE (296-12-27)

THÉATRE GÉRARD-PHILIPE DE SAINT-DENIS (243-00-59), sam. 20 h 30, dim., 17 h : les Bas-Fonds. CENTRE GEORGES-POMPIDOU (274-42-19), sam., 19 h et 20 h 30, dim., 16 h et 17 h 30 : Kantor; Forom; sam., dim., 21 h: Atalama. GENNEVILLIERS, Chapiteau (793-

63-12), sam., 20 h 30, dim., 17 h: Leonce

cinema (278-47-86).

Les films marqués (*) sout interdits sux moias de treize ans, (***) aux moias de dix-

La Cinémathèque CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI 15 h : Fox (1915-1935) : The first year, de F. Borzage; 17 h, Onick millions, de R. Brown; 19 h, carte blanche à W.K. Everson: Filles de pirates, de M. Tourneur; 21 h, Brief ecstasy, de E.T. Greville. DIMANCHE

15 h : Fox (1915-1935) : Chandu the magician, de M. Varnel et W.C. Menzics; 17 h, Sheriock Holmes, de W.K. Howard; 19 h, carte blanche à W.K. Everson: le Retour de Bulldog Drummond, de R. del Ruth; 21 h, Among the living de S. Heis-

BEAUBOURG (278-35-57) SAMEDI

15 h : Dix ans de cinéma italien ; les Chemises rouges, de G. Alessandrini; 17 h, Anna, d'A. Lattuada; 19 h, rétrospective du cinéma bulgare (1958-1982) : Avantage, de G. Dulguerov; 21 h, hommage à M. Rozsa: Voyage fantastique de Sinhad, de G. Hessler.

DIMANCHE 15 h : Dix ans de cinéma inslien : Bellissima, de L. Visconti; 17 h : Rome-Paris-Rome, de L. Zampa; 19 h, rétrospec-tive du cinéma bulgare (1958-1982) : la Piscine, de B. Jeliazkova; 21 h, hommage à

M. Rozsa; C'était domain, de N. Meyer. Les exclusivités ALEXANDRE LE GRAND (Grec, v.c.): Action Christine, 6 (325-47-46) : Escurial, 13 (707-28-04).

AMÉRIQUE INTERDITE (A. v.f.) (**):_Rio-Opéra, 2* (742-82-54); Cluny-Ecoles, 5 (354-20-12); U.G.C. Rotonde, 6 (633-08-22); Normandie, 8 (359-41-18); U.G.C. Marbeni, 8 (225-

L'AS DES AS (Fr.) : Gammont Halles, 1 = (297-49-70); Berlitz, 2 (742-60-33); Richellen, 2 (233-56-70); Saint-Germain Studio, 5 (633-63-20); Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Ambussade, 8. (359-19-08); Publicis Champs-Elysées, 8 (720-76-23); Le Paris, 8 (359-53-99); Saint-Lezare Pasquier, 8 (387-35-43); Français, 9 (770-33-88); Hollywood Bd, 9* (770-10-41);
Nation, 12* (343-04-67); Paramount
Bastille, 12* (343-79-17); Fauvette, 13*
(331-60-74); Paramount Galaxie, 13*
(580-18-03); Gaumont Sud, 14* (327-84-50); Montparnasse Pathé, 14* (320-12-06); Bienvenile Montparnasse, 15*
(544-25-02); Gaumont Convention, 15*
(828-42-27); Victor Hugo, 16* (727-49-75); Paramount Maillot, 17* (758-24-24); Wepler, 18* (522-46-01); Gaumont Gambetta, 20* (636-10-96).

AVEC LES COMPLIMENTS DE L'AU-TEUR (A. v.o.): U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08): U.G.C. Rotonde, 6 (633-08-22); U.G.C. Champs-Elysées, 8s (359-12-15); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15s (575-79-79); (v.f.); U.G.C. Boulevard, 9- (770-10-41); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Montparnos, 14 (327-

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE

PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8 (562-

41-46). - V.f.: 3 Haussmann, 9- (770-

LE BEAU MARIAGE (Fr.): Marais, 4 BLADE RUNNER (A, v.o.) (*) : Quartier Latin, 5- (326-84-65); Marignan, 8-, (359-92-82); - V.f.: Impérial, 2. (742-

72-52); Montparnasse-Pathé, 14 (322-19-23). LES CADAVRES NE PORTENT PAS LA LOTERIE DE LA VIE (Fr.) : Marais, DE COSTARDS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (271-52-36); Quintette, 5- (633-79-38); Marignan, 8- (359-92-82); Elysées Lincoln, 8- (359-36-14); Parnassiens, 14 (329-83-11); Calypso, 17 (380-30-11); V.f. : Berlitz, 2 (742-

60-33); Montparnasse-Pathé, 14 (322-19-23); Gaumont-Convention, 15 (828-CLASS 1984 (A.) (**) : V.J.: Maxéville, 9- (770-72-86).

COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ETE (A., v.o.) : Forum, 10 (297-53-74); Studio Alpha, 5 (354-39-47); Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Monte-Carlo, 8 (225-09-83). - V.f.: Paramount Marivaux, 2 (296-80-40); P2ramount Opéra, 9 (742-56-31); Para-

LES FILMS NOUVEAUX

BRITANNIA HOSPITAL, film asglais de Lindsay Anderson. V.o.: Hantefeuille, 6 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Parnassiens, 14 (329-83-11); V.f.: Lumière, 9 (246-49-07); Maxéville, 9 (770-72-86); Nation, 12 (343-04-67); Fauvette, 13 (331-56-86); Les Images, 18 (522-47-94). LE QUART D'HEURE AMÉRI-

CAIN, film français de Philippe Galland. Rex. 2 (236-83-93); Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Chury-Ecoles, 5 (354-20-12); Quintette, 5 (633-79-38); Bretagne, 6 (222-57-97); U.G.C. Biarritz, 8 (723-69-23); U.G.C. Ermitage, 8 (359-15-71); U.G.C. Boulevard, 9 (770-11-24); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (436-73-44); U.G.C. Gobelins, 13° (336-23-44); Mistral, 14° (539-52-43); Saint-Charles, 15° (579-33-00); Clichy Pathé, 18° (522-46-01); Secrétan, 19° (241-77-99). THE THING (*), film américain de John Carpenter, V.o. : Movies, 1= (260-43-99); U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); Normandie, 8- (359-41-18); V.f.: U.G.C. Opera, 2 (261-50-32) : Grand Rev 3: (336. 83-93); U.G.C. Gobelins, 13° (336-23-44); Miramar, 14° (320-89-52); Mistral, 14° (539-52-43); Margie Convention, 15° (828-20-64); Murats, 16 (651-99-75); Clicky Pathé, 18 (522-46-01).

QUE LES GROS SALAIRES LE-VENT LE DOIGT, film trançais de Denys Grazier-Deferre. Paramount
Marivanx, 2* (296-80-40); U.G.C.
Opéra, 2* (261-50-32); Studio Médicis, 5* (633-25-97); Paramount
Odéon, 6* (325-59-83); Publicis
Saint-Germain, 6* (222-72-80); Paramount City, 8* (562-45-76); Paramount Opéra, 9* (742-56-31); Paramount Galaxie, 13* (580-18-03);
Paramount Montroverses 14s (320) Paramount Montparmese, 14 (329-90-10); Convention Saint-Charles. 15 (579-33-00) : Paramount Maillot, 17º (758-24-24); Paramount Montmartre, 18 (606-34-25); Secrean, 19 (241-77-99); Max Linder, 9 (770-40-04).

mount Bastille, 12" (343-79-17): Paramount Gobelins, 13 (707-12-28); Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10); Paramount Orléans, 14 (540-45-91); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00); Paramount Maillot, 17

(758-24-24) : LA COTE D'AMOUR (Fr.) : Gaumont Halles, 1= (297-49-70); Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, & (387-35-43) : Montparnasse Pathé, 14

(320-12-06). COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Gaumoni-Halles, 1º (297-49-70); Hautefenille, 6º (633-79-38) : Gaumont Champs-Elysées, * (359-04-67). - V.f.: Berlitz, 2º (742-60-33); Montparmasse Pathé, 14 (320-

DEUX HEURES MOINS LE QUART AVANT JESUS-CHRIST (Fr.) : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70); Richelieu, 2 (233-56-70); Chuny-Palace, 54 (354-07-76); U.G.C. Danton, 64 (329-42-62); Marignan, 8 (359-92-82); Biarritz. 8 (723-69-23); Saint-Lazare Pasquier. 8" (387-35-43); Maxéville, 9-(770-72-81); Athéma, 12: (343-00-65); Nation, 12: (343-04-67); Fauvette, 13: (331-60-74): Montparpasse-Pathé, 14 (322-19-23); Parnassiens, 14 (329-83-11); Gaumoni-Sud, 14 (327-84-50); Gammont-Convention, 15 (828-42-27): Wepler, 18 (522-46-01); Gaumoni-Gambetta, 20 (636-10-96).

DIVA (Fr.) : Vendôme, 2 (742-97-52) : Panthéon, 5 (354-15-04); Ambassade, 8: (359-19-08). DOUCE ENQUÊTE SUR LA VIO-

LENCE (Fr.) : Forum, I= (297-53-74);

A PARTY

The second secon

Studio Logos, 5 (354-26-42); Olympic-Entrepot, 14 (542-67-42). le dragon du lac de feu (a., v.o.): Ermitage, 8 (359-15-71), soirée. - V.f.: Rex, 2 (236-83-93); Danton, 6 (329-42-62); Ermitage, 8 (359-15-71), mat.; U.G.C.-Gare de Lyon, 12º (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13° (336-23-44); Miramar, 14 (320-89-52); Mis-14 (539-52-43) : Magic-Convention, 15 (828-20-64);

Music, 16 (651-99-75); Napoléon, 17 (380-41-46). TÉTAT DES CHOSES (AIL, v.o.) : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70); Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18); Pagode, 7º (705-12-15); Marignan, 8º (359-92-82); Parnassicus, 14 (329-83-11). LA FÉLINE (A., v.o.) (*) : George-V, &

(562-41-46). LA FEMME TATOUÉE (Jap., v.o.) (*): Saipt-Germain Huchette, 5º (633-63-20); Elysées-Lincoln, 8 (359-36-14); Parnassiens, 14 (329-83-11). LE GENDARME ET LES GENDAR-METTES (Fr.) : Rex, 2 (236-83-93) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); Normandie, 8 (359-41-18); U.G.C. Boulevard. 9º (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12. (343-01-59); Athéna, 12. (343-00-65); U.G.C. Gobelius, 13= (336-23-44); Mistral, 14 (539-52-43); Magic-Convention, 15- (828-20-64); Murat, 16 (651-99-75); Paramount-Mailiot, 17 (758-24-24); Images, 18 (522-47-94). Secrétan, 19- (241-77-99) :

Tourelles, 20 (364-51-98). LE GRAND FRÈRE (Fr.) (*) : Moutparmasse 83. 6 (544-14-27). LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Li

naire, & (544-57-34). L'HONNEUR D'UN CAPITAINE (Fr.): Paramount Marivanx, 2 (296-80-40); Paramount Odéon, 6º (325-59-83); Paramount City, 8 (562-45-76); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10); Passy,

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.): Olympic Saint-Germain, 6 (222-

4 (278-47-86). MAD MAX II (Anstr., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6º (633-10-82); U.G.C.

Marbeuf, 8 (225-18-45). - V.f. : Maxéville, 9. (770-72-86). LA MAISON DU LAC (A., v.o.): U.G.C. Marbeul, 8 (225-18-45). MAMAN IXE. (Fr.) (**): Saint-Severin,

5 (354-50-91). MAMAN (QUE MAN) (**): Saint Séverin, 5 (354-50-91). MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Ambessade, 8 (359-19-08) mat; Acacias, 17-(764-97-83), mer., s., dim. MEURTRES A DOMICTLE (Fr.-Bel.):

U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32): U.G.C. Marteof, 8 (225-18-45). LES MISÉRABLES (Fr.) : Gaumont-Halles, 1º (297-49-70); U.G.C. Opera. 2* (261-50-32); Richeliett, 2* (233-56-70); Hautefeuille, 6* (633-79-38); U.G.C. Odéon, 6* (325-71-08); Montparnesse 83, 6* (544-14-27); Colisée, 8* (359-29-46); U.G.C. Normandie, 8* (359-41-18); George V, 8* (562-41-46); Français, 9* (770-33-88); U.G.C. Gare de Lyon, 12* (343-01-59); Français de Lyon, 12 (343-01-59); Fauvette, 13 (331-60-74); Montparnes, 14 (327-52-37); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50); Magic-Convention, 15 (828-20-64);

Mayfair, 164 (525-27-06) : Clichy-Pathé.

18 (522-46-01); Gaumont-Gambetts.

20- (636-10-96).

MISSING (PORTÉ DISPARU) (A. v.o.) : Epéc de Bois, 5. (337-57-47). MOURIR A TRENTE ANS (Fr.) : 14 Juillet Parmasse, 6: (326-58-00). LA NUIT DE SAN LORENZO (IL. v.o.) : Ciné Beanbourg, 3 (271-52-36) ; 14-Juillet Racine, 6 (633-43-71); 14-Juillet Parnasse, 6 (326-58-00); Biarritz, 8 (723-69-23); 14-Juillet Bastille. 11: (357-90-81); P.L.M. Saint-Jacques. 14 (589-68-42); 14-Juillet Beaugre-nelle, 15 (575-79-79); v.f.: U.G.C.

(327-52-37); Clichy Pathé, 18 (522-LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.) : Paramount Montmartre, 18 (606-34-25). LE PÈRE NOËL EST UNE ORDURE (Fr.) : Biarritz, & (723-69-23).

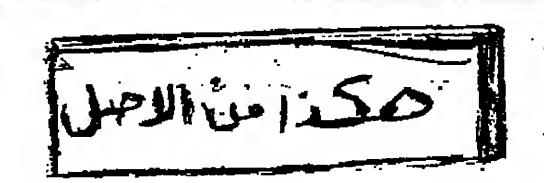
Opera, 2 (261-50-32); U.G.C. Boule-

vard, 9 (770-11-24); Montparnos, 14

PETIT JOSEPH (Fr.): Berlitz, 2º (742-60-33); Saint-André-des-Arts, 6º (326-48-18); Ambassade, 8 (359-19-08). PINE FLOYD THE WALL (A. v.o.) Saint-Michel. 5 (326-79-17); Elysées Lincoln, 8 (359-36-14). POLENTA (Sais.) : Marais, 4 (278-

47-86). POLTERGEIST (A., V.o.) (**): Cing Beaubourg, 3 (271-52-36); Paramount Odéon, 6 (325-59-83) : Paramount Mencury, 8 (562-75-90); Publicis Matignor; 8 (359-31-97). - V.I.; Paramount Marie

Le film d'Emmanuel Braquet sur le Népal « UN ROYAUME DE L'HIMALAYA » sera bien projetė Salle Pleyel dimanche 7 novembre à 14 h 30



COMMUNICATION

vaux, 2 (296-80-40) ; Paramount Opera. 9 (742-56-31) : Paramount Bastille, 12 (343-79-17); Paramount Galaxie, 13° (580-18-03); Paramount Montparnasse. 14° (329-90-10); Convention Saint-Charles, 15° (579-33-00); Paramount Montmartre, 18 (606-34-25) PORKY'S (A., v.f.) ; Français, 94 (770-

33-88). QUERELLE (All., v.o.) (**): Forum, I= (297-53-74).; Olympic Lexembourg, 6-(633-97-77): LE SECRET DE VERONIKA VOSS (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (634-

STAR TREK II: LA COLÈRE DE KHAN (A., 9.0.); Chuny Palaon, 5 (354-07-76); Marignan, 8 (359-92-82) Kinopenorama, 15 (306-50-50), - V.f.; Richelieu, 2 (233-56-70); Montparnasse 83, 6. (544-14-27); Paramount Opéra, 9: (742-56-31); Gaumont Sud 144 (327-84-50); Images, 184 (522-

TIR GROUPÉ (Fr.) (*): Paramount City, 8 (562-45-76); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Galaxie, 13 (580-18-03); Paramount Montparnasse, 14º (329-90-10); Paramount Montmartre, 18 (606-34-25).

TOUTE UNE NUTT (Belg.) : Hautefeuille, 6° (633-79-38) : Otympic Laxen-bourg, 6° (633-97-77) : Pagode, 7° (705-12-15); Olympic Balzac, 8s (561-10-60); Olympic Entrepot, 14s

(542-67-42). LA TRUTTE (Fr.): Colinée, 8º (359-29-46).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.): Movies, -le (260-43-99); Saint-Michel, 5: (326-79-17); George-V, 8: (562-41-46); Colisée, 8: (359-29-46); 14-Juillet Beaugre-nelle, 15: (575-79-79). — V.f.: Impérial, 2: (742-72-52); Richelien, 2: (233-56-70); Montparnasse 83, 6" (544-14-27); Nation, 12" (343-04-67); Fauverte, 13r (331-56-86); Montparnos, 14r (327-52-37); Clichy Pathé, 18r (522-

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.): Form, 1= (297-53-74); U.G.C. Danton, 6* (329-42-62); Bretagne, 6- (222-57-97); Biarritz, 8- (723-69-23); U.G.C. Boule-vard, 9- (770-11-24); 14-Juillet Bastille, 11° (357-90-81); Mistral, 14° (539-

UNE HISTOIRE SANS IMPORTANCE (Fr.): Marais, 4 (278-47-86).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10). YOL (Ture, v.o.): 14-Juillet Parnasse, 6-(326-58-00); U.G.C. Odéon, 6- (325-71-08); U.G.C. Biarritz, 8º (723-69-23); 14-Juillet Bastille, 11° (357-90-81); 14-Juillet Beangrenelle, 15° (575-79-79). — V.f.: U.G.C. Opéra, 2° (261-50-32); Bienvenüe Montparnasse, 15- (544-25-02).

Les festivals

Services

4: 18:00 4: 18:00

A CALLED HA

. 31 --

BUSTER KEATON: Marais, 4º (272-47-86) : mer., Steamboat Bill Jr; jeu., le Mécano de la General : ven. Sher-lock Jr; sam., les Lois de l'hospitalité; dim., Fiancées en folie; hun., le Dernier Round; mar., la Croisière du . Naviga-

LA COMEDIE MUSICALE: Du merveilleux au drame (v.o.): Bonaparte, 6 (326-12-12) : mer., sam, dim., Papa longues jambes; jeu., mar.sam., dim, Ca-rioca; ven., lun., sam., dim., l'Entrepre-nant M. Petrov; Ll.j. 22 h, si dim, 14 h.,

CYCLE NIKITA MIKHALKOV (v.o.) Cosmos, 6º (544-28-80), mer. Je me balade dans Moscou (v.f.), jeu., Partition inachevée pour piano mécanique; ven, Quelques jours de la vie d'Oblomov (v.o.); sam., Le Nôtre parmi les autres (v.f.); dim., Un nid de gentilhommes; hin., l'Esclave de l'amour; mar., Cinq

FESTIVAL BOGART (v.o.): Action La Fayette, 9º (870-80-50), mer., Dark Victory : jeu., En marge de l'enquête ; ven., les Fantastiques Années 20; sam., la Femme à abattre ; dim, le Grand Som-meil ; lun., le Mystérieux Docteur Clitterhouse; mar., les Passagers de la Nuil FESTIVAL GODARD, Studio 43, 94 (770-63-40) : Lettre à Freddy Buache ; l'Inventaire lauzanois; Ici, ailleurs, t.l.j. sf

mar. 18 h et 20 h. FESTIVAL J.-DEMY, Studio 43, 9 (770-63-40) : mar. 20 h30 ; la Luxure, la Baie des Anges.

JEUNES REALISATEURS DE COURTS-METRAGES, Studio 43, 9 (770-63-40): LLj. 22 b s.f. mar., sam., dim., 14 h, 16 h. REGARD SUR LE CINÉMA SOVIÉTI-QUE (v.o.), Républic-Cinémas, 119 (805-51-33), mer., jeu. : le Miroir ; ven. : Oncle Vania; sam. : Stalker; dim. : Cinq Soirées ; lun., mar. : Partition inachevée pour piano mécanique.

TEX AVERY Saint-Ambroise, 11 (700-89-16): (v.o.), sam., 19 h, dim., 18 h 30. LUIS BUNUEL/ROBBE-GRALLET+ Denfert, 14º (321-41-01), jen., 14 h 30, mar., 22 h : Glissements progressifs du plaisir (**); jeu., sam., dim., lun, 20 h: Tristans; ven., sam., dim., 22 h, mar., 20 h: le Charme discret de la bourgeoisie; dim., 17 h, mar., 14 h 30: la Voie lactée; ven., 17 h: Cet obscur objet du désir ; ven., 20 h : le Famôme de la li-berté ; sam., dim., 14 h 30 : le Journal d'une femme de chambre (+ C. M. les Ministères de la mit) ; mer., 20 h, jeu., sam, 17 h : l'Age d'or ; mer., 22 h, mar., 17 h : l'Eden et après ; mer. lun., 14 h 30, jeu., 22 h: Trans Europ Express; mer., 17 h. im., 22 h: L'homme

PESTIVAL NICHOLAS RAY (v.o.) : Espece Gané, 14 (327-95-94), 14 h. et 20 h : les amants de la nuit ; 16 h., 22 h : les Indomptables; 18 h., les Diables de

Guadalcanal. TOUTE L'ŒUVRE DE FRANÇOIS TRUFFAUT (v.o.): Olympic, 14 (542-67-42), mer., jen.: l'Homme qui simait les femmes; ven.: l'Enfant sauvage; sam. : l'Amonr en fuite; dim. : Les 400 coups, les Mistons; hun, mar., la Chambre verte.

PROMOTION DU CINÉMA (v.o.), Sindio 28, 18 (606-36-07), mer., Padre Padrone ; jeu., Sayat Nova ; ven., Easy Rider ; sam., le Grand Frère ; dim., mar. ; le Secret de Veronika Voss.

UNIVERSITÉ DE PARIS-SORBONNE CENTRE D'ÉTUDES CATALANES 39, rue de Boure-Tibourg (4º)

PHOTOGRAPHIES CATALANES DES ANNÉES 30

ta les jes sauf dimenche de 10 à 20 h

28 OCTOBRE - 22 NOVEMBRE - amrée libre

Samedi 6 novembre

PREMIÈRE CHAINE: TF 1 20 h 35 Droit de réponse.

Le ametrième fils.

L'émission de Michel Polac a pour thème : les flies.

Avec MM. R. Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police. R. Halbwax, secrétaire général du Syndicat indépendant de la police nationale, R. Naud, secrétaire général du Syndicat des commissaires, Mr J.-P. Mignard, avocat, et quatre journalistes : E. Plenel (le Monde), E. Young (le Quotidien de Paris), G. Marion (le Canard enchaîné), V. Brocard (Libération). 21 h 50 Série: Dallas.

Le naufrage d'un pétroller et la perse de 600 000 gallons ravit le sombre J.R. La compagnie Ewing est-elle ruinée et « Dallas » enfin terminé ? 22 h 45 Magazine d'actualité : Sept sur sept. De J.-L. Burgat, E. Gilbert, F.-L. Bonley.

Le grand témoin est M. Jacques Chirac, maire de Paris et président du R.P.R.

23 h 40 Journal. DEUXIÈME CHAINE: A 2

20 h 35 Variétés : Champs-Elysées. De M. Drucker et R. Coquet.

Avec P. Sébastien, K. Cheryl, le Cuarteto Cedron, le mime

Marceau, etc. 21 h 50 Série : Les Amis D'après un scénario d'A. Minkowski et A. Kostenko.

Avec M. Anioi, J. Jurewicz, A. Golejewski...

En Pologne, en 1945, trois jeunes hommes mettent tous leurs espoirs dans la naissance du parti ouvrier. Ces espoirs seront suivis de déceptions cuisantes au cours des années suivantes. Une série polonaise dense et forte, un document hélas toujours actuel. Histoires courtes : Café plongeoir.

Dans le cadre javellist d'une piscine municipale, un mon-sieur hâbleur drague la fille des vestiaires. Tout est dans

l'ambiance savamment construite par Alain Boivin (qui e déjà eu un prix pour un autre court métrage - Haute pres-sion fraicheur garantie -) et par les deux acteurs, Richard Bohringer et Béatrice Rola. 23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

20 h 35 On sort ce soir : Gassman en Avignon. Au Festival d'Avignon 82, avec D. Ausenda, L. Andreini M. Dossi Pagani, A. Prester; réalisation Y.-A. Hubert.
Au cours de son séjour d'une semaine en Avignon, FR3 Toulouse a filmé l'acteur Italien Vittorio Gassman lors d'une conférence de presse et dans une traversée de l'ancienne cité papale. On verra, pour notre plaisir, de nombreux extraits de son spectacle du 31 juillet 1982 : la fête de l'humour et de la générosité.

22 h 35 Journal 23 h 05 Prélude à la nuit.

Concert au château de Cadillac: Trio pour violon, violoncelle et piano, de F.-A. Boieldieu, avec M. Lefebure, violon, R. Bex, violoncelle, et A. Bez, piano.

FRANCE-CULTURE

29 h, Un Noël de Maigret, de G. Simenon. Avec J.-M. Thibault, S. Renant, M. Barbulée, C. Marchand... 21 h 55, Ad lib. 22 h 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

28 k 30, Concert (donné au Grosser Musikwereinssaal de Vienne, le 20 mai 1982) : - Das italianisches liederboch - de

Wolf, par L. Popp, soprano: I. Gage, accompagnement piano; H. Prey, baryton; H. Dentsch, accompagnement piano.

22 h 30, La nult sur France-Musique: musique de nuit; 0 h 5, Poissons d'or.

Dimanche 7 novembre

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

9 h 15 A Bible ouverts. 9 h 30 Foi et traditions des chrétiens orientaux.

10 h Présence protestante. 10 h 30 Le lour du Seigneur.

Messe célébrée avec les Carmélites de Saint-Germain-en-Laye. Prédicateur Père P. Talec.

Télé-foot. 13 h Journal. 13 h 20 Serie: Starsky et Hutch. 14 h 15 Jeu: Dira-dira pas,

15 h Sports dimanche. Basket : Antibes-Le Mans ; voile : route du Rhum. 17 h Pour vous.

18 h Série: Arnold et Willy. 18 h 30 Jeu: Qui êtes-vous? 18 h 55 Les animaux du monde. Magic dans un œil d'or. 19 h 25 Jeu: J'ai un secret.

20 h Journal 20 h 35 Cinéma: Le Pont de Remagen.

Film américain de J. Guillermin (1969), avec G. Segal, R. Vaughn, B. Gazzara, B. Dillman, E.G. Marsh. (Rediffu-Mars 1945. Un major allemand reçoit l'ordre de saire sauter le dernier pont sur le Rhin. Il hésite à l'exécuter. Les troupes

américaines avancent. Evénement militaire authentique, dans une reconstitution à grand spectacle. Le film rend compte de l'horreur de la guerre, sans privilégier - l'héroisme -.

2 h 30 Pleins feux. Magazine culturel de J. Artur et C. Garbisu. Des extraits de Lili Lamont, d'Arthur Withney, mise en scène de René Dupay; de Platonov on l'homme sans père, de Tchekhov, mise en scène de Daniel Mesguich; de l'Avantage d'être constant, de Wilde, et du Lear d'Aribert Reimann, à

l'Opéra de Paris, etc. 22 h 50 Sports dimanche soir.

23 h 10 Journal. 23 h 30 A Bible ouverte.

Le Livre de Job : - Tous coupables >.

DEUXIÈME CHAINE: A 2

9 h 40 Cours d'anglais. Gym tonic.

(Et à 10 h 45). 10 h 30 Magazine du cheval. 11 h 15 Dimanche Mactin.

Entrez, les artistes,

12 h 45 Journal.

13 h 20 Dimanche Martin (suite). Incroyable, mais vrai : 14 h 25, série : « L'homme qui tombe à pic » : 15 h 20, L'école des fans : 15 h 55, Les voyageurs de l'histoire : 16 h 25, Thé dansant.

17 h 5 Série : Les fils de la liberté. La course autour du monde.

Stade 2. 20 h Journal.

20 h 35 Variétés : La nouvelle affiche. De M. Le Marcis, réal. G. Barrier. Avec A. Bashung. Lalanne, Bono, Constantin, etc. 21 h 40 Document: Mœurs en direct.

(Guerre d'Algérie, mémoire enfouie d'une génération). L'amour des cœurs, réal. D. Chegaray et O. Doat. Première émission d'une série de trois consacrée à la guerre d'Algérie. Un homme revient dans son village natal vingt années après l'avoir quitté, et analyse la société algérienne des années 50 avant que se déclenche les hostilités. Un vrai document de création qui met en liaison étroite les hammes

22 h 35 Chefs-d'œuvre en péril : Les chemins de Une émission de P. de Lagarde.

La restauration et le sauvetage des belles locomotives des premiers temps des chemins de fer. 23 h 5 Journal,

TROISIÈME CHAINE: FR 3

images de... 10 h 30 Mosaïque.

Dossier-débat : Pourquoi la plupart des travailleurs immigrés sont-ils exclus de la promotion sociale ? Le choix.

Emission de l'association Contre-chant et du ministère des droits de la femme.

Les jeux du dimanche. Feuilleton: Rocambole. Ouvert le dimanche.

Voix publique avec les membres d'un atelier d'impression de gravures à Montmartre; 16 h. Musique : Igor Markevitch, chef d'orchestre, compositeur et musicologue; le Festival de Fenetrange et Guylaine Raffanel, soprano colorature, aux

Feuilleton sur

h Magazine de la photo : Flash 3. De J. Bardin, P. Dhostel et J. Equer.

La revue de presse : l'ancienne revue l'Illustration ; portrait de Dieuzede ; flash pratique ; concours, etc.

18 h 45 L'Echo des bananes.

Avec C. Bley, A. Bashung, Super Freego, Quartier Nord.

19 h 40 Spácial DOW-TOM.

Série : Bizarre, bizarre. 20 h 35 A la recherche du temps présent : Les

21 h 30 Aspects du court métrage français. Les quatre jambes de Marc Allégret; Au temps des cathé-draies, de Marc de Gastyne. 22 h 15 Journal

22 h 45 Cinéma de minuit : Caravane. venu à son château de Tokay pour les vendanges.

Version française d'un film-opérette tourné à Hollywood par un producteur et réalisateur allemand, rendu célèbre au cinéma par Le Congrès s'amuse. Une rareté, une curiosité. 0 h 20 Prélude à la nuit. Gaillarde et Courante, de J. Polak, par E. Chojnacka, clo-

FRANCE-CULTURE

8 L. Orthodoxie.

10 h. Messe, au monastère de Jouarre. 11 h. Regards sur la anusique : « Concerto nº 5 » de Mozart, par l'Orchestre symphonique Columbia et I. Stern.

14 h 5, La Comédie-Française présente : - La Parisienne », et - les Honnêtes Femmes », de H. Becque. 17 à 30, Escales de l'esprit : la comtesse de Ségur (François

20 b. Albatros: Nani Balestrini. 29 h 40, Atelier de création radiophonique : la mort de la famille Jones, par K. Mortley.

23 b. Musique: quatnor à cordes, par A. Féron avec des documents de Radio-France.

FRANCE-MUSIQUE

J. Brahms, Bizet, Ravel, Messiaen.

11 h. Concert (en direct du Théâtre du Rond-Point des Champs-Elysées, à Paris) : œuvres de Spohr, Bochsa, Rossini, Proko-

12 h 5, Magazine international: 14 h 4. D'une oreille l'autre.

19 k, Jazz vivant.

20 h. Les chants de la terre. 20 h 30, Concert: Les grands concerts d'archives; « Egmont ».
ouverture en fa mineur; « Concerto pour violon et orchestre »:
« Symphonie nº 3 » de Beethoven, par l'Orchestre de l'Opera de Berlin, dir. H. Adendroth; sol. D. Oistrakh, violon.

22 h 15, La pait sur France-Musique: Musique de nuit; 23 h Entre guillemets.

Opel Corsa: du cousu main. Les petites Opel \varTheta

Le choix.

la contraception. Chaque dimanche à 12 H sur FR3.

Festivals de Carpentras et d'Orange; 17 h, Littérature : por-trait de Michel Del Castillo, par Georges Haidas.

De V. Lamy.

horloges de la vie.

Réal. J. Audoir. Avec le professeur Alain Reinberg, directeur de recherche au L'un des pionniers mondiaux de la chronoblologie explique les grands rythmes de la nature.

Film français d'E. Charell (1934), avec Annabella, C. Boyer, P. Brasseur, C. Montenegro, M. Vallée, J. Rancourt. (N.) Une princesse hongroise, obligée, par le testament de son père, de se marier le jour de sa majorité, épouse un tzigane

8 h 30, Protestantisme. 9 h 10. Econte Israël. 9 h 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : le Grand Orient de France.

12 h 5, Allegro.
12 h 45, Musique: quatuor à cordes (et à 16 h 5 et 23 h).
14 h, Sons: à la campagne.

Bossu). 18 h · 30, Mia non troppo. 19 h · 10, Le cinéma des cinéastes.

8 à 2, Cantate: intégrale des cantates de J.-S. Bach.
9 à 10, Les matinées de l'orchestre: L. Stokowski; œnvres de

17. h. Comment l'entendez-vous ? M. de Falla, par J.-M. Nec-

deux de l'hebdomadaire Le Point Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Jacques Fauvet (1969-1982)

du - Monde - 5, r. des Italiens PARIS-IX Reproduction interdite de lous articles, sauf accord avec l'administration

Anciens directeurs: •

Hubert Beuve-Méry (1944-1959)

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437. ISSN: 0395 - 2037.

Perturbations dans la presse parisienne

Des arrêts de travail observés par les ouvriers des imprimeries de presse et des N.M.P.P., à l'appel du Syndicat du livre C.G.T., ont perturbé la sortie des journaux « nationaux », soit vendredi 5 novembre après-midi (le Monde), soit samedi 6 au matin, notamment France-Soir, le Figaro et l'Équipe. Le Figaro Magazine ne pourra être mis en vente que lundi.

intersyndical du Livre parisien C.G.T. dénonçait « le rejet par la direction du cabinet du ministre Le-Garrec d'un contrat de solidarité déposé pour l'ensemble des entreprises de la presse parisienne ., estimant qu'- une telle décision ne peut être ressentle que comme une démarche prosondément antisociale, dans la mesure où elle bloque les possibilités d'embauche de travailleurs chômeurs ». Le comité inter appelait les travailleurs à • se tenir mobilisės ».

Ce dossier, qui selon le Livre touche mille deux cents salariés, est ouvert en fait depuis le mois de juillet dernier entre les patrons de presse et le Syndicat du livre. Simultanément, des démarches étaient entreprises auprès des pouvoirs publics. Cependant, vendredi en sin d'aprèsmidi, M. Le Garrec, ministre delégué auprès du premier ministre, chargé de l'emploi, faisait part de sa

- stupéfaction - devant la réaction

Certains ne l'aiment pas et

Réuni vendredi matin, le comité du Livre, ses services n'ayant été saisis, selon lui, que « le 3 novembre d'un projet de contrat-cadre qui, dans le sond et dans la sorme, n'est pas conforme à la législation en vigueur. La commission permanente du comité supérieur de l'emploi, qui doit donner son avis avant la signature du ministre, ne pouvait donc en être saisie, conclut le communiqué.

> Pour sa part, le Syndicat de la presse parisienne - proteste contre les arrêts de travail - qui ont compromis la mise en vente des journaux. - Les éditeurs, ajoute le communique, constatent au'ils ne sont pour rien dans la décision du ministre de repousser à une date ultérieure l'examen d'un projet susceptible de satisfaire les demandes de leurs collaborateurs sans compromettre l'avenir de leurs entreprises. Ils déplorent une sois de plus d'avoir à supporter les consequences d'un conflit dont ils ne sont pas responsables. -

Barbara, la nuit

trouvent qu'elle « dramatise » trop - comme si on ne pouvait être sincère à tout e théâtraliser ». Elle a une drôle de manière de marcher, comme un crabe, par le côté, très vite, en avant ou en arrière, chaloupée et glissante, cassée et valsante. Mais elle joue avec sa voix comme si elle jouait avec sa vie, sur chaque note, s'écorchant dans les hauts et les bas de l'âme, laissant au passage comme sur des barbelés des souffrances palpitantes, des sons en forme de frisson. C'est extraordinaire chez Barbara ce mélange d'instinct, de risques et de travail, qui donne une intensité presque intolérable à l'ins-

Elle ressemble à un oiseau aux yeux cemés d'ombre, à un chat frôleur, à un vampire en cape, elle est funambule et drôle, marmotte impérieuse, nocturne, voyageuse, en perpétuelle mutation et toujours identique. Sur l'écran, si bien filmée par Guy

Sur Cité 96

CLASSIQUE

que dimanche (de 11 à 12 heures)

une heure de musique classique pro-

duite dans la salle d'actualité de la

Bibliothèque publique d'information

(B.P.I.) du Centre Georges-

Pompidou : « Classique-Actualité ».

Cette émission permettra de décou-

vrir les compositeurs et les inter-

prètes qui constitueront les événe-

ments grands ou petits de la

production discographique classi-

- Classique-Actualité - consa-

Les œuvres diffusées au cours de

crera sa première émission à Gabriel

ces émissions peuvent être écoutées

à la salle de la B.P.I. au Centre

★ Cité 96 - 96 MHz, dimanche 7 no-

• MM. Georges Valance et

François Bonnemain, nommés au

mois de mars dernier respective-

ment délégué du président de Radio-

France pour l'actualité et directeur

des services de la rédaction, ont

quitté cette société le 31 octobre.

Ces départs font suite, précise un

communiqué émanant de France-

Inter. - aux nominations récentes à

la direction de l'information », no-

minations jugées - incompatibles

avec leur maintien dans la société ._

Rappelons que la direction de l'in-

formation de la société a récemment

été consiée par M. Jean-Noël Jean-

neney, P.-D.G. de Radio-France, à

M. André Chambraud et à son ad-

joint, M. Claude Sales, venant tous

Fauré.

Georges-Pompidou.

vembre, 11 heures.

Cité 96 disTusera désormais cha-

valsante, on voyait deux taches blanches dans le noir absolu. Son visage, qui se transforme et se métamorphose à chaque instant, et sa main, comme un mouchoir Elle a tout surveille et suivi,

Job qui la suivait de près ou de

loin, d'en haut ou de derrière, de

la même manière buzarrement

paraît-il, dans ce document (qui constitue également une cassettel, la lumière, le son et iusqu'au montage ; elle a exigé que les caméras et les cadreurs soient vêtus de noir, pour qu'on ne les voit pas, pour qu'ils ne troublent pas cette communication palpable, entre elle et le public. Elle avait raison. Les flammes minuscules des briquets ont quelques chose d'émouvant, présences anonymes, apaisantes pour cette grande blessure de l'âme. On reconnaissait son propre cafard, le public fredonnait dans la nuit.

CATHERINE HUMBLOT.

TRIBUNES ET DÉBATS

SAMEDI 6 NOVEMBRE M. Jacques Chirac, maire de UNE HEURE DE MUSIQUE Paris et président du R.P.R., est le

grand témoin du magazine - Sept sur sept + sur TF I, à 22 h 45. **DIMANCHE 7 NOVEMBRE** M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du P.S., senateur de la Seine-Saint-Denis, est recu au Journal de 12 h 45 sur R.-

- M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., participe à l'émission le Grand Jury R.T.L.-- le Monde - sur R.T.L., à 18 h 15. M. François Léotard, secrétaire général du parti républicain, est invité au - Club de la presse -

d'Europe 1, à 19 heures. **LUNDI 8 NOVEMBRE** M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., est invité à l'émission « Plaidoyer » sur R.-

Le Monde

M.-C., à 8 b 30.

Service des Abounements 5, rue des Italiens **75427 PARIS CEDEX 09** C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois FRANCE 324 F 519 F 715 F 910 F TOUS PAYS ETRANGERS
PAR VOIE NORMALE 584 F 1 039 F 1 495 F 1 950 F

ETRANGER (par messageries) L - RELGIOUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 364 F 600 F 835 F 1.070 F

IL - SUISSE, TUNISIE 436 F 744 F 1 052 F 1 368 F Par voie acrienne Tarif sur demande. Les abonnés qui paiem par chéque postal (trois volets) vondront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus);

nos abonnés sont invités à formuler

leur demande une semaine au moins

evant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Venillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en

capitales d'imprimerie.

La régularisation des immigrés sans papiers

Nouvelles grèves de la faim

tugais – ogt entamé une grève de la faim, jeudi 4 novembre. dans une salle paroissiale de l'église Sainte-Monique à Nice, nous indique notre correspondant régional. « Nous travaillons en France depuis 1980 et plus, ont-ils expliqué dans un communiqué. Mais nos patrons avant toujours refusé de nous déclarer nous n'avons pas pu obtenir la régularisation de notre situation. Nous roulous pouvoir continuer à travailler, mais légalement. »

Cette grève de la faim fait suite à une manifestation de soutien des travailleurs immigrés, qui a eu lieu le vendredi 29 octobre à Nice (le Monde du 31 octobre). A la présecture des Alpes-Maritimes, on indique que six mille dossiers ont été instruits dans le cadre de la procédure de régularisation exceptionnelle décidée par le gouvernement l'an dernier et close depuis le 31 octobre. Sur ce combre, mille quatre cents ont été rejetés, soit plus de 23 % au lieu de 17% sur le plan national. Une centaine sont encore en sus-

La plupart des resus ont été opposés pour défaut de preuves d'un emploi stable des intéressés. Cette proportion élevée de nonrégularisations apparaît liée au fait que la majorité des travailleurs immigrés du département sert de volant de main-d'œuvre dans le bâtiment et les travaux publics, souvent sans contrat ou pour de brèves périodes ne justifiant pas de déclaration à la Sécurité sociale. L'administration présectorale s'est déclarée prête à ouvrir des enquêtes chaque fois qu'elle serait saisie de cas précis de travail au noir antérieur à la fin du délai de régularisation.

A Paris, vingt immigrés, maliens et sénégalais, observent, pour les mêmes raisons, une grève de la faim, dans le treizième arrondissement, depuis le 19 octobre. L'un des grévistes a été hospitalisé, jeudi 4 novembre.

Une déclaration de l'épiscopat

Ces grèves ont provoqué des réactions de solidarité. La commission épiscipale des migrations - déplore que des milliers d'inmigrès, qui ont pris le risque de présenter un dossier de régularisation voient définitivement refuser les cartes de séjour et de travail qui seules peuvent les sortir de la clandestinité. (...) La commission épiscopale reconnait les difficultés d'une telle situation pour les pouvoirs publics. Mais elle souligne aussi les irrégularités et insuffisances administratives, les len-

 six Maghrébins et deux Por- instructions qui ont rendu plus difficile la constitution des dossiers pour certaines catégories (...). La commission souhaite que les pouvoirs publics répondent aux demandes des grévistes par une négociation sur les bases d'une solution

> Plusieurs organisations dont l'union F.O. de la région parisienne, le parti communiste internationaliste, l'UNEF et des associations d'étrangers ont . réclamé la régularisation immédiate et sans condition - de ces immigrés, estimant que les déclarations gouvernementales sur « réussite de l'opération régularisation est un leurre ..

> De son côté, la FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les immigrés) demande que la soutien aux grévistes s'élargisse, notamment à l'occasion d'un meeting, le 6 novembre, à 14 heures, à la Bourse du travail de Paris. Appel entendu puisque la C.F.D.T., réticente, a apporté, vendredi son soutien aux grévistes.

CINQ CENT **QUATRE-VINGT-DIX** ÉTRANGERS ONT ÉTÉ « RECONDUITS A LA FRONTIÈRE »

Le Sénat a entendu, vendredi

après-midi 5 novembre, la réponse de M. Quillot, ministre du logement (remplaçant M. Defferre), sur la politique gouvernementale à l'égard des étrangers condamnés pour crimes ou délits de violence. M. Lombard sénateur R.P.R. de. Côte-d'Or, auteur de la question, ayant notamment condamné le laxisme » du pouvoir, le ministre lui a répondu : - Les modalités d'expulsion des étrangers qui constituent une grave menace pour l'ordre public sont sixées par la loi du 20 octobre 1981. Malgré les dispositions concernant les travailleurs immigrés, il existe en particulier une procédure d'urgence applicable en considération de la sûreté de l'État et de la sécurité publique. Il y est recouru si nécessaire ; trente et une expulsions ont été exécutées selon cette procedure, cent cinquante et une selon la procedure normale, et deux cent trente sont en cours d'exécution.

· Les étrangers qui se trouvent en situation irrégulière peuvent être reconduits à la frontière : cinq cent quatre-vingt-dix décisions de cette nature ont été prises. -

L'ANNULATION DE LA RÉUNION DE L'UNEDIC PAR LE C.N.P.F.

Coup de semonce

unilatéralement, d'annuler la dicats sur les économies à réaliser pour parachever le rééquilibrage des finances de l'assurance-chômage (UNEDIC)... provoquant 1'indignation des syndicats.

La colère du C.N.P.F. s'explique, seion ses dirigeants, par le nonrespect de la promesse faite par M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales, de compenser l'augmentation de la cotisation patronale à l'UNEDIC par un allégement proportionnel et simultané d'autres charges sociales pesant sur les entreprises.

Le « protocole » signé le 28 octobre par les employeurs, les syndicats et le gouvernement prévoyait un triple mécanisme : 1) majoration immédiate de la cotisation UNEDIC; 2) reprise des négociations, avec date-butoir, pour dégager environ 10 milliards d'économies avant le 20 novembre et régier le problème de la retraite (15 janvier); 3) mesures en faveur des entreprises. Mais, contrairement à ce qu'affirme le C.N.P.F., ce troisième voiet ne comportait aucune date. Certes, M. Bérégovoy avait oralement laissé entendre que rapisement des allégements seraient décidés, mais il ne s'était pas engagé sur un calendrier.

Le C.N.P.F., qui pouvait faire confiance au ministre des affaires sociales, toujours désireux d'accélérer la réforme, pour une suppression progressive des cotisations familiales. a. certes, été heurté par le projet présenté par M. Mauroy, qui maintient un décalage entre majoration et allégement des charges. Le patronat, qui doit faire face à la grogne de certains adhérents et même à une hostilité très grande des P.M.E. (qui semblent décidés à lancer une grève des consations, comme un de ses dirigeants nous le confiait récemment), a donc utilisé la méthode de la fujte en avavt, alors que de multiples indices confirment la réelle volonté du gouvernement d'alléger les charges des

entreprises. Une stratégie

Deux ministres se sont engagés à réduire les cotisations familiales et même à les supprimer totalementd'ici à 1988. Le calendrier des réformes législatives a été annoncé. projet de loi au printemps 1983 et prise en compte des retorribées financières de cette réforme dans la loi de finances pour 1984. Certes, un décret pourrait être adopté plus rapidement pour concrétiser ces engagerements... Mais le C.N.P.F. ne peut ignorer que les pauvoirs publics entendent bien procéder à une réforme de la Sécurité sociale, laquelle suppose concertation puis débat avec les parlementaires.

tionsmaladie pour les remplacer par un impôt spécifique sur l'ensemble des revenus. Il est vrai que le projet propose pour les firmes une opération neutre puisqu'il suggère de maiorer les salaires d'un montant égal à celui des cotisations patronales (1). Mais le patronat sait très bien que ce projet, même modifié, permettrait à la fois de mieux responsabiliser les assurés t de favoriser une politique salariale en faveur des ouvries et des smicards. En effet, le passage d'une cotisation dégressive à un nouvel impôt progressif, voire proportionnel, avantagerait toutes les personnes à faible revenu (2) et débloquerait ainsi un des verrous de la société francaise: des salaires ou revenus directs trop faibles qui ne motivent pas asseez le monde ouvrier et artisanal.

Réactions syndicales

Il est donc compréhensible que du côté syndical le refus du C.N.P.F. de négocier le 8 novembre ait été condamné. « La question de l'assurance-chômage est trop sérieuse pour qu'on se prête à des fantaisies », a déclaré M. Bergeron (F.O.). La C.G.C., qui juge d'une r extrême gravité » la décision du C.N.P.F. admet que le gouvernement n'a pas tenu compte des promesses de M. Bérégovoy, mais estime que ce n'est pas une raison suffisante pour trucider l'UNEDIC ».

inacceptable > et M. Edmond Maire a accusé le C.N.P.F. d'adopter « une attitude politicienne, une attitude d'opposition », faisant passer la sabilité des chefs d'entreprise dans l'économie ». La C.G.T., qui condamne aussi le C.N.P.F., considere que le patronat agit la par tactique : « Il entend utiliser le même temps qu'il va gagner pour augmenter sa pression sur le gouvernement afin d'obtenir plus d'avantages ». En tout cas, les syndicats ont de

nombreuses raisons d'être sévères le C.N.P.F., gestionnaire paritaire de ·l'UNEDIC, ne remplit pas son rôle de partenaire, en procédant unilatéralement par des oukases. En outre, les syndicalistes savent très bien que les dirigeants du patronat étaient prêts. début octobre, à majorer les cotisations, mais qu'ils ont cédé devant les pressions des P.M.E. et de grandes fédérations, comme celle du bâtiment. ILs ne peuvent admettre la nouvelle épée de Damoclès que le patronat brandit sur l'UNEDIC et sur deux millions de chômeurs, alors que l'objectif de la réunion du 8 novembre portait uniquement sur les sacrifices que seuls les syndicats et les chômeurs devront accepter ! En soufflant le chaud et le froid. MM. Gattaz et Chotard, respectivement président et vice-président du C.N.P.F., jovent un jeu dangereux, où l'économique - toujours présent, certes, - cède un peu trop le pas à la tactique politicienne.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Selon cette «étude», 176 milliards de francs pour la santé et 68 milliards de francs pour la famille seraient financés par une cotisation proportionnelle sur les revenus de tous les Fran-

(2) Pour la suppression de la cotisation famille et son remplacement par un impôt sur les revenus - imposés -. Les salariés dont les ressources n'excèdent pas deux fois le SMIC seraient bénéficiaires avec des gains de 1 160 à 6 188 F par an selon le niveau de ressources et la taille de la famille. Pour les suppressions des cotisations samille et santé et leur remplacement par un impôt sur les re-venus «imposables», les gains varie-raient pour les mêmes catégories de 3 255 F à 6 447 F. Chez les non-salariés, les titulaires de revenus modestes et moyens seraient aussi bénéficiaires de ce bouleversement. Supporteraient, en revanche, un coût supplémentaire, les sonctionnaires et les titulaires de revenus élevés.

• Pour M. Bergerou (F.O.), 2 Talbot-Poissy, « les communistes et la C.G.T. passent les mesures ». Dans un communiqué, le 5 novembre, le secrétaire général de F.O. fustige le comportement de la C.G.T. et des communistes chez Talbot à Poissy (Yvelines), jugé « parfaitement irresponsable ». et qui finira par-causer - de graves dommages à l'industrie automobile française »

■ Lord Netherthorpe, directeur exécutif de la banque Lazard Brothers de Londres, a été tué dans au accident de voiture qui s'est produit à Tuxford, dans le nord de l'Angleterre, annonce la banque. Agé de quarante-six ans, lord Netherthorpe était également membre du conseil d'administration de la Société nationale pétrolière britannique (B.N.O.C.) et de la société Babcock International.

Quand les cadres de la C.G.T. débattent avec des patrons...

une grande première en conviant , devant plusieurs centaines de personnes, des... patrons à confronter leurs analyses avec celles des responsables syndicaux. MM. Hervé Maupin, de Boussac Saint-Frères, et Claude Lattès, de la société Marcel Dassault, sont venus, le matin, débattre du rôle des cadres dans la ∢ renaïssance industrielle », l'après-midi, c'était au tour de M. Jean-Yves Eichenberger, vice-président d'I Metal, directeur de Pennaroya et président du patronat chrétien (C.F.P.C.), de frotter ses idées à celles des militants cégétistes sur la réduc-

tion des inégalités. Il en est résulté un débat particulièrement tonique, Auteur d'un livre à succès, Toujours plus, qui met en cause les privilèges d'un certain nombre de non-salariés et les statuts hyperprotecteurs de queique catégories d'agents du secteur public, François de Closet a joué avec brio le rôle d'empêcheur de tourner en rond, ses analyses provoquant tant l'assistance que les dirigeants cégétistes. Des cadres d'E.G.F. n'ont pas apprécié de l'entendre proclamer par exemple que *e le fait d'être tenu à* l'écart de la concurrence devient un privilège ». Responsable de la politique revendicative confédérale, M. Louis Viannet a affirmé qu'à l'issue de la période d'expansion qui a précédé la crise « les riches sont devenus plus riches et les pauvres sont restés pauvres >, en sculignant que les 40 milliards qui, d'après lui, sont partis de France après le 10 mai représentent « plus du salaire annuel d'un million de smicards ». Rappelant que les statuts incriminés - et que la C.G.T. entend défendre - ont été acquis à la Libération quand' la France était « exsangue », M. Viannet a développé l'idée se lon laquelle la « solidarité de classe a se mettait en œuvre dans la lutte contre « les gâ-

chis » du système capitaliste. De telles analyses ne risquaient pas d'emporter la conviction de M. Eichenberger, pour lequel « il ne suffit pas de répartir ce que les riches ont pour que tout le monde soit plus riche ». Le patron des patrons chrétiens a fait tranquillement face à certains murmures de l'as-

direction de la Pennaroya sur la fermeture de la mine de Largentière, il a lancé d'emblée : « Largentière, cela devient du folklore ! » Propos provocateur qui fait monter la température, jusqu'alors tiède, de quelques degrés... Etonnant débat, inimaginable il y a encore quelques

Ces Rencontres d'options ont permis à la C.G.T. de préciser certaines positions. Après ēavoir iucé « intolérables » la masse des chômeurs et celle des bas salaires, M. Alain Obadia, secrétaire général de l'U.G.I.C.T., a estimé « scandaleux » le fait que e globalement les qualifications soient sous-rémunérées ». Préconisant une remise en ordre des grilles hiérarchiques, il a souligné : « Nous ne disons pas que toutes les situations sont intouchables et intangibles », en s'en prenant aux formes de rémunération individualisée. Et M. Obadia a aussi lancé l'idée d'un « fonds financier d'intervention pour le développement industriel, dont l'objet serait de fournir des fonds propres à des entreprises du secteur industriel ». Doté d'avantages fiscaux, ce nouveau placement devrait selon lui intéresser plus particulièrement les cadres.

Pour sa part, M. Henri Kra-

sucki, après avoir réitéré l'appel

pour que les cadres s'insèrent dans le changement, a vivement dénoncé le thême des « nouvelles solidarités », cher à la C.F.D.T., derrière lequel « on voit réapparaître les vieux schémas qui prétendent résoudre les problémes sociaux sociaux par la seule répartition de la massa salariale entre les différentes catégories de travailleurs en prenant aux uns pour donner aux autres, en laissant de côté les inégalités fondamentales, les injustices et les privilèges décisifs ». Mais s'il a récusé l'idée de « privilégiés du salariat », alors que « la masse des salaires se situe entre le SMIC et 5 000 francs par mois a, il a reconnu qu'il fallait tenir un « langage de franchise qui dit clairement ce qu'il est nécessaire de changer pour réduire des inégalités injustifiées entre salariés sans léser des intérêts légitimes >.

MICHEL NOBLECOURT.

AGRICULTURE

Pour obtenir la reprise des ventes à l'U.R.S.S

LA FRANCE BLOQUE L'OPÉRATION « BEURRE DE NOÊL » DE LA C.E.E.

Bruxelles (A.F.P.). - L'opération - Beurre de Noël -, proposée jeudi 4 novembre par la Commission européenne pour écouler les stocks de beurre de la C.E.E., est bloquée par la France, qui demande que cette opération soit décidée simultanément avec la reprise effective des ventes de beurre à l'Union soviétique, apprend-on le 5 novembre de source diplomatique, à Bruxelles.

Devant cette opposition, la Commission européenne s'est réunie vendredi après-midi à Bruxelles. Elle a décide de maintenir les propositions qu'elle avait faites jeudi, à savoir : vente de 120 000 tonnes de beurre de Noël à prix réduit, levée de son opposition à la vente de beurre à l'Union soviétique et subventions supplémentaires pour le beurre destiné à des sins d'assistance sociale (le Monde du 5 novembre).

La décision de la Commission de ne plus s'opposer à la vente de beurre à l'Union soviétique est jugée insuffisante par le gouvernement français, qui redoute qu'une fois la vente de « Beurre de Noël » réalisee, certains Etats membres (R.F.A. et Grande-Bretagne) ne refusent alors, pour des raisons politiques, d'accepter une reprise effective des ventes de beurre à l'Union soviétique, indique-t-on de sources diplomatiques à Bruxelles.

DANS LE VAR

Incidents lors d'une vente aux enchères d'un domaine viticole

De notre correspondant

Draguignan. - Des incidents faisant deux blessés, dont le commissaire principal de police de Draguignan, ont émaillé, jeudi 4 novembre après-midi, l'audience des saisies immobilières qui se déroulait au tribunal de Draguignan. Une cinquan-taine d'agriculteurs venus de la Drôme, forts du soutien des formations syndicales du Var, portant banderoles, s'étaient rendus à l'audience pour s'opposer à la vente aux enchères d'un domaine de 94 hectares sis à Beaumont-en-Diois (Drôme) et appartenant à la société de vins Riccardi, dont le siège social se trouve à Saint-Maximin (Var), société mise en faillite. Cette vente, déjà repoussée l'été dernier, avait été décidée par le syndic de mise en faillite au prix de 800 000 F.

Le domaine est actuellement géré par un couple de jeunes agriculteurs, M. et Mm Gérard Perdrix, en vertu d'un arrêté du préfet de la Drôme daté du 4 septembre 1981, déclarant les 94 hectares « terres incultes et irrécupérables ». Ce qui avait autorisé le tribunal des baux ruraux de Die à leur accorder le droit de fermage. Mais, entre-temps, l'administrateur des biens avait sait

Les feux des enchères étant allumés par l'huissier, ceux-ci furent dérobés par les agriculteurs. La bagarre tourna en pugilat entre gendarmes appelés en renfort, policiers et agriculteurs, alors que le président demandait l'évacuation de la salle. L'un des agriculteurs,

M. Claude Verret, vingt-deux ans, demeurant à Mongelon (Drôme), été inculpé de coups et blessures agents et incarcéré à la prison des Beaumettes à Marseille.

LES ETIQUETTES DES VOLAILLES FRANÇAISES SONT ACCEPTÉES PAR LES BRITANNIQUES

Les autorités du Royaume-Uni ont fait savoir le 5 novembre qu'elles acceptaient désormais la pénétration des volailles françaises sur leur marché. Après avoir été condamnée par juillet dernier, la Grande-Bretagne avait utilisé, selon Mme Edith Cresson, ministre français de l'agriculture, « toutes les manœuvres de procédure » pour empêcher les volailles, mais aussi les œufs et le lait français d'entrer sur les marchés d'outre-Manche. Ils avaient notamment relamé que les étiquettes eufopéennes - de 2 centimètres sur 1 soient remplacées par des étiquettes plus grandes (4 cm. sur 3) qu'aucune machine, selon les Français, ne sabrique (le Monde du 6 novembre). Les Britanniques ont fait savoir le 5 novembre qu'ils acceptaient les étiquettes européennes à condition, il est vrai, que les caractères soient plus larges qu'auparavant, Nouvelle mesure dilatoire?

CONJONCTURE

LES PRÉVISIONS DU BIPE POUR 1983

La croissance ne sera que de 0,5 % et lé chômage continuera d'augmenter

La poursuite de la politique actuelle de modération des revenus et de lutte contre l'inflation sera inévitable en 1983 dans une conjoncture internationale et nationale tonjours aussi déprimée, estime le Bureau d'informations et de prévisions économiques (BIPE).

Présentant ses prévisions an-nuelles, le BIPE – qui table sur la poursuite d'une politique d'austérité pendant toute l'année prochaine met en garde contre toute illusion.

La croissance du PIB en 1983 ne sera que de 0,5 %, selon le BIPE (contre 2 % selon les prévisions gouvernementales), soit un rythmecompatible avec un raientissement de l'inflation qui devrait redescendre au-dessous de la barre des 10 % avec une hansse en moyenne de 9,8 % (12 % cette année) (1), réduisant le différentiel d'inflation avec les pays de l'O.C.D.E.

Globalement, le pouvoir d'achat des Français, en termes de pouvoir d'achat du revenu disponible brut, devrait continuer à progresser, essentiellement grâce à des revenus de transferts encore croissants, mais la hausse prévue, (+ 0,7 %) sera nettement plus faible que celle attendue cette année par le BIPE (+ 2,1 %). En revanche, le pouvoir d'achat des salaires nets diminuera de 1,7 %, après avoir baissé en 1982 de 0,4 %. Par ailleurs, une nouvelle dégradation du marché de l'emploi ne

pourra être évitée, estime le BIPE. Les Français vont probablement cesser de tirer sur leur épargne, mais, le BIPE table tout de même sur une progression de la consommation en termes réels de 1,2 % l'an prochain. « Les marges financières des en-

treprises ne devraient pas s'amélio-

rer en 1983 . estime encore l'institut de prévision. Il n'y aura pas demodification rapide du partage des profitscentre les entreprises et les

H STE

Tion

ME MAIN

SA DETTE

· PETER

DE

En ce qui concerne les investissements, le BIPE souligne qu'il ne faut pas s'attendre à voir les entreprises nationalisées jouer le rôle de locomotive « contra-cyclique » qu'elles ont pu assumer de 1974 à 1980. L'investissement productif du secteurconcurrentiel devrait pratiquement. stagner (0,5 %) et au total l'investissement des entreprises n'augmenterait que de 0,7 % avec une chute de cinq points des investissements en

-La dégradation du commerce extérieur ne sera pas enrayée en 1983. Le montant record prévisible du déficit en 1982 (100 milliards de francs) ne sera toutefois pas recon-: duit puisque le BiPE avance un solde négatif de 92 milliards de francs (2). Le déficit de la balance des paiements courants reviendrait de son côté de 90 à 73 milliards de

L'institut considere ensin que la gestion économique sera l'an prochain rendue plus délicate par les tensions qui se développeront au sein du système monétaire européen. Une dépréciation du dollar vis-à-vis du mark entraînerait une appréciation des monnaies fortes du S.M.E.

(1) Les prévisions gouvernementales 'en matière de prix sont de 12,3 % en moyenne annuelle pour 1982 et de 8,3 %.

à 1983. (2) Les exportations augmentent en volume de 2,2 % et les importations diminueut de 0,3 %.

-The second of the second

100 mg 100 mg

A CONTRACT OF THE PARTY OF THE

primarios.

the distance by

Manager .

-

The state of

Part of Mindelphone

A STATE OF THE PARTY OF

-

PART - STATE OF THE PARTY NAMED IN

. esta: 4 . 5

19 (B) (A)

The section was

-

المستهون والمراجع

Part Contractor -

-

19 Car 18 2

HALL SECTION

🕳 المسائد المنطقة المسائدة

Carry Carry Carry

-

and there are a Table 1.

« L'Europe a plus pris qu'elle n'a donné »

déclare le représentant nigérien

Correspondance

Rome. - Quelles peuvent être en un moment de marasme économique mondial les contributions pour le développement offertes par les dix pays de la C.E.E. aux soixante-trois Etats d'Afrique, des Carathes et du Pacifique (A.C.P.) associés à la Communauté par la deuxième convention de Lomé, qui devra être renouvelée en 1985 ? Ce thème d'une nouvelle politique de coopération a été au centre des travaux de la septième assemblée consultative annuelle A.C.P.-C.E.E. qui a réuni à Rome du 3 au 5 novembre cent vingt-six parlementaires européens et cent vingt-six délégués des pays

Dans la quasi-totalité de leurs interventions les représentants des pays en voie de développement associés à la Communauté se sont plaints d'un regain de politique prolectionniste a jeur égard, de l'insuisisance des crédits alloués par la C.E.E. pour le maintien des cours de certaines matières premières, et ont dénoncé aussi les limites de la coopération pour le développement agricole et industriel, telle qu'elle a été pratiquée jusqu'ici.

Durant la conférence de presse

qui, le 5 novembre, a conclu les travaux de l'assemblée, M. Francis Butàgyra (Ouganda), co-président du comité paritaire A.C.P-C.E.E., s'est fait l'écho de ces préoccupations : - Nous sommes des producteurs de matières premières et nous avons des problèmes pour leur commercialisation ainsi que pour celle de nos produits manufactures, ceux-ci ont des difficultés à se faire une place sur les marchés communautaires à cause des politiques protectionnistes. A long terme, cette situation est préjudiciable pour les deux partenaires. - Il a aussi insisté à propos des Stabex - le fonds destiné au soutien de différentes matières premières, en général agricoles sur le fait que les pays de l'A.C.P. - sont préoccupés de l'insuffisance des sonds disponibles, des retards dans leur attribution ainsi que de la gamme trop limitée des productions couvertes par les Stabex ». Les représentants européens n'ont pas nié ces problèmes. M. Willem Veerger, démocrate-chrétien néerlandais, auteur de l'un des rapports introductifs de la conférence, a déploré - ce protectionnisme croissant en contradiction avec une réelle politique de coopération ..

De nombreux points de la résolution adoptée le 4 novembre par l'assemblée traduisent ces préoccupations sur les échanges entre la C.E.E. et les pays A.C.P. Ce texte s'inquiète par exemple du fait que les exportations A.C.P. vers la C.E.E. - ont enregistré une baisse considérable en valeur absolue et en pourcentage ces dernières années ».

Aux États-Unis LE TAUX DE CHOMAGE **A ATTEINT 10,4 % EN OCTOBRE**

.

Washington (Reuter). - Les États-Unis ont enregistré en octobre un taux de chômage de 10.4 %, le plus élevé depuis 1940, époque à laquelle il atteignait 14,6 %. Le département du travail a recensé 11,55 millions d'Américains à la recherche d'un emploi, soit 291 000 de plus que le mois précédent et 3.7 millions de plus qu'au début de la récession, en juillet 1981. Les travailleurs de l'industrie sont les plus touchés, 230 000 d'entre eux ayant perdu leur emploi le mois dernier.

L'administration Reagan espère qu'avec la diminution de l'inflation et des taux d'intérêt la situation de l'emploi va s'améliorer d'ici la fin de l'année. Toutefois, de nombreux économistes se montrent moins optimistes et soulignent que, lorsque s'amorce une reprise, les employeurs préférent, dans un premier temps. demander des heures supplémentaires à leur personnel avant de procéder à des embauches.

 Le taux de chômage au Canada a atteint 12,7 % en octobre. soit un nouveau record depuis la crise des années 30. Le nombre de personnes à la recherche d'un emploi s'est situé à 1 388 000 contre 1 343 000 (12,2 %) au mois de septembre. Cette nouvelle augmentation du chômage a surtout touché les ieunes, les femmes et les personnes en sin de carrière. Les secteurs les plus frappés sont l'industrie de transformation, la construction et le commerce. -(A.F.P.)

Le nombre de chômeurs indemnisés en Belgique a atteint 465 634 en octobre (6 003 de plus qu'en septembre), soit 11,2 % de la population active (9,8 % en octobre 1981). Près d'un tiers (32,20 %), soit 149 718, ont moins de vingtcino ans. L'augmentation du chômage se situe principalement dans le secteur hôtelier, la construction et le banqueroute il y a trois ans. Chryscommerce. -(A.F.P.)

alors que celles d'autres pays en voie de développement - augmentaient rapidement en valeur relative ... Un autre paragraphe rappelle que . les accords de Lomé prévoient une véritable préférence en faveur de pays A.C.P. - et s'inquiète des avantages concédés à des pays industrialisés comme les Etats-Unis, invitant la

communauté à tenir compte de ses engagements vis à vis des. pays A.C.P. lors de la prochaine renégociation des accords GATT à Genève. Un chapitre important de la résolution finale a été consacré à un problème sensible comme celui du sucre, exportation déterminante pour l'économie de certains pays A.C.P. mais dont la production européenne est délà largement excé-

Une critique plus approfondie

Mais au-delà des problèmes sectoriels ou conjoncturels, de nombreux délégués des pays en voie de développement ont porté une critique plus approfondie sur ce qu'a été jusqu'à aujourd'hui la politique de coopération communautaire à leur égard. « L'Europe a plus pris qu'elle n'a donné. - a affirmé le représentant nigérien M. Asolabi. -Elle a totalement manqué à sa promesse de développement industriel. et c'est à celui-ci que doivent être destinées les aidés. Le besoin d'une redéfinition des termes de la coopération et de la contribution de la C.E.E. au développement des pays A.C.P. explique l'intérêt suscité à la conférence de Rome par la présentation par M. Edgard Pisani de son mémorandum sur un renouveau de la politique communautaire de développement qui tienne compte des intérêts réels des pays du tiers-

L'assemblée consultative a aussi adopté une résolution sur l'Afrique australe condamnant la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud et affirmant que - des sanctions économiques doivent être incorporées à un ensemble de pressions accrues » à l'encontre de ce pays. Ce paragraphe de la résolution demande notamment - qu'il soit mis sin au renforcement des relations économiques avec l'Afrique du Sud aui devront être ultérieurement réduites -, et engage - les sirmes européennes à s'abstenir d'effectuer de nouveaux investissements en Afrique du Sud ».

MARC SEMO.

LE MEXIQUE DEMANDERA LE RÉÉCHELONNEMENT D'UNE PARTIE AU MOINS DE SA DETTE EXTÉRIEURE

Le Mexique demandera un rééchelonnement de sa dette extérieure (en particulier, une consolidation des crédits à court terme qu'il a reçus au cours des derniers mois), après l'expiration, le 23 novembre, du moratoire de trois mois qui lui avait été accordé au mois d'août dernier. Le sous-secrétaire au Trésor, M. Antonio Enriquez Savienac, a encore déclaré que les négociations avec le Fonds monétaire pour l'octroi d'un prêt de 4,5 milliards de dollars suivaient leur cours normal, et qu'un accord pourrait être signé avant le 20 novembre. Pour sa part, l'ambassadeur des Etats-Unis: M. John Gavin, a dit que l'accord en question était virtuellement conclu et que la signature pourrait avoir lieu dès la semaine prochaine.

• Grève illimitée chez Chrysler-Canada. – Les dix mille employés des six usines Chrysler au Canada ont déclenché, le 5 novembre, une grève illimitée à l'appel de leurs syndicats.

Contrairement à leurs collègues américains, qui avaient récemment décidé de laisser un sursis à la sirme jusqu'au début 1983, les syndicats canadiens ont décidé de faire arrêter le travail après l'échec des négociations salariales.

Cette grève risque de porter un coup severe an trossieme constructeur automobile du continent nordaméricain, qui vensit à peine de remonter la pente après avoir frolé la ler avait même annonce des profits.

Les livres ne sortiront réellement du blocage des prix qu'après le 1er janvier

Le Syndicat national de l'édition (S.N.E.) a souscrit, auprès du ministère de l'économie et des finances, un « engagement de lutte contre l'inflation » qui marque, en principe, la sortie du blocage des prix pour le livre.

A la suite de cet accord, les prix des nouveautés, des réimpressions de plus de trois ans, et de celles de plus de deux ans sous certaines réserves, seront fixés librement par les éditeurs, à condition que ces derniers fassent preuve de la modération souhaitée par le gouvernement.

Le prix des ouvrages du fonds pourront être relevés de 7 % en moyenne en 1983. Toutefois, chaque éditeur devra moduler ce taux, c'est--dire le majorer ou le diminuer, prenant pour référence une hausse de 16 % autorisée sur une période comprise entre le le juillet 1981 et le 31 décembre 1982. Dans tous les cas, cette hausse sera limitée à 12 % pour chaque ouvrage.

Enfin, les prix des livres scolaires et des produits multimédias à usage scolaire ne pourront être relevés qu'à partir du la janvier, c'est-à-dire pour la prochaine campagne.

Des dispositions particulières encouragent les éditeurs à retarder leurs relèvements de prix, et, dans certains cas, leur imposent un délai d'application jusqu'au 31 mars pro-

Une série de réunions entre le S.N.E. et l'administration sont prévues pour faire le point sur l'exécu-

Le marché du jouet

le groupe américain c.b.s RACHÈTE IDÉAL LOISIRS

Idéal Loisirs, l'un des dix premiers sabricants de jouets sur le marché français, vient de passer sous le contrôle du géant américain C.B.S., qui a racheté la société mère américaine Ideal Toys pour 58 millions de dollars. Cette opération permet à C.B.S., groupe multimédias qui possède l'un des trois réseaux nationaux de télévision aux États-Unis, d'étendre son secteur jouets et de se lancer notamment sur le marché international des jeux vidéo.

Si Ideal Toys est le créateur du célèbre ourson . Teddy Bear ., sa filiale française, créée en 1978, s'est distinguée en lançant en 1980 le · Rubik's cube ·, vendu à plus de vingt-cinq millions d'exemplaires dans le monde entier. Ce succès a permis à Idéal Loisirs d'atteindre en 1982 le chiffre d'affaires de 160 millions de francs.

Fort de l'apport technologique de C.B.S., Idéal Loisirs va lancer dès 1983 toute une gamme de jeux vidéo. Ce marché, dont les ventes ont atteint cette année aux États-Unis 2 milliards de dollars, démarre à peine en France. On estime que teindra cette année 190 000 consoles | simple, moins de 1 000 F. et 800 000 cassettes pour une valeur totale de 470 millions de francs. Idéal Loisirs arrivera sur le marché en quatrième position, derrière Philips, Atari et Mattel. Mais la société compte sur la sophistication de son matériel (64 K octets de puissance informatique) pour y prendre rapidement une place prépondérante.

tion de l'engagement, et des entreprises témoins devront justifier leurs prix pratiqués auprès de la Direction générale de la concurrence et de la consommation.

[L'administration a donc négocié avec les éditeurs un système de lausses échelognées qui devrait mettre l'indice des prix du livre à l'écart de ces soubrecage. Au S.N.E., oa déplore l'absence d'une clause de sauvegarde qui tiendrait compte des accords souscrits par les riés. On estime aussi que cet accord ventes de fin d'année. Les éditeurs ne pouvant plus, matériellement, sauf cas logues déjà imprimés. Il v a dosc un blocage de fait » jusqu'an 1e junvier prochain. Les étiquettes ne devraient être guère changées d'ici à la sin de l'année. Des vendeurs de livres pourront donc se prévaloir d'un maintien de blocage jusqu'an Nouvel An. - B. A. l

 Une journée sur l'exportation du livre, organisée par quatre ministres avec la participation des professionnels de l'édition, se tiendra, le mercredi 17 novembre, de 9 h 30 à 18 heures, au Centre français du commerce extérieur (salle Hubert-Roussellier, 10. avenue d'Iéna à Paris).

MM. Michel Jobert, ministre du commerce extérieur, Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. Jean-Pierre Col, ministre délégué chargé de la coopération et du développement, et Jack Lang, ministre de la culture, veulent ainsi étudier, avec les professionnels, les difficultés rencontrées à l'exportation et les moyens de rendre plus efficaces les aides publiques proposées aux éditeurs.

Avec un montant de plus de .5 milliard de francs en 1981, la France se situe au cinquième rang mondial pour l'exportation de livres. Toutefois, le taux de couverture des importations par les exportations n'est que de 95 % après avoir atteint 173 % en 1965.

KELTON-TIMEX VA LANCER UN MICRO-ORDINATEUR INDIVIDUEL A MOINS DE 1 000 F

La société Fralsen, nouveau holding coiffant les trois divisions industrielles (horlogerie, informatique, photo) de Kelton-Timex France, filiale du groupe américain, lancera au printemps prochain, sur le marché fançais et dans les pays francophones, son nouvel ordinateur miniature à usages ménagers (marque Timex-Sinclair). Monté dans l'usine de Besançon, le nouveau prol'équipement des foyers français at- duit coûtera, dans sa version la plus

> L'appareil, mis sur le marché américain pour moins de 100 dollars au mois d'août, a déjà été vendu à cinq cent mille exemplaires outre-Atlantique. Sa fabrication à Besancon entre dans le cadre du redéploiement industriel de Kelton-Timex, en France, dans l'informatique et la

Faits et chiffres

• La banque centrale des Pays-Bas abaissera de 6 % à 5 1/2 % son taux d'escompte à compter du lundi 8 novembre, la banque nationale justissant sa décision par la bonne tenue du florin sur les marchés des changes. Le 22 octobre dernier, la banque centrale néerlandaise avait déjà ramené son taux d'escompte de 6 1/2 % à 6 %, après avoir procédé précédemment à une diminution d'un demi-point le 13 octobre 1982.

• La C.F.D.T. réclame une restructuration de la chimie. • dans le respect de l'emploi . La sédération chimie de la C.F.D.T. a. dans un communique publié le 5 novembre, rappelé - l'obligation de constituer des ensembles (industriels) viables dans la chimie, tant par la taille des entités regroupées que par l'équilibre des activités . (le Monde du 6 novembre). • Toutes les activités. tous les sites doivent trouver une affectation précise) dans le cadre de la restructuration de P.C.U.K., ajoute-t-elle. . Il ne doit y avoir aucun laissé-pour-compte. -

Scion la C.F.D.T., - il semble logique - de regrouper et de développer dans l'ensemble constitué d'ATO et de CHLOE (sous la houlette d'Elf-Aquitaine) les activités des dérivés halogènes.

Toutes ces affectations doivent se faire, ajoute le syndicat, - dans le respect de l'emploi de chacun, dans la recherche d'une continuité des ac-

tivités et dans l'optique d'une organisation cohérente de l'ensemble de la chimie publique française (...). et non par le découpage de l'aboutissement de la volonté de puissance de tel ou tel groupe -.

États-Unis. Les impôts sur les

bénéfices exceptionnels des compaguies pétrolières jugés anticonstitutionnels. - L'impôt fédéral spécial sur les bénéfices pétroliers tombés du ciel (windfall profits tax), instauré en 1980 à l'initiative du président Carter, au moment où il libérait les prix intérieurs du pétrole, vient d'être déclaré contraire à la Constitution par un juge sédéral de Cheyenne (Wyoming). Selon le juge, l'impôt est illégal car l'Alaska est exclu de son domaine d'application, alors que la Constitution prevoit que tout impôt fédéral doit frapper également tous les États. -(A.F.P., Reuter.)

tion du 6 novembre, en dernière page, une erreur a été faite concernant lu date d'augmentation des tarifs visite et autres actes médicaux. L'augmentation interviendrait le 15 décembre et non le 15 novembre. Seules les consultations seraient revalorisées le 15 novembre. Une autre erreur a concerné le tarif de l'accouchement, qui devrait passer le 15 décembre à 900 francs (et non 920 F).

• ERRATA. - Dans notre édi-

Pas vu pas pris

La Commission européenne a décidé d'infliger une amende de 5 000 ECU (33 000 FF) à la Féderation nationale des industries de la chaussure de France. Motif : la Fédération a, c-de propos délibéré, communique de façon incomplète des documents professionnels requis au cours d'une vérification affectuée au titre des règles de concurrence ». En clair, la Commission accuse les représentants de la chaussure francaise d'avoir soustrait du contrôle certains documents juges indispensables pour le déroulement d'une enquête menée

en mars 1982. La faiblesse du montant de l'amende, la nature même de la sanction (rarement utilisée) et le silence de la Commission sur fond de l'affaire, c'est-à-dire les conclusions de l'enquête, étonnent. De quoi s'agit-il?

En novembre 1981, le ministère de l'industrie avait mis sur pied dans le cadre du plan cur. avec la bénédiction des professionnels, un plan de reconquête du marché intérieur. En échange d'un certain nombre d'engagements pris par las fabricants français (garantie de prix, de réassortiment, dates de livraison, etc.), les détaillants étaient invités à s'engager, « de taçon informelle », précisent les pouvoirs publics, à faire un effort en faveur de la production nationale. Réussite totale : en dux-huit mois, près de trente millions de paires de chaussures ont été ainsi « récupérées » par les fabricants français - aux dépens des amportations.

AFFAIRES

Saisie de l'affaire - probablement par les fabricants italiens, la Commission européenne enquêta au début de l'armée 1982. En vain. Faute de preuves, elle a finalement renoncé à poursuivre la France pour pratiques contraires aux régles de la concurrence. Mauvaise humeur ou désir de marquer une réprobation, impuissante elle inflige donc une amende symbolique à la Fédération de la chaussure, laquelle avait bel et bien refusé de communiquer certains documents en arquant qu'ils appartenaient en fait au ministère de l'industrie il s'agissait de documents préparatoires aux réunions qui ont rasisemblé au ministère fabricants et détaillants. Pas vu pas pris...

Y. M.

ENVIRONNEMENT

Rien n'a changé depuis que la gauche est au pouvoir

estime la C.F.D.T.

De notre correspondant régional

Le Pradet. - A l'occasion de son quatrième congrès national, qui était réuni au Pradet, dans le Var, du 3 au 5 novembre, le Syndicat national de l'environnement C.F.D.T. (1) a dressé un bilan particulièrement sévère de la politique de l'environnement suivie por la gauche depuis son arrivée au pouvoir. Selon le S.N.E.-C.F.D.T., - les actions réelles sont toujours aussi éloignées des belles paroles et des professions de foi -. Parlant de - l'euphorie - créée par la nomination d'un ministre de l'environnement - auréolé d'une forte réputation d'écologiste ., le syndicat constate, dans une déclaration résumant ses travaux, que - la situation est redevenue rigoureusement identique - à celle qui existait avant le 10 mai 1981. Le S.N.E.-C.F.D.T. rappelle notamment que M. Michel Crépeau avait annoncé qu'il serait avant tout le . ministre l'eau . Or, souligne-t-il, . les moyens sinanciers affectés à la lutte contre la pollution, et en particulier ceux des agences de bassins, seront, en 1983, réduits de saçon draconienne. La reconquete de la qualité des cours d'eau (...) est maintenant

TRANSPORTS

Le regroupement des chantiers navals

Le projet de regroupement des trois chantiers navals français ceux de Dunkerque, de La Ciorat et de La Seyne - employant, au total, quelque onze mille personnes, (le Monde du 21 octobre), vient d'être approuvé par les conseils d'administration des trois sociétés.

Ainsi les chantiers navals de La

Ciotat, les Constructions navales et industrielles de la Méditerranée et la Société industrielle et sinancière des chantiers de France-Dunkerque vont former à partir du la janvier 1983 une société unique dans laquelle Usinor doit prendre une participation de 15 %, le groupe Empain-Schneider de 37 % et une banque libanaise, l'Invest Bank, de Bevrouth (anciennement intrabank), de 35 à 36 %. Cette dernière banque est actionnaire majoritaire (à 89 %) des chantiers de La Ciotat.

Selon un communique publié par les trois sociétés, ce rapprochement, étudié depuis décembre 1981, vise - à constituer un ensemble capable de mieux affronter la concurrence internationale -. Le projet doit être soumis à l'approbation des assemblées générales des sociétés qui se réuniront avant le 31 décembre

• Chez les transporteurs routiers. - · Sur avis mêdical -. M. Georges-Pierre Rateau, vient de renoncer à son mandat de président de la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.), annonce cette organisation, qui précise qu'elle élira le successeur de M. Rateau le 30 novembre.

littéralement renvoyée aus calendes

Le syndicat relève encore l'inanité des déclarations faites en matière d'emplois puisque aucune création de poste n'est prévue dans le budget de 1983. - le plus mauvais de tous les ministères ». Pour le S.N.E.-C.F.D.T., - le ministère de l'environnement reste .. on fait, . un ministère marginal dirigé par un homme politique qui n'a pas l'heur d'appartenir au parti majoritaire (...) et - dont l'avis n'est même pas sollicité - lors des grands débats qui intéressent son action au premier chef, notamment sur les problèmes énergétiques. L'organisation syndicale demande done . la création d'un ministère de l'environnement sort, doté de moyens sinanciers et en personnel importants -. - La nécessité d'un tel ministère. ajoute-t-clie, *- est accrue par la po*litique de décentralisation (...) indissociable d'un pouvoir central puissant charge d'assurer la désense de l'intérêt collectif et du long terme face aux différents intérêts locaux -, et ce, pour que - décentralisation des décisions ne se traduise pas par des catastrophes écologiques -.

Le syndicat a enfin décidé d'organiser une journée nationale d'actions avant la sin de l'année, pour désendre ses revendications concernant la titularisation des personnels de l'environnement - qui fait l'objet d'un projet de loi actuellement en préparation - et la création d'une filière unique de l'environnement indépendante des grands corps de l'Etat existants.

•GUY PORTE.

(1) Principal syndicat représenté dans les différents services ou établissements dépendant du ministère de l'environnement, le S.N.E.-C.F.D.T. a recueilli environ 90 % des voix aux dernières élections professionnelles.

> AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS X8

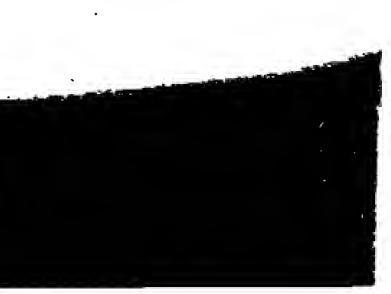
and the transition of the contract contract



Banque Paribas, agissant comme chef de like et agent, Compagnie Luxembourgeoise de la Dresdner Bank AG - Desdner Bank International, - Crédit Lyonnais, Midland Bank, agissant comme chefs de

Et un syndicat de banques et d'institutions financières. ont signé le 5 novembre 1982, à Lon-

dres, avec VASP, la Compagnie Aérienne de Sao-Paulo, Brêsil, agissant comme emprunteur, et la République federale du Brésil, agissant comme garant, un prêt financier de U.S. \$ 67 093 881 lié à l'achat par VASP à Airbus Industries de trois Airbus A 300.



LA REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

ÉDUITE à trois séances par les fêtes de la Toussaint, la semaine écoulée n'en a pas moins été relativement satisfaisante pour la Bourse de Paris, avec un résultat positif de 1,5 %. Cependant, une fois encore, le marché a fait preuve d'un manque évident de vitalité, ou d'audace. Le démarrage fut laborieux. Ce n'est que jeudi que le mouvement de hausse devait réellement s'amorcer (+ 1,1%). Encore n'a-t-u pas pris, u s'en laut de loin, l'ampleur attendue après la véritable éruption de Wall Street, ni réussi à trouver un prolongement réel. Vendredi, fortement teintée d'irrégularité, la tendance fut soutenue, saus plus, traduisant la réticence générale.

La puissante onde de choc partie des Etats-Unis, parvenue jusqu'à Tokyo en passant par Londres, serait-elle seulement venue mourir sur les rivages du Palais Brongniart? En d'autres termes, Paris, à l'inverse des autres places internationales, n'auraitelles pas en les mêmes raisons de se réjouir du « printemps de Wall Street » ?

A moins que les forces de notre marché n'aient été inhibées par la méfiance. Pour résumer, la Bourse avait toutes les bonnes raisons de mouter. A la forte impulsion donnée par New-York se sont ajoutés la nouvelle désescalade des taux d'intérêt à Paris (voir d'autre part) et le train de mesures inattendues annoncées par le premier ministre pour alléger la charge financière des entreprises et pour aider ces dernières à investir.

Scepticisme

Oui mais... La détente des taux ? « Intéressant ». disait-on autour de la corbeille, mais « Sers-ce durable ? .. L'irrésistible ascension de Wall Street ? « Fantastique », reconnaissait-on de tout bord, se dépêchant toutefois d'ajouter : « Un tel optimisme est-il fonde ? La reprise de l'expansion aux Etats-Unis est encore bien timide. » Le plan de soutien à l'industrie? * Sous certains aspects, il est positif. Mais ou ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif. Les banques vont encore trinquer, et l'aide accordée est une goutte d'eau à côté des 90 milliards de francs que va coûter d'ici 1988 la budgétisation des allocations familiales ». affirment de nombreux professionnels, abondant dans le sens de M. Yvon Gattaz, dont le jugement sévère dudit plan avait retenu toute l'attention mais aussi gelé des initiatives d'achats. Le directeur du service « Bourse » d'un grand établissement bancaire de la place disait quand même que le président du C.N.P.F. « jetait le bouchon un peu trop

Bref, le plus grand scepticisme a régné. Mais fautil s'en étonner quand la situation économique donne de sérieuses raisons de s'inquiéter avec la nouvelle dégradation signalée en octobre par l'INSEE, sans oublier les noires prévisions de cet organisme pour les mois à venir. Qui plus est, l'Assemblée nationale ne

Semaine du 3 au 5 novembre

s'est pas encore prononcée sur les mesures destinées à relancer l'épargne. Et sous les lambris, où l'on se préoccape du sort que les parlementaires leur réserve. l'attente parait longue.

Autant de raisons qui fout que nul n'est prêt à céder à l'embaliement devant les incertitudes de l'avenir. Un avenir dont quelques-uns faisaient remarquer, peut-être un peu trop vite, qu'avec le formidable développement du marché obligataire il était sérieusement compromis, de toute façon. Force en tout cas est de reconnaître que les étrangers comme la clientèle des particuliers se tiennent toujours à l'écart de la Bourse. Pour l'essentiel, les ordres en carnets émanent des organismes institutionnels qui s'efforcent de maintenir les portefeuilles minimaux réglementaires à mesure qu'entrent les capitaux col-

Plus que du « spectaculaire », le marché a besoin d'assurances. « La confiance ne se décrète pas ». jetait à la cantonade un investisseur à la veille du week-end.

Notons quand même que prodemment depuis cinq semaines, la Bourse progresse graduellement sur le terrain. « Mais elle n'est qu'une vitrine que l'on s'efforce de bien décorer pour masquer les désordres de l'arrière-boutique », nous a rétorqué un agent de change à qui nous faisions la réflexion.

ANDRÉ DESSOT.

Diff.

- 29,50

inchang.

5 pov.

84,50

82,60 inc 81,60 +

78.58 +

83.90 +

105,19 +

101,98 +

98,01 + 8,11

98,02 — 0,08 98 inchang.

Diff.

0.95

0.50

+ 0,03

..... 3 193 +

5/11/82

1 000

45,20

28,10 84

66,30

2,06

92,98 97

101

1 231

Valeurs à revenu fixe

ou indexé

4 1/2 % 1973

10,30 % 1975

8,80 % 1977

10 % 1978

9,80 % 1978

8.80 % 1978

9 % 1979

16.75 % 1981

C.N.B. bq. 5 000 F.

5 000 F

C.N.L 5 000 F

Mines, caoutchouc,

C.N.B. Suez 5 000 F

10,80 % 1979

13,80 % 1980

16,20 % 1982

C.N.B. Paribas

outre-mer

Géophysique

Imétal

Michelin

М.М. Репагточа ...

Charter

INCO

Banques, assurances

sociétés d'investissement

16 % 1982 .

C.N.E. 3 %.

12 % 1980 .

P.M.E. 10,6 % 1976 .

7 % 1973 8 432

Alimentation St-Raphaël se porte mieux. Au 30 juin, son bénéfice avant impôts s'élève à 6,52 millions de F contre

Les résultats consolidés de Saupiquet pour le premier semestre augmentent de 75 % à 12,9 millions de F, mais incluent 6 millions de F de plus-value nette. Pour l'exercice entier, une baisse de bénéfices est

		5 nov.	Diff.
	Beghin-Say	199	– 3
	Bongrain	1 032	- 8
	B.S.N. GDanone		+ 16
	Carrefour	1 345	+ 60
	Casino	1 962	+ 21
	Cédis	685	+ 29
	Buromarché	890	+ 25
	Guyenne et Gasc	362	+ 12,48
	Lesieur	890	– 12
•			
	Martell	790	+ 12
	Moët-Hennessy	738	- 7
	Mumm	355	+ 5
	Occidentale (Gale).	497	+ 18
•	Olida-Caby	150	- 2
	Persod-Ricard	363,99	+ 5,80
•	Promodès	1 129	+ 70
	Source Perrier	222,80	+ 18,60
	St-Louis-Bouchon	152	inch.
	C.S. Sanpiquet	247	inch.
	Veuve Chquot	1 149	– 21
	Viniprix	843	inch.
	Nestié	13800	+ 100
	140000	12000	T 100

Bâtiment, travaux publics

5 nov. Diff.

				0004	
	05 Nov	Diff.	Bouygues	824 134	+ 10 + 0.50
ail Equipement	192	+ 8,50	Dumez	1 177 180	+ 17 + 0.50
.C.T	108,90] - 1,10	Générale d'Entrepr.	282	+ 3,90
ctelen	232	+ 10	G.T.M.	345	- 9
bargeurs Réunis	184,10	- 0,90	Lafarge	238.80	_
ancaire (Cie)	238	+ 3	Maisons Phénix	372	+ 2
F.F.	380	- 2	Poliet et Chausson	306	+ 7,90
F.I	199	+ 3,80	S.C.R.E.G.	113,90	
urafrance	385	- 2		113,30	(T 0,50
émin (La)	352	+ 1	Dilaturas tout	les me	ina
am. Pi-Monceau	204,50	- 10,68	Filatures, texti	us, mu	Rasna
ocafrance	211,90	_ 2,10			
ocindus [454	+ 14		5 nov.	Diff.
lidi	675	+ 4	A - J-CD 3D	54.50	
.F.P (Omn. Fin.			André Rondière	74,10	_
Paris)	695	+ 9	F.F. Agache-Willot .	35,50 of.	+ 6
arisienne de réese.	298	- 1	B.H.V. C.F.A.O.	101 522	- 8
rétabail	599	– 23	Damart-Serviposte	762	- 25
évillon	585	inch.		801	+ 6
hneider	100,20	+ 0,70	Darty D.M.C.	31,70	
.C.B.	127	+ 2	Galeries Lafayette	137,50	
			La Redoute	847	→ 4
			Nouvelles Galeries	77,50	
Toray, une	സവ	ا ما	Printemps	118	inch.
			S.C.O.A.	26,50	- 1,28
incontint	1 10 004				- 4400

Toray, une nouvelle japonaise à la cote

considérée contine le premier producteur nippon de fibres synthétiques, va faire son entrée à la Bourse de Paris le 10 novembre 1982. Foudé en 1926, le groupe Toray, qui emploie trente-cinq mille personnes, est également présent dans divers secteurs tels que les matières plastiques, la chimie fine, l'électronique et la pharmacie, avec un chiffre d'affaires qui a avoisiné 650 milliards de yens au cours de l'exercice 1980-1981, soit environ 17 milliards de F, pour atteindre 735 milliards de yens

(19 milliards de F) l'année suivante. Selon certaines prévisions, Toray pourrait atteindre les 790 milliards de yens (20 milliards de F) en termes de volume de ventes consofidé au cours de l'exercice 1982-1983 avec un bénéfice net de 17 milliards de yens (450 millions

de F environ). Toray, dont les actions sont déjà cotées à Tokyo et sur sept autres places boursières japonaises, est également inscrite à la cote de Londres, Lexembourg, Hongkong, Düsseldorf et Francfort. Le groupe Mitsui, à l'origine de la fondation de la société, en détient environ 12 %, tandis que divers investisseurs institutionnels nippons se partagent près de 40 % des I 183 millions d'actions ordinaires Toray de 50 yeas nominal qui serout prochainement admises à la cote sous l'égide de la banque Paribas, du Crédit lyonnais et de Nomura Securities.

133 000 F l'an passé à pareille épo-

attendue liée au blocage des prix.

			•
Auxil d'entreprises.	926	- 2	
Bouygues	824	+ 10	
Ciment Français		+ 0.50	
Dumez		+ 17	
J. Lesebyre	180	+ 0,50	
Générale d'Entrepr	282	+ 3.90	
G.T.M		- 9	
Lafarge	238.80	+ 17.80	
Maisons Phénix	372	+ 2	
Poliet et Chausson	306	+ 7.90	
S.C.R.E.G.	113,90		
Filatures, text	iles, mo	gasins	
Filatures, text	iles, mo	gasins Diff.	
	5 nov.		
André Roudière	5 nov.		
André Rondière F.F. Agnehe-Willox .	5 nov. 74,10 35,50 of.	Diff.	
André Roudière F.F. Agnehe-Willot B.H.V.	5 nov. 74,10 35,50 of. 101	Diff. - + 6	
André Rondière F.F. Agnehe-Willor B.H.V. C.F.A.O.	5 nov. 74,10 35,50 of. 101 522	Diff. - + 6 - 8	
André Roudière F.F. Agnehe-Willot B.H.V. C.F.A.O. Damart-Serviposte	5 nov. 74,10 35,50 of. 101 522 762	Diff. - + 6 - 8 - 15	
André Roudière F.F. Agnehe-Willot B.H.V. C.F.A.O. Damart-Serviposte Darty	5 nov. 74,10 35,50 of. 101 522 762 801	Diff. - + 6 - 8 - 15 + 6	
André Roudière F.F. Agnehe-Willot B.H.V. C.F.A.O. Damart-Serviposte Darty D.M.C.	5 nov. 74,10 35,50 of. 101 522 762 801 31,70	Diff. - + 6 - 8 - 15 + 6 - 0,80	
André Roudière F.F. Aguche-Willot B.H.V. C.F.A.O. Damart-Serviposte Darty	5 nov. 74,10 35,50 of. 101 522 762 801	Diff. - + 6 - 8 - 15 + 6	

S.C.O.A. Pétroles La société Toray Industries Inc.,

Les comptes de Sogerap pour l'exercice clos le 30 septembre font ressortir un bénéfice net de 38 millions de F contre 59 millions. Il s'y ajoute 37,4 millions de plus-values (contre 134,4 millions). Cet apport permet de porter le dividende global à 29.10 F (contre 27 F). 5 nov. Diff.

Elf-Aquitaine Esso Francarep Petroles française Pétroles B.R Primagaz Raffinage Sogerap Exxon Petrofina Royal Dutch	110,20 168 386 103,40 39,10 232 76 288 266 808 294	- 0,30 + 4,50 - 8 - 1,60 - 0,60 - 3 + 0,66 - 4 + 20 + 10 + 6
MARCHÉ LIE	Cours 29 oct.	L'OR Cours 5 nov.
Andreas Laures	35 355	-

(4) Compte tenu d'un coupon de 4,40 F.

	Cours 29 oct	Cours 5 nov.
Or the (Idio on berre)	98 500	98 200
- (kila en linget)	98 000	97 850
Pièce française (20 fr.) .	690	674
Pièce française (10 fr.) .	401	435
Pièce suisse (20 fr.)	611	820
Pièce lezine (20 fr.)	675	542
B Pièce mnisienne (20tr.)	565	565
Souverain	740	769
Souverain Elizabeth II	750	725
● Domi-souverain	371	360
Pièce de 20 dellars	3 305	3 300
- 10 dolters	1 560	1 585
■ - Edolars	802,6	802,5
- 50 pases	3 840	3 845
e - 20 merks	718	719
- 10 florins	612	620
s — 5 roubles	390	380

Matériel électrique

services publics

•	5 nov.	Diff.
Aisthom-Atlantique .	137.50	- 2,50
CEM	27,80	- 0.80
CIT-Alcatel	899	+ 88
Crouzet	146	- 3
Générale des Eaux	328	+ 5
Intertechnique	1 098	- 2
Legrand	1 601	- ī
Lyonnaise des Eaux	361	- 2,89
Machines Bull	26.10	- 0,30
Matra	1 555	- 44
Merlin-Gérin	617	+ 1
Moteur Leroy-Somer	360,20	- 13.80
Moulinex	62.20	+ 1,60
P.M. Labinal	227,98	+ 5.90
	323	
Radiotechnique		- 2
S.E.B.	248	inch.
Signatix	461	+ 21
Téléméc. Electrique.	830	+ 6
Thomson-C.S.F	141.50	+ 4
1.B.M	722	+ 42
L.T.T	273,98	+22,18
Schlumberger	361	+ 23,90
Siemens	806 -	+ 26

Métallurgie

construction mécanique General Motors maintient son di-

vidende trimestriel à 60 pence (payable le 10 décembre) malgré l'amélioration, fragile il est vrai, de ses résultats. Premier semestre décevant pour

Sicli dont le résultat provisoire avant impôt est juste équilibré, quand il s'élevait à 5,2 millions en 1981 à pareille époque. Cette détérioration de la rentabilité est essentiellement imputable à l'augmentation des charges.

	5 nov.	Diff.
Alspi	67,90	+ 3,89
Amrep	905	+ 17
Avions Dassault-B	468	+ 3-
Chiers-Chatillon	12,10	+ 0,50
Creusot-Loire	64.10	+ 1,10
De Dietrick	335	. 4.0
FACOM	617	+ 5
Fives Lille	149	+ 1,90
Fonderie (Générale)	36	- 1.50
Marino-Wondel	52,90	+ 0.60
Métal. Normandie	8.85	
Penhoët	334.90	+ -6.98
Peugeol S.A.	136	- 0,10
Poclain	89	+ 0,30
Pompey	96.90	inch.
Sacilor	16.50	- 3.50
Sagem	I 868	- 30
Saulnes	19	- 30 - 1
Saunier-Duval	39	-
		- 3,60
Usinor	2,17	+ 0,41
Valéo	216	+ 10.50
Vallourec	113	+ 4,60

Mines d'or, diamants

Malgré l'alourdissement de leurs charges fiscales, les mines d'or sudafricaines ont enregistré une augmentation de 20 % en moyenne de leur bénéfice net durant le troisième trimestre, grâce à la hausse du prix de l'or, le montant global des profits atteignant 735 millions de rands.

	5/11/82	Diff.
Amgold (1)	700	+9
Anglo-American	106,40	+ 4,30
Buffelsfontein	322	- 9
De Beers (2)	43,60	+ 1,50
Driefontein	210	+ 5.50
Free State	308	- 5.50
Goldfields (3)	60.60	+ 1,35
Geneor	146	+ 5.50
.Harmony (4)	120	+ 0.50
Président Brand	322	+ 7
Randfontein	700	+ 31
Saint-Helena	281	+ 4,50
Western Deep	326	+ 1
	350	– 7
Western Holding		-
(1) Compte tenu d'un	compon de	19 F.
(2) Compte term d'un	coupon de	0,70 F.
(3) Compte tenu d'un	compon de	1.95 F.
\-,		- <i>-</i>

Valeurs diverses

A quelques jours de la date limite de son offre sur Jacques Borel International (la cloture de l'O.P.E. est prévue pour le 15 novembre prochain), la chaînel hôtelière Novotel annonce la mise en paiement d'un dividende net de 12,50 F par action (majoré d'un avoir fiscal de 6.25 F) la mise en paiement de ce dividende devant intervenir au plus tard le

30 novembre prochain au titre du demi-exercice clos le 31 décembre dernier. Un dividende de 20 F (majoré d'un avoir fical de 10 F) avait été distribué le 31 mars dernier au

exercice sur l'année calendrier. 365 133,50 Agence Havas L'Air Liquide 459,50 114,70 Arjomari 152 504 780 603 185,58 Europe i Gle Ind. Part.

titre de l'exercice clos de 30 juin

1981, la société ayant décidé, de-

puis, de calquer la durée de son

J. Berel Int. Oréal (L') 142,50 Navigation Mixte Nord-Est Presses de la Cité Skis Rossignal 226 179 Sanofi U.T.A.

Produits chimiques Du Pont de Nemours, le géant américain de la chimie, annonce pour le troisième trimestre un bénéfice de 195 millions de dollars (résultats de Conoco inclus) en baisse de 29,8 % par rapport à la période correspondante de 1981. Ce sont essentiellement des activités chimiques qui, en raison de la crise, ont pesé sur les comptes, l'activité éner-

ndice 100 : 1931

1051,70

série de records cette semaine.

900

le Dow Jones.

Terme ...

Comptant

R. et obl

Actions

Total

Franç. .

Etrang.

Tendance

Indice gén.

gétique, au contraire, ayant contribué à compenser pour partie les pertes de profits enregistrées.

Au siège de Du Pont à Wilmington, l'on table sur une reprise modérée de la chimie en 1983.

	5 nov.	Diff.
Institut Mérienx	695	+ 45
Laboratoire Bellon	260	+ 9
Nobel-Bozel	11,50	- 0.28
Roussel-Uciaf	29 I	- 10
B.A.S.F.	364	- 11
Bayer	346,50	- 6,50
Hoechst	350	+ 0.28
LC.I.	47	+ 3
Norsk-Hydro	355,50	+ 3

Michelin se regonfle

Le déficit consolidé de Michelin sera vraisemblablement aussi élevé en 1982 que l'année précédente (290 millions de F). Mais le unméro deux mondial du poeu maintiendra son avance technologique, et rétablira sa situation financière de pair avec Findustrie automobile et accentuera sa percée aux Etats-Unis. Tel est brièrement résumé le propostic fait par un analyste parisien réputé mais sussi par le vice-président de Goodyear Europe, principal concurrent de Bibendum, dont les propos out été rapportés par l'International Herald Tribuna Devant de telles prévisions et avec la reprise de l'expansion qui se dessine outre-Atlantique, la Bourse, habituée à anticiper. a rendu son verdict : l'action Michelin en trois séances a

mosté de 9 % dont 3.4 % vendredi.

1024.05

WALL STREET: au plus haut niveau historique

1973 1974 1975 1976 1977 1978 1979 1980 1981 1982

Stimulé par les élections américaines à mi-parcours (mid-term) du

Seul l'effet de la véritable frénésie d'achat qui s'est emparée du

mandat présidenttiel de M. Reagan, Wall Street a encore enregistré une

marché au cours des quarante-huit heures précédentes, le volume des

transactions a atteint le chiffre de 149,35 millions d'actions, pulvérisant le

précédent record de 147,07 millions établi il y a pratiquement un mois, le

7 octobre dernier. Parallèlement, l'indice Dow Jones des trente valeurs

industrielles qui avait refranchi la barre des 1 900 depuis la mi-octobre,

s'est établi mercredi à son plus haut niveau historique, à 1 065,49, avant de régresser à 1 050,21 points le lendemain sons le poids de la prise de

sur un gain de 60,07 points, ce qui constitue le troisième record

hebdomadaire de hausse. La performance vant d'être relevée même si,

comme le fait remarquer un spécialiste de la firme Oppenheimer and Co.

l'indice Dow Jones, exprimé sur la base du dollar en 1973 (nunée de son

précédent record historique), se situe actuellement au niveau de 461

sculement. La marge de hausse de Wall Street est encore impressionnante

estime-il, n'hésitant pas à propostiquer plusieurs années d'ascension pour

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1981)

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 31 décembre 1981).

(base 100, 31 décembre 1981)

119,4

100,6 1 101,4

movembre 2 novembre 3 novembre 4 novembre 5 novembre

803 574 341

133 528 286 224 085 491 187 169 475

90 327 997 110 112 444 126 588 757

1 027 430 624 1 245 618 499 1 636 543 269

91 1 420 564 1 322 785 037

Cet indice, le plus représentatif du marché, a sinsi terminé la semaine

quelques bénéfices, achevant la séance de vendredi à 1 051,78.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK Record historique

	Cours 29 oct	Cours 5 nov.
Alcoa A.T.T. Bocing Chase Man. Bank On Pont de Nem Eastman Kodak Exxon Ford General Electric General Foods General Motors Goodyear I.B.M.	29 3/4 59 1/4 27 1/4 53 1/2 38 3/4 87 3/8 29 1 2 31 7/8 85 7/8 43 3/4 56 3/4 29 3/8 79 3/4 30 1/8	5 nov. 29 1/8 62 1/8 29 5/8 55 43 1/4 93 1/4 30 1/2 32 1/2 91 7/8 46 57 32 84 3/8 32 5/8
Mobil Oil	25 71	25 7/8 74 1/2
Schlumberger Texaco	38 3/4 38 3/8 26 7/8	41 1/4 31 29 1/4
U.A.L. Inc Union Carbide U.S. Steel	54 1/8 18 7/8	57 19 7/8
Westinghouse Xerux Corp	36 3/8 37 3/4	37 5/8 38 1/2

LONDRES Fermeté

Prenant acte de la nouvelle envolée de Wall Street, le London Stock Exchange a fait preuve d'une grande fermeté, qui s'est maintenue jusqu'au milieu de la semaine, les cours marquant cependant un retrait par la suite, dans l'attente de la déclaration sur la situation économique que doit prononcer lundi 8 novembre le chancelier de l'Echiquier devant les

Dans un premier temps, la cote a bénésicié du vote hostile à la grève intervenu tant chez les mineurs britanniques que chez les ouvriers de British Leyland, et les deux réductions successives - d'un quart de point chacune - du taux d'intervention de la Banque d'Angleterre ont également fait bon effet auprès des investisseurs. Le ton est apparu plus mesuré par la suite, en partie en raison de la pause observée en sin de semaine sur le marché new-yorkais.

Vendredi, les indices F.T. s'établissaient ainsi: industrielles, 626,9 contre 598,7 la semaine précédente; mines d'or, 385,5 contre 390,8; fonds d'Etal,

85,01 contre 84,41.		
•	Cours du 29 oct.	Cours du 5 nov.
Beecham	338	360
Bowater	175	174
Brit. Petroleum	324	326
Charter	185	191
Courtanids	74 .	79
De Beers (*)	4,80	5,10
Dunlop	48	50
Free State Gednid*	36 3/8	35 5/8
Gt. Univ. Stores	1000	623
Imp. Chemical	314	332
Shell	418	426
Unilever	748	825
Vickers	116	114
War Loan	36 1/8	367/8

(*) En dollars

TOKYO Au plus haut depuis cinq mois

Une nette remontée des cours est intervenue au Kabuto-Cho où les investisseurs étrangers ont procédé à des achats massifs après avoir • testé • New-York et Londres au cours des jours précédents. L'attention des opérateurs s'est surtout portée sur les valeurs-vedettes de renommée internationale et sur les titres à vocation spéculative, notamment le matériel électronique, les produits pharmaceutiques et les « blue chips » nippones.

Ce gonslement des ordres d'achat s'est traduit dans les chiffres, puisque le volume des transactions a atteint en moyenne 334,8 millions d'actions par séance, contre 211 millions seulement la semaine précédente. Quant à l'indice Nikker Dow-Jones, qui avait marqué un recul de 12,15 yens précédemment, il a regagné nettement du terrain puiqu'il s'adjugeait finalement 242,9 points pour s'établir à 7 538,82 yens, son plus haut niveau depuis cinq mois et demi, à la bourse de Tokyo. Pour sa part l'indice général du marché a clos la séance de vendredi sur un gain de 12,48 points, à

		- 1
	Cours 29 oct	Cours 5 nov.
Alcai' Bridgestone Canon Fuji Bank Honda Motors Matsushita Electric Mitsubishi Heavy Sony Corp Toyota Motors	252 452 995 500 891 1 210 181 3 728 921	248 475 1 100 500 971 1 329 191 4 050 940

FRANCFORT Légère hausse

Le marché s'est bien comporté cette sensaine, mais les cours ont progressé dans une moindre ampieur que sur les autres places internationales, les bourses allemandes subissant le contrecomp de la nouvelle fermeté du dollar qui a retrouvé son ziveau record du début du mois d'octobre.

Vendredi, l'indice de la Commerzbank s'établissait à 704,2 contre 700,8 la semaine précédente.

	Cours 29 oct.	Cours 5 nov.
A.E.G. B.A.S.F. Bayer Commerzbank Deutschebande Hoechat Karstadt Mannesmann Siemens Volkswagen	31,10 111,80 106,10 128,20 252,20 107,30 200 129,80 238,80 130	30,10 111,40 106 129 250,90 106,80 191 126,90 242 130,70

-

Nouva

a minima .

die de la la serie de la constitución de la constit

-

L'euromarché

Nouvelle estimation de la dette extérieure de la France

L'endettement extérieur de la France représente actuellement l'équivalent d'environ 45 milliards de dollars. Ce chiffre, beaucoup plus élevé que celui auquel nous avions coutume de nous référer jusqu'au 14 octobre de cette année, ressort du prospectus publié le même jour à l'occasion de l'émission, à New-York, d'un emprunt obligataire de 100 millions de dollars de la Caisse nationale des télécommunications (C.N.T.). La Securities Exchange Commission (SEC), qui est outre-Atlantique l'équivalent en France de la COB, est beaucoup pius exigerate que tous ses homologues à travers le monde sur la situation non sculement des empranteurs sollicitant le marché américain des capitaux, mais aussi des garants qui. éventuellement, les assistent,

L'emprunt de la C.N.T. étant garanti par la République française, cette dernière a du fournir, entre autres choses, un état sur son endettement extérieur. C'est ainsi que nous apprenons qu'au 31 décembre 1981 la dette étrangère de l'État français, ou garantie par celui-ci, représentait 155,26 milliards de francs. Une petite note en bas de page nous apprend qu'à ce montant doivent s'ajouter 36,17 milliards de francs levés sous la garantie de la République française durant les six premiers mois de 1982. Enfin, une seconde note de même type nous fait savoir que les emprunts en devises de la France sont enregistrés sur la base d'un cours de 1 dollar pour 5,75 francs. Comme la valeur du dollar s'est depuis lors accrue, par rapport au franc français, de quelque 25 %, la dette extérieure française à fin juin 1982 représentait l'équivalent de 240 milliards de francs actuels, soit plus de 33 milliards de dollars. A ce montant doivent s'ajouter les 4 milliards de doilars levés par la République française le mois dernier, de même que les fonds recueillis sous la garantie de la République depuis la fin du premier semestre, ainsi que la dette non garantie par l'État français. Cette dernière, qui représente certainement plus de 7 milliards de dollars, se décompose en trois parties. Elle comprend premièrement les fonds drainés à l'étranger par des entités dont l'État français est le principal actionnaire depuis longtemps. C'est ainsi que Renault a traditionnellement empranté sous son seul nom, en dehors de l'Hexagone. de larges sommes en devises diverses. De la même manière, Elf-Aquitaine, ponr ne citer que celle-ci, a, sans garantie du gouvernement

Les matières premières

La légère reprise survenue sur

certains métaux non ferreux aurait

besoin non seulement d'être consir-

mée mais fortement amplifiée, car

les niveaux actuels de prix sont fort

MÉTAUX. - Pour la première

fois depuis plus d'un an, les cours

du cuivre depassent le niveau des

900 livres la tonne au Metal Ex-

change de Londres. Le nouveau gon-

flement, plus important, des stocks

britanniques de métal, en augmen-

tation de 13 200 tonnes pour attein-

dre 171 050 tonnes, n'a pas in-

stuencé le marché. Les réductions

de capacité de production

commenceraient-elles à produire

leur effet ? Pour être durable, la re-

valorisation des prix devra s'ap-

puyer sur une sensible amélioration

Vive hausse des cours de l'argent

à Londres qui rejoignent leur niveau

-le-plus élevé depuis le mois de jan-

vier 1981. La réduction des stocks.

des rumeurs relatives à des achats

pour compte soviétique relative-

ment importants, évalués même à

10 millions d'onces, ont précipité le

mouvement de hausse. L'étain a

continué à saire preuve de disposi-

tions soutenues à Londres grace aux

achats de soutien effectués par le

kel à Londres, qui tombent à leur

niveau le plus bas depuis l'ouver-

ture de ce marché. Les amputations

"de capacité de production s'avèrent

insussissantes pour rétablir l'équili-

bre entre l'offre et la demande. Les

principaux utilisateurs de nickel

traversent une période plus que dif-

sicile, notamment la sidérurgie et

les fabricants de biens d'équipe-

ment. Aussi, le prix producteur

n'est-il plus appliqué, car les rabais

atteignent parfois plus de 40 %.

D'ailleurs, une nouvelle baisse des

prix est attendue l'an prochain.

Nouvelle chute des cours du nic-

directeur du stock régulateur.

de la conjoncture économique.

éloignés du seuil de rentabilité.

pour financer son O.P.A. sur Texas Gulf Sulphur. Deuxièmement, il faut prepdre en compte les emprunts internationaux contractés avant leur nationalisation.par les sociétés fran-çaises. Troisièmement, il faut tenir compte de la dette extérieure des sociétés privées. En revanche, l'endettement externe des banques francaises ne doit pas être pris en considération, leurs emprunts étrangers étant compensés par des prêts extérieurs de montant équivalent.

Il n'en demeure pas moins que lorsque la dette publique garantie par l'État s'ajoute à celle qui ne l'est - qu'elle émane du secteur public on privé - la question que chacun ne peut manquer de se poser est la suivante : la France n'est-elle pas près d'avoir épuisé sa capacité d'endettement extérieur à des conditions favorables?

Euphorie

C'est plus d'une bonne douzaine d'émissions euro-obligataires, totalisant plus de 1,5 milliard de dollars, qui ont vu le jour au cours de la semaine écoulée. Le marché international des capitaux est resplendissant parce que tout le monde est convaince que les taux d'intérêt à court terme vont encore baisser aux États-Unis. Chacun jouant sur cette tendance, le temps n'est plus loin où les coupons pour les meilleurs emprunteurs vont repasser en dessous de la barre de 10 %. Déjà, l'américaine General Electric, avec un coupon de 10 %, est venue, jeudi soir, offrir le taux d'intérêt le plus bas qu'on ait vu depuis trois ans, dans le cadre d'un euro-emprunt de 200 millions de dollars ayant une durée de huit ans et demi. Émises à 99,50 pour donner un rapport annuel de 10,07 %, les euro-obligations seront libérables à raison de 14,50 % du montant nominal le 5 janvier prochain. le solde devant être acquitté le 1s juillet 1983. L'usage du paicment différé est évidemment agréable pour l'investisseur, mais aussi peut se révéler extrêmement dangereux. Si la tendance se retourne entre-temps, des pertes importantes peuvent être enregistrées et l'émission peut éventuellement ne se retrouver que partiellement payée.

Pour sa part, Coca-Cola avait, vingt-quatre heures plus tôt, choisi de proposer un coupon annuel de 10.375 % sur un prix au pair, pour accompagner une nouvelle euroémission de 100 millions de dollars d'une durée de cinq ans et demi. Le seul nom de Coca-Cola a toujours eu français, levé 1,3 milliard de dollars un effet magique auprès des inves-

Hausse du cuivre, de l'argent et du sucre

poursuit sur les cours du sucre, qui

retrouve ses meilleurs niveaux de-

puis la mi-août. Les intempéries ont

affecté la récolte européenne de bet-

teraves. Celle de la C.E.E. n'est

plus évaluée qu'à 13,90 millions de

tonnes contre 14.04 millions de

tonnes il y a un mois et 15,02 mil-

lions de tonnes pour la campagne

précédente. Les superficies ont été

réduites et la sécheresse a touché la

sur les différents marchés. Lors de

la réunion d'un groupe de travail de

Les cours du café ont peu varié

récolte italienne.

DENREES. - La hausse se

tisseurs internationaux. A peine lancée, l'émission Coca-Cola était déjà placée et se traitait à 99,75 - 100. General Foods, société d'alimentation américaine, dont la dette ne bênéficie pas d'un classement aussi bon que Coca-Cola et General Electric, a tenu compte de cette dissérence, d'autant que son euroemprunt de 100 millions de dollars, qui a vu le jour à peu près en même temps que les deux autres, a une durée de douze ans. Les euroobligations sont assorties d'un coupon de 10,50 % et sont offertes à 99,50, ce qui procurera aux porteurs investisseurs ont assez bien acqueilli ces conditions, et l'émission du fabricant de céréales se traite sur le marché gris » avec une décote raisonnable de 1,25 - 0,75.

Deux emprunteurs français sont marché des euro-obligations. La titutionnels scandinaves pour lever, dix ans, sur la base d'un prix au pair et d'un coupon annuel de 11,50 %. Les Scandinaves recherchent actuellement du papier libellé en dollars, Celui de la S.N.C.F. étant assorti d'une garantie souveraine, il devrait se placer sans problème. Vendredi, le « marché gris » le traitait avec une décote, honorable pour l'emprunteur, de 1,25 - 0,625. Par contre, il semble que la société nationale Elf-Aquitaine ait été moins heureuse avec son euro-emprunt de 150 millions de dollars sur huit ans. malgré le très haut coupon de 12 % par an qui l'accompagne. Pour des raisons qui ne s'expliquent guère, les euro-obligations Elf-Aquitaine of fertes au pair n'ont apparemment pas suscité beaucoup d'enthousiasme et se trouvalent, en sin de semaine, affectées d'une décote de

La banque mondiale s'est plutôt montrée généreuse avec l'euroémission de 300 millions de dollars qu'elle est venue offrir en deux tranches. La première de 200 millions, qui a une durée de sept ans, comporte, en effet, un coupon annuel de 10,875 % et un prix au pair. La seconde, de 100 millions, qui est sur quinze ans, est proposée au pair avec un coupon annuel de 11,125 %. De telles conditions devraient rendre le placement aisé à un moment où les emprunteurs américains de calibre similaire n'offrent plus que 10 % par

CHRISTOPHER HUGHES.

l'organisation internationale, le

15 novembre prochain à Londres,

les courants d'exportation vers des

pays non membres de l'accord inter-

TEXTILES. - La diminution

prévue de la récolte mondiale de co-

ton a exercé peu d'influence sur le

marché. Elle est évaluée à 67 mil-

lions de balles pour la saison 1982-

1983, soit 4,1 millions de balles de

moins que la précédente récolte. Les

stocks mondiaux sont élevés et per-

mettront de faire face à tout ac-

croissement éventuel de la consom-

national seront examines.

Les devises et l'or

Un dollar très demandé

Semaine après semaine, le même scénario se répète : après une poussée de hausse, le dollar fléchit un peu, puis amorce une remontée et affiche une vigueur de plus en plus insolente. Aussi, la monnaie américaine, qui avait battu, le vendredi 29 octobre, son record à Paris à 7,25 F, revenzit à 7,19 F le mercredi 3 novembre, pour se hisser à 7,26 F, nouveau record, le vendredi 5 novembre, le cours de 7.28 F avant même été touché à New-York. Ce n'est point là faiblesse du franc, car, à Francfort, le dollar s'élevait à plus de 2,57 DM, au plus haut depuis six ans, tandis qu'à Tokyo il approchait les 280 yens, niveau maximum depuis cinq ans et demi.

Sans doute, l'absence de toute initiative de la Réserve fédérale des Etats Unis (Fed) en matière de baisse du taux d'escompte a-t-elle joué : après tout, l'écart des taux de part et d'autre de l'Atlantique est de 3 %, en saveur des placements en venus ces derniers jours solliciter le dollars et au détriment des placements en marks (10 % à 11 % à S.N.C.F. a. d'une manière assez ori- New-York et 7 % à 8 % à Francginale, décidé de s'adresser aux ins- fort). Mais le fameux - effet Reagan » n'est pas étranger à cette fersous la garantie de la République | meté persistante du « billet vert ». française, 75 millions de dollars à Les résultats des élections américaines - à mi-parcours - (une réussite du président par rapport aux propostics) ont été favorablement

accueillis par les milieux financiers internationaux. L'hôte de la Maison Blanche n'a pas été désavoné, mais devra sans doute composer davantage avec le Congrès, et, quoi qu'il en dise, relancer un peu plus vigoureusement la machine économique.

Sans doute les taux d'intérêt vontils continuer à baisser aux Etats-Unis, mais, en Europe et ailleurs, les banques centrales s'empresseront de suivre, et le dissérentiel d'intérêt au bénéfice du dollar est-il appelé à se maintenir ou à ne se réduire que sai-blement. A Londres, les experts ne voient aucune atténuation de la vigueur du dollar avant le printemps ou l'été 1983, en tout cas pas avant que la reprise réelle de l'économie américaine ait creusé le déficit de la balance des paiements, déjà en cours d'élargissement. Dans l'immédiat, on voit mal pourquoi les capitaux internationaux iraient se placer en marks ou en yens, monnaies de pays dont l'économie est plutôt chancelante, sans la capacité de ressort dont semble disposer celle des Etats-Unis.

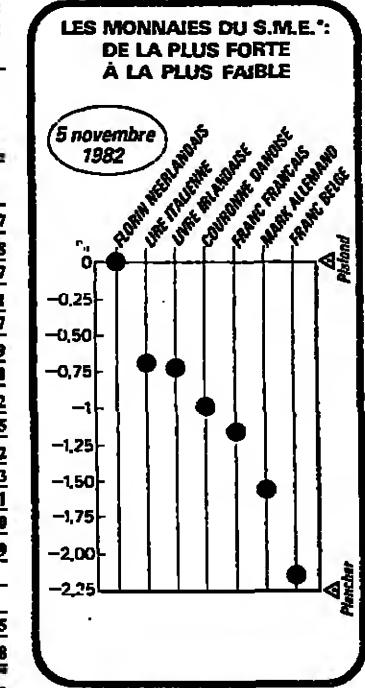
Au sein du système monétaire européen, le franc belge se maintient toulours au voisinage du plancher. tandis que la lire commence à donner des signes de faiblesse et qu'une inflation de 17 % sévit en Italie :

cela devient totalement anachroni-

Le franc français, fort de l'emprunt de 4 milliards de dollars et des mesures de soutien à l'industrie, a amélioré ses positions par rapport au mark, dont le cours est revenu de 2,83 F au voisinage de 2,82 F. Cette meilleure santé permet à la Banque de France de poursuivre sa politique de détente des taux, conformément aux promesses du gouvernement. Le seul point noir, dans l'immédiat, est la croissance rapide de l'endettement extérieur français (voir, cicontre, l'article de Christopher Hughes). Mais M. Jacques Delors n'a-t-il pas au - Grand jury R.T.L.le Monde . déclure que la France pouvait encore s'endetter pendant deux ans ? Souhaitons, toutefois, qu'à l'extérieur de nos frontières on soit du même avis...

Sur le marché de l'or, la fermeté du dollar et l'arrêt de la baisse des taux d'intérêt ont cantonné les cours de l'once entre 430 et 420 dollars. avec une activité nettement plus ré-

FRANÇOIS RENARD.



Cours moyens de clôture du 5 octobre au 5 novembre 1982 (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE Livre SE.U. Français	Franc		Franc		
	SULSO	D. mark	belge	Piorin	Lire
- 1,665S 12,8948	3,6974	4,2886	83,0251	4,6634	2458,27
Londres 1,6788 12,1487	3,6966	4,2923	83,1281	4,6581	2460,78
1,6655 - 13,7712	45,8450	38,8349	2,8060	35,7142	0,0677
Henr-York , 1,6788 - 13,8121	45.3926	39,8930	2,0185	36.8230	0,9681
12,0940 7,2615 -	327,09	282	14,5667	259,33	4,9197
Paris 12,1487 7,2400	328,64	283,03	14,6144	260,80	4,9369
3,6974 2,2290 38,5721	_	86,2135	4,4533	79,2857	1,5840
3,6966 2,2830 30,4284	-	86,1219	4,4469	79,3587	1,5022
4,2886 2,5750 35,4609	115,99	_	5,1654	91,5642	1,744
Franciert 4,2923 2,5580 35,3319	116,11	_	5,1635	92,1470	1,744
83,8251 49,85 6,8649	22,4549	19,3592	_	17,8035	3,377.
Brusselles 83,1281 49,54 6,8425	22,4875	19,3666	-	17,8458	3,3781
4,6634 2,8000 38,5595	126,12	108,73	5,6168	-	1,8970
Amerandem 4,6581 2,7760 38,3435	126	108,52	5,6035		1,8929
2458,27 1476 203,26	664,86	573,20	29,6488	527,14	_
2460,78 1466,58 202,55	665,68	573,29	29,6023	528,27	-
458,67 275,40 37,9260	124,65	196,95	5,5245	98,3571	0,1865
Toloyo 464,89 277 38,2599	125,73	108,28	5,5914	99,7838	4,1886

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 5 novembre, 2,6367 F contre 2,6137 F le vendredi 29 octobre.

Marché monétaire et obligataire

En attendant le Fed...

La Réserve fédérale des Etats-Unis (le Fed) va-t-elle, enfin, se résoudre à réduire une sois encore son taux d'escompte, limitant la nouvelle hausse du dollar? Le monde entier s'est posé cette question à nouveau pendant toute la semaine, sans obtenir de réponse. La conséquence est que les taux sur

l'eurodollar se sont légèrement tendus, bien qu'à New-York on continue à pronostiquer la poursuite de la détente. Certes, le Fed ne voulait pas, dit-on, prendre une initiative quelconque avant les élections. de peur d'être accusé de favoriser la présidence, et, maintenant, il a retrouvé sa liberté d'action. De plus, la distribution de crédits aux entreprises s'est nettement contractée ces dernières semaines, ce qui pourrait anaiser les craintes du Fed sur un emballement de la création monétaire. Mais, après tout, rien n'oblige cet organisme à accélérer le mouvement. Au cours de la semaine se terminant le 27 octobre, la masse monétaire a augmenté de 2.7 milliards de dollars (beaucoup plus que ne s'y attendaient les observateurs).

L'immobilisme américain n'a pas empêché certains pays européens de poursuivre leur processus propre de détente des taux. Ainsi, en Grande-Bretagne, sur l'initiative de la Banque centrale, qui a diminué par deux fois son taux d'intervention, les établissements bancaires ont, une nouvelle fois, abaissé leur taux de base, le ramenant de 9 1/2 % à 9 %. Le loyer de l'argent dans le Royaume-Uni a donc été réduit de près de moitié en un an : en octobre 1981, il s'élevait à 16 %. Aujourd'hui, le rythme annuel de l'inflation n'est que de 7 % environ, et on prévoit, dans la City, que le taux de base des banques pourrait être à nouveau diminué, asin de savoriser une relance de l'économie. En Allemagne, la Bundesbank n'a

pris aucune initiative nouvelle. En

vention sur le marché monétaire, par adjudication de liquidités sur appel d'offres d'effets de première catégorie. Il y a quinze jours, ce taux était encore de 133/4 %. En conséquence, le loyer de l'argent au jour le jour a flêchi de 133/8 % à 13 1/8 %, à moins de 1 point du niveau du 11 mai 1981, avant la grande envolée. Sans nul doute, si le franc n'est pas soumis à de nouvelles attaques, la détente va se poursuivre. « permettant » aux banques de réduire dereches leur taux de base. pour la plus grande satisfaction de leurs clients : l point de baisse allège de 4 milliards de francs le poids global des frais financiers,

Rappelons, enfin, que M. Mauroy a promis que les taux des emprunts à long terme des entreprises (supérieurs à 12 %), consentis par le Crédit national et le CEPME seraient « écrêtés » et leur remboursement étalé, « cas par cas » il est vrai, et compte tenu de l'« effort » consenti pour développer les fonds propres et les investissements : il ne s'agit pas de « moratorier » à tout bout de champ, car la mesure porterait sur 45 milliards de francs de crédits accordés depuis la fin de 1979. Souhaitons bien du plaisir aux dirigeants des deux établissements, chargés de • gérer • la procédure...

La ruée sur les obligations

S'il y avait encore des sceptiques à propos de la baisse des taux sur le marché obligatoire, il n'en reste plus désormais : comme à New-York, il y a un mois, ils ont tourné casaque, anxieux de ne pas rater la détente du siècle (et la bausse des cours). Comme tous les opérateurs se voient fréquemment, si ce n'est quotidiennement, l'effet d'entraînement joue. et les résultats sont spectaculaires.

Le marché obligataire français se porte donc très bien actuellement. revanche, la Banque de France, pro- aussi bien à l'émission qu'en Bourse. fitant de l'amélioration de la tenue Certes, les rendements diminuent du franc, a franchi une nouvelle avec une sage lenteur: 15,10 % étape dans la désescalade. Le contre 15,16 % pour les emprunts 13 novembre, elle a ramené de d'Etat à plus de sept ans, cette 13 1/4 % à 13 % son taux d'inter- semaine, et 14,95 % contre 14,98 %

pour ceux à moins de sept ans : 15,78 % contre 15,80 % pour ceux du secteur public, selon les indices Paribas. Mais la pression de l'environnement mondial et la désescalade des taux à court terme sur le marché monétaire précèdemment évoquée contribuent à amplifier le phénomène d'anticipation déjà relevé dans ces colonnes.

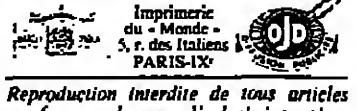
On se précipite donc sur les emprunts à taux fixe et à durée longue, pour garder le bénéfice d'une rémunération élevée le plus longtemps possible, et, très logiquement, on continue de dédaigner les émissions à taux révisable ou à taux variable : ainsi, les titres indemnitaires (D.T.I.) ont glissé au-dessous de 98 % du nominal.

Sur le front des émissions, tout va très bien. Après E.D.F., le Crédit foncier de France a lancé un emprunt massif de 4 milliards de francs suivant la même formule, une tranche - classique - à taux fixe de 16,20 % nominal (en baisse de 0.10 %) et 16,33 % en rendement réel, et une tranche à options de remboursement (- senêtres »). à dix-huit ans et 16,40 % nominal (16,52 % reel).

Signalons également un Crédit général industriel de 220 millions de francs à neuf ans et 16,50 %, taux révisable tous les trois ans sur la base du rendement mensuel moven des obligations (formuje inaugurée il y a deux ans par Renault), et un BRED de 250 millions de francs à buit ans et 16,50 %.

> F.R. Edité par la S.A.R.L. le Monde

André Leurens, directeur de la publication Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1989-1982)



souf accord avec l'administration Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037

LES COURS DU 5 novembre 1982

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. - Loedres (en sterling par tonne); cuivre (Wirebars), comptant, 904,50 (887,50); à trois mois, 902,50 (882); Etain comptant, 7 430 (7 375); à trois mois, 7 410 (7 370); plomb, 289,50 (292); zinc, 440,50 (439,50); aluminium, 582,50 (571); nickel, 2 150 (2 233); argent (en pence par once troy), 635 (589,50). - New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 66,50 (65,25); argent (en dollars par once), 10,58 (9,95); platine (en dollars par once), 361,50 (347); ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), 51,50 (52,50); mercure (par bouteille de 76 lbs), 360-380 (370-380). - Penang: étain (en ringgit par kilo), 29,15 (29,20).

TEXTILES. - New-York (en cents par livre) : coton, décembre, 63.11 (63,60); mars, 65,57 (65,80). -Londres (en nouveau pence par kilo). laine (peignée à sec), décembre, 367 (364); jute (en livres par tonne), Pakistan. White grade C, inchangé (240). - Roubaix (en francs par kilo), laine, juillet, 41,30 (42,70). CAOUTCHOUC. - Londres (en nouveaux pence par kilo); R.S.S. (comptant), 48,80-49 (49,10-49,20). - Pename (en cents des Détroits par kilo): 203,50-204 (203,75-204,25).

DENRÉES. - New-York (en cents par lb; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, décembre, 1 358 (1 376) : mars, 1 447 (1 470) : sucre, janvier, 6.97 (6,80); mars, 7,75 (7,63); cafe, décembre, 137,20 (141,50); mars, 133,40 (138,30). -Londres (en livres par tonne): sucre, janvier, 118 (109,50); mars, 117,90 (116,75); café, janvier, 1 467 (1 468); mars, 1 375 (1 375); cacao, décembre, 938 (942); mars, 965 (971). - Paris (en francs par quin-tal): cacao, décembre, 1 127 (J 140)); mars, I 182 (I 200); café, janvier, 1845 (1815); mars, 1835 (1 730) ; sucre (en francs par tonne). décembre, 1 495 (1 480); mars, 1 555 (1 555) : tourteaux de soja. -Chicago (en dollars par tonne), décembre, 168,20 (163,20): janvier, 169,10 (163,20). - Londres (en livres par tonne), décembre, 129,80 (124,30); février, 131,60 (126,60).

CÉRÉALES. - Chicago fen cents par (312 3/4): mars, 343 1/4 (328 1/4); maïs, décembre, 223 1/4 (216); mars, 234 1/4 (228 1/2).

INDICES. - Moody's, 983,70 (969,70); Reuter, 1 524,42 (1.518,20).

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

- 2. AFRIQUE CAMEROUN : Le nouveau président a
- 2. EUROPE R.F.A.: M. Genscher, réélu président du parti liberal.
- 3. DIPLOMATIE
- La fin du sommet franco-britannique. 4. PROCHE-ORIENT
- AMÉRIQUES - BRÉSIL: Les élections du 15 novernbre.
- 4. ASIE CHINE : Jugement de plusieurs anciens dirigeants des « gardes

POLITIQUE

rouges).

5. Le débat budgétaire à l'Assemblée nationale

ÉCONOMIE

- 12. SOCIAL: L'annulation de la réunion
- de l'UNEDIC par le C.N.P.F. - AGRICULTURE: La France bloque l'opération « beurre de Noël » de la
- 13. AFFAIRES: Les livres ne sortiront réellement du blocage des prix qu'après le 1º janvier.
- 14. Revue des valeurs. Crédit, change et grands marchés.

SOCIÉTÉ

- 7. DÉFENSE. - EDUCATION: Quand les parents recrutent des enseignants.
 - **CULTURE**
- 9. THÉATRE : Les Bas-Fonds, à Saint-11, COMMUNICATION : Perturbations dans la presse parisienne; VU: Bar-

bara, la nuit. RADIO TÉLÉVISION (11) **INFORMATIONS** • SERVICES • (8) : Météorologie: - Journal officiel . ; Mots croises ; Loto. Carnet (6); Programmes des

spectacles (10-11).

De nouvelles interpellations sont attendues dans l'affaire des fausses factures

L'affaire des fausses factures découverte à Marseille a connu cette semaine un rebondissement spectaculaire avec l'arrestation à Paris de quatre dirigeants de société. En effet, après avoir inculpé MM. Alain Serval et Claude Margueret, respectivement présidentdirecteur général et vice-président-directeur général de la société de publicité Interplans, et M. Philippe Robert, gérant de la SETRIC, société d'équipements commerciaux à Paris, le juge d'instruction chargé du dossier, Mª Marie-Chantal Goux, a délivre, vendredi 5 novembre, un mandat d'amener contre M. Roger Sentenac, gérant d'une société immobilière, la SAVIT, gardé à vue depuis le mercredi 3 novembre (le Monde du 6 novembre).

culpations qui devraient être signifiées la semaine prochaine à Marseille porteront le nombre des personnes impliquées dans l'affaire à soixante-neuf. Cela montre l'ampleur des escroqueries commises aux dépens de la collectivité et du Trésor public. L'enquête conduite sous la direction du juge d'instruction par la section économique et financière du S.R.P.J. de Marseille a permis d'établir qu'une seule des trente sociétésécrans créées par M. Julien Zemour, inspecteur central des impôts de Nice - la S.A.R.L. B 06 - a émis des fausses factures pour une trentaine de sociétés différentes dont celles des quatre hommes d'affaires parisiens. A partir de ce constat, et au fur et à mesure de l'examen des documents et comptabilités saisis par la

police, il faut s'attendre à de nom-

breuses autres interpellations.

L'enquête, qui selon un policier cité par l'Agence France-Presse c pourrait prendre dix ans », devrait provoquer, au fil des découvertes, un certain nombre de rebondissements. y compris politiques. Cela a été le cas avec l'arrestation de M. Roger Sentenac, un homme qui exerce diverses responsabilités dans des sociétés liées, de plus ou moins près, au parti communiste. M. Sentenac est le gérant de la SIAVIT, société immobilière dont le siège est situé dans le treizième arrondissement de Paris. Cette société est spécialisée dans un rôle d'intermédiaire, notamment entre des municipalités communistes de la région parisienne et des bureaux d'études immobiliers.

La SIAVIT est l'une des nombreuses sociétés, une vingtaine environ, qui constituent le GIFCO, groupe d'intérêt économique pour l'équipement et la fourniture des collectiparti communiste. L'enquête de police aurait permis d'établir que M. Zemour, par le biais de la « 8 06 », aurait fourni à la SIAVIT pour

Ces quatre arrestations et les in-

470 000 francs de fausses factures en rémunération d'études immobilières fictives concernant la construction de soixante-dix-neuf pavillons à Corbeil-Essonnes (Essonne). Les policiers auraient saisi également des documents prouvant des relations d'affaires répétées entre la « 8 06 » et la SIAVIT.

MM. Alain Serval et Claude Margueret, dirigeants de l'agence de publicité interplans, sont impliqués eux aussi après la découverte de fausses factures établies par la « B 06 » au compte d'Interplans. Les sommes indûment facturées seraient importantes, plus de 1,5 million de francs. Enfin, le quatrième homme, M. Philippe Robert, gère une société d'équipement électrique, la SETRIC, pour iaqualle la « B 06 » aurait « produit > 820 000 francs de fausses

Le mécanisme d'escroquerie était le suivant : la « B 06 » établissait des fausses factures qui étaient honorées par les trois sociétés parisiennes au moyen d'un chèque figurant dans la comptabilité de chaque entreprise au titre de frais d'investissements. Un ∢ taxi », travaillant pour M. Zemour, venait prendre le chèque et l'encaissait en liquide directement à la banque. M. Zemour prélevait ensuite sa commission - 10 % - et reversait les 90 % restant à l'entreprise émettrice du chèque. Ce mécanisme permettait aux entreprises émettrices des chèques d'échapper à l'impôt sur les sociétés au titre des investissements et des frais de fonctionnement et de se constituer des < caisses noires >.

NOUVELLES BRÈVES

● La politique des cables. - Le bureau du conseil d'administration du Centre mondial pour l'informatique réuni le 4 novembre, au complet, a approuvé, à l'unanimité, le rattachement du Centre au ministère des P.T.T. (le Monde du 28 octobre 1982).

Cette association, présidée par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, doit permettre aux équipes scientifiques du centre d'être associées à la mise en place d'un système de liaison par câble dans l'ensemble du pays, décidée le 3 novembre par le conseil des ministres.

· Le conseil municipal de Vire, dont le maire est M. Olivier Stirn, député (LLD.F., rad.) du Calvados, vient de décider d'appeler un groupe scolaire de la ville : Pierre-Mendès-France.

 Cinquante mètres cubes d'eau légèrement radioactive se sont répandus, jeudi 4 novembre, dans les bâtiments qui abritent le réacteur nº 2, en cours d'essais, de la centrale nucléaire belge de Tihange, située à 70 kilomètres à l'est de Bruxelles. L'incident, qui n'a eu aucune conséquence pour le personnel de la centrale et l'environnement, était dû à la fuite d'un joint défectueux. (A.P., Reuter. 1

• Le canomier Yves Struillou, du 60° régiment d'artillerie stationné à Canjuers (Var), a été sanctionné de dix jours d'arrêt pour avoir publié un temoignage dans le Monde daté 28 octobre, après sa participation à des manifestations en faveur du service militaire de six mois. Au total le canonnier Struillou a été sanctionné de quatre-vingt-cinq jours d'arrêt pour ses prises de position.

JOURNÉE NATIONALE DU SOUVENIR

FRANÇAISES et FRANÇAIS le 11 NOVEMBRE ACHETEZ LE



Embléme des Anciens Combatgants et Vicumes de la Guerre AU PROFIT des YEUVES - ORPHEUMS PARTICIPATION MINIMUM 0,50 F

Où va l'ordre des médecins?

L'ordre des médecins a-t-il un avenir? Si non, quel chemin prendra-t-on pour le faire dispaconnaît en théorie la réponse à la Le candidat Mitterrand avait, en effet, pris l'engagement de supprimer cet ordre professionnel. Un engagement confirmé depuis le 10 mai 1981.

Aujourd'hui, l'ordre des médecins existe toujours. Partant, on assiste aux mêmes affrontements entre les conseils départementaux et les praticiens qui. pour des raisons politiques, philosophiques ou idéologiques, refusent - souvent avec obstination - de payer leur cotisation annuelle. Ces demiers ne manquent plus d'utiliser - argument de poids - la promesse du président de la République. Ils insistent aussi sur le caractère paradoxal de leur situation, poursuivis qu'ils sont par une institution vouée à disparaître.

Le cadre législatif demeurant inchangé, les poursuites sont identiques : les médecins opposés à l'existence de leur ordre som traduits devant les tribunaux, et, plus ou moins rapidement, obligation leur est faite de s'acquitter de leur cotation. En cas de refus persistant, des saisies sont effectuées à leur domicile. Les hasards de la procédure font que depuis quelques mois de nombreux dossiers arrivent devant différents tribunaux en province et dans la région parisienne.

Négociation?

Fréquemment interrogés sur les délais nécessaires à l'accomplissement d'une telle réforme, les services de l'Elysée ont pris l'habitude de répondre que celleci serait réalisée lorsque le permettrait le calendrier de travail 'gouvernemental et parlementaire. On parle aussi, depuis quelque temps, d'une « semidisparition », les ordres départementaux et régionaux subsistant avec des misssions moins étendues, le conseil natioforme. Y aura-t-il encore adheconservera-t-elle son caractère contraignant? Quelle sera alors date pour la disparition totale de eux, « une véritable juridiction d'exception », opposée depuis sa fondation par le gouvernement de Vichy à toute pratique sociale de la médecine ?

Il est encore trop tot pour répondre à toutes ces questions. En revanche, une récente lettre emanant du cabinet de M. Jack Ralite, ministre de la santé, apporte dans ce débat un élément nouveau et important (1). On peut, en effet, lire que « le ministre de la santé s'est ému des poursuites engagées à l'encontre des médecins « coupables » de ne pas régier leur cotisation à un organisme dont, d'ores et déjà. l'existence dans les formes actuelles est remise en cause ». ▼ Il n'est évidemment pas possible au ministre, ajoute-t-on, d'intervenir dans le cours de la justice: Cependant, M. Jack Ralite a mis en garde l'ordre des médecins quant à la poursuite de telles

pratiques. > On précise au ministère avoir, en effet, par écrit « attiré l'atten*tion »* de l'ordre sur le problème posé par les poursuites judiciaires. Pour l'essentiel, les affaires actuelles sont l'aboutissement de procédures qui ont débuté avant mai 1981. Il faudra donc attendre quelque temps avant de savoir si les conseils départementaux seront sensibles aux injonctions ministérielles et, si un tel statu quo ne risque pas d'augmenter le nombre des refus de paiement. On peut, déjà, en toute hypothèse, voir là une possibilité de « négociation » entre le gouvernement et un ordre inquiet pour son devenir.

JEAN-YVES NAU.

(I) Cette lettre a été adressée en réponse à la présidente de la section de Poissy de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen. Le docteur Didier Moriau est assigné par l'ordre départemental des médecins des Yvelines. Son procès doit avoir lieu devant le tribunal d'instance de nal faisant seul les frais de la ré- Poissy le 7 décembre à 14 heures.

Le Conseil d'État annule certains avantages de trésorerie accordés aux pharmacies mutualistes

3 novembre, l'arrêté interministériel de 5 août 1975 concernant certains avantages de trésorerie accordés de fait aux pharmacies mutualistes. Ces dernières devront désormais effectuer, sur les produits qu'elles vendent, un abattement de prix de 12 %, comme le prévoit de code de la santé publique.

Prévu par les ordonnances de 1967, cet abattement trouvait sa justification dans le sait qu'organismes à but non lucratif, les pharmacies mutualistes ne devaient pas faire de bénéfices. Cette mesure ne fut pas appliquée, mais, en contrepartie, ces pharmacies devaient verser une ristourne de 5 % aux caisses d'assurance-maladie, la différence étant consacrée à des services aux mutualistes ou à des investissements sociaux.

La décision du Conseil d'État, venant après sept années de procédure déclenchée à la demande de l'Union nationale des pharmacies de France,

A nos lecteurs

beures, décidé par le Syndicat du

livre, a perturbé la fabrication et la distribution du Monde du samedi

En particulier, les abonnements

à destination de l'ouest de la

France et de quelques arrondisse-ments de Paris (9°, 10°, 11°, 12°,

18", 19" et 20") n'out pu être servis.

Tooloir nous en exenser.

Nous prions nos lecteurs de bien

Que choisir

pour bien dormir?

UNE BONNE LITERIE

EXPOSITION ET VENTE:

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

37. Avenue de la REPUBLIQUE

75011 PARIS - Me Parmentier

Téléphone : 357.46.35

Livraison GHATLITE

trës rapide dans toute la France

6 novembre 1982.

Un arrêt de travail de deux

Le Conseil d'État a annulé, le n'a pas, pour le moment, suscité de réactions officielles de la part des fédérations mutualistes.

> Déjà, un arrêté paru au Journal officiel du 7 janvier 1970, sur cette question, avait été annulé en Conseil d'État le 19 mars 1975. Mais, dans les faits, cette annulation n'avait pas été appliquée.

Intervenant au moment où le gouvernement a imposé aux pharmacies d'officine une contribution de solidarité s'élevant à 4 % de leur chiffre d'affaires, la décision du Conseil d'Etat, le 3 novembre, a évidemment satisfait la profession d'officines. Ses représentants envisagent même de demander à ce que les pharmacies mutualistes remboursent leur trop-perçu à la Sécurité sociale, 12 % (taux d'abattement d'actes) de leurs ventes de 1970 à 1975.et 7 % depuis lors, puisque le taux d'abattement prévu par le code était de 5 % dans l'arrêté de 1975. Dans ce cas, les pharmacies mutualistes seraient confrontées à de grandes difficultés de trésorerie.

Aux Etats-Unis

L'ADMINISTRATION **IMPOSE UNE NOUVELLE** REGLEMENTATION SUR LES MÉDICAMENTS EN VENTE LIBRE

La Food and Drug Administration (F.D.A.) vient de saire connaîire la nouvelle réglementation qui s'appliquera aux médicaments vendus sans ordonnance aux Etats-Unis. Cette décision, qui entrera en vigueur dans les prochains mois, a été prise à la suite de la récente affaire du Tylenol, du nom du produit qui a été à l'origine de plusieurs décès suspects à Chicago.

Il s'agit de saire en sorte que l'emballage et le conditionnement de ces produits soit plus résistant afin d'empêcher l'incorporation de substances ou d'objets toxiques.

Après l'affaire du Tylenol, de nombreux autres cus similaires concernant d'autres produits avaient été enregistrés, créant une véritable psychose. Selon la F.D.A., le coût de cette décision sera comprise entre 20 et 40 millions de dollars.

Les « séquelles » de la guerre d'Algérie

LE RECOURS DIFFÈRE SON **CONGRÈS EXTRAORDINAIRE**

La confédération du Recours (Rassemblement et coordination des rapatriés et spoliés d'outre-mer) - enregistre avec satisfaction les decisions prises en saveur d'une loi d'amnistie intégrale par le groupe sénatorial socialiste et par la commission des lois du Sénat ». Ses dirigeants, - considerant qu'un ensemble de conditions positives sont en train d'être réunies pour parvenir à une solution satisfaisante .. ont décidé d'annuler le congrès national extraordinaire qu'ils avaient prévu de tenir à Bordeaux le samedi 6 novembre, après le vote intervenu en première lecture à l'Assemblée mtionale, et de le reporter au début décembre, au lendemain du passage du projet de loi en dernière lecture

au Palais-Bourbon. Le Recours estime que « toute manifestation intempestive de nature à géner l'action du secrétaire d'État. M. Raymond Courrière, du gouvernement, et la volonté du président de la République doit être évitée -, et juge donc - inopportun de tenir actuellement un congrès où l'évocation des problèmes matériels, quelle que soit leur importance, serait particulièrement déplacée tant que ne sera pas règle celui de l'amnistie ». Le Recours - demande aux rapatriés de rester mobilisés, de continuer à le soutenir aussi efficacement dans son action en attendant la réunion de son prochain congrès qui sera alors en mesure de dresser un véritable bilan et d'en tirer toutes les conclusions palitiques selon le résultat obtenu ».

LA S.N.C.F. RÉSERVÉE **SUR LA CONSTRUCTION** D'UN T.G.V. ATLANTIQUE

M. André Chadeau, président du conseil d'administration de la S.N.C.F., interrogé après l'annonce faite par M. Pierre Mauroy que le gouvernement autorisait la construction d'un T.G.V. Atlantique (le Monde du 6 novembre), a dé-

· -- Je savais que la décision était en cours d'examen, mais le problème du sinancement reste posé. Un T.G.V. n'est rentable qu'au bout de dix ans, sept ans de construction et trois d'exploitation, pendant lesquels la S.N.C.F. doit, pour en assurer le sinancement, emprunter sur le marché international, notamment en dollars. >

Pour M. Chadeau, il est difficile. pour la S.N.C.F. de s'endetter ainsi au moment où elle demande à la collectivité de prendre en charge son

● Arrêts de travail le 15 novembre à la S.N.C.F. - Les fédérations de cheminots C.G.T., C.F.D.T. et F.O. out appelé le 5 novembre à des arrêts de travail de deux heures pour le 15 novembre prochain, pour protester contre les propositions salariales de la direction.

Le numéro du « Monde » daté 6 novembre 1982 a été tiré à 460 460 exemplaires.



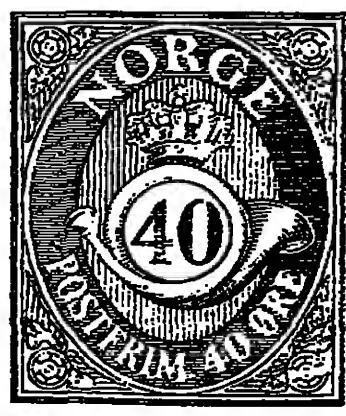
vous le porterez sans attendre avec un versement comptant de 1.023 F le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit après acceptation du dossier Un choix considérable: Diamants - Rubis - Saphirs Emeraudes

86, rue de Rivoli 138, rue La Fayette

superbe catalogue couleur gratuit sur demande

Le Monde des PHILATELISTES L'OFFICIEL DE LA PHILATELIE NOVEMBRE SUPPLÉMENT COULEUR

SALON PHILATÉLIQUE D'AUTOMNE





NORVÈGE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 10 P

